

RAPPORT
D'ACTIVITÉ

DES RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET
INTERNATIONALES
2019-2020

JUIN 2020



ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

Ce rapport a été réalisé par la Direction des relations interparlementaires et internationales et du protocole de l'Assemblée nationale du Québec. Il fait état des activités de relations interparlementaires et internationales de l'Assemblée nationale du Québec pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

TABLE DES MATIÈRES

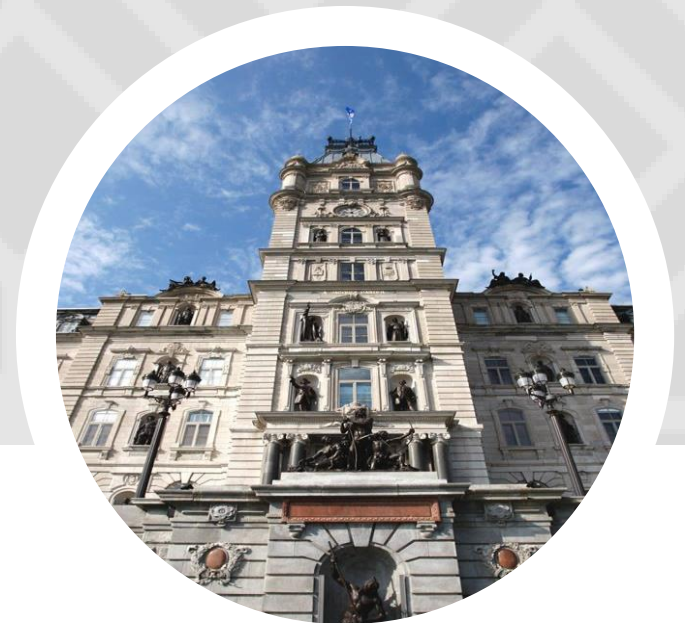
DIPLOMATIE	4
LE RÈGLEMENT SUR LES RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES	4
LE COMITÉ CONSULTATIF	5
LES SECTIONS ET DÉLÉGATIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC	6
STATISTIQUES SUR LES ACTIVITÉS INTERPARLEMENTAIRES	7
ANALYSE DES STATISTIQUES	8
RÉPARTITION DES DÉSIGNATIONS PAR GROUPE PARLEMENTAIRE	8
RÉPARTITION HOMMES-FEMMES	8
THÈMES ABORDÉS ET COMMISSIONS PARLEMENTAIRES IMPLIQUÉES	8
ACTIVITÉS ET DÉPENSES	9
DÉTAILS DES DÉPENSES PAR TYPE D'ACTIVITÉ	10
TABLEAU 1 : SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR TYPE D'ACTIVITÉ INTERPARLEMENTAIRE	10
DÉTAIL DES DÉPENSES PAR SECTION ET DÉLÉGATION	11
TABLEAU 2 : SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR TYPE DE RELATION	11
TABLEAU 3 : DÉTAIL DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ DE RELATION BILATÉRALE	12
TABLEAU 4 : DÉTAIL DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ DE RELATION MULTILATÉRALE	14
TABLEAU 5 : DÉTAIL DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ DE COOPÉRATION	19
FRAIS D'ADHÉSION AUX ORGANISATIONS INTERPARLEMENTAIRES	20
TABLEAU 6 : FRAIS D'ADHÉSION AUX ORGANISATIONS INTERPARLEMENTAIRES	20
ANNEXES – RAPPORTS D'ACTIVITÉS	21

DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE

L'Assemblée nationale entretient des relations avec seize parlements partenaires et est membre de cinq organisations interparlementaires. Son réseau se déploie sur cinq continents.

LE RÈGLEMENT SUR LES RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Le 28 février 2019, le Bureau de l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité un nouveau [Règlement](#) sur les activités de relations interparlementaires et



internationales visant notamment à améliorer la reddition de comptes et la transparence.

En vertu de ce règlement, le président dépose annuellement à l'Assemblée nationale le présent rapport des activités et dépenses de relations interparlementaires et internationales. Ce rapport complète la publication des rapports d'activités de relations interparlementaires et internationales, accessibles rapidement sur le [site Internet de l'Assemblée nationale](#) à la suite de chaque activité.

LE COMITÉ CONSULTATIF

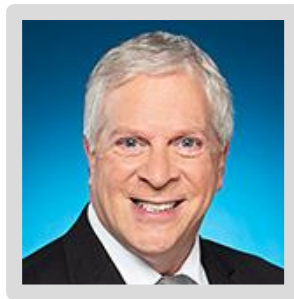
Le Règlement vise en outre à favoriser une prise de décision consensuelle par la mise sur pied d'un comité consultatif multipartite qui a pour mission de planifier et de coordonner les activités de l'institution sur la scène internationale.

Ce comité consultatif de la diplomatie parlementaire a notamment comme mandat de préparer annuellement une programmation des activités et de désigner les députées et députés qui y prendront part, afin de mieux intégrer les activités internationales aux travaux parlementaires,

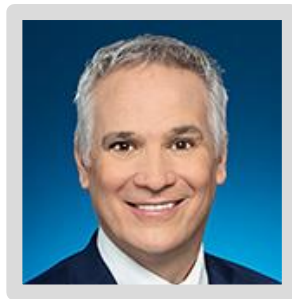
Les membres du comité consultatif (au 31 mars 2020)

assurer le pluralisme et favoriser la parité dans la désignation des personnes participantes.

Le comité consultatif est présidé par le président de l'Assemblée nationale. Il se compose en outre du whip de chaque groupe parlementaire ou, si un groupe parlementaire n'a pas de whip, du député désigné pour agir à titre de représentant.



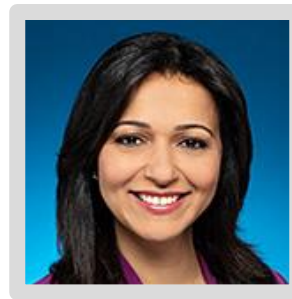
François Paradis
Président



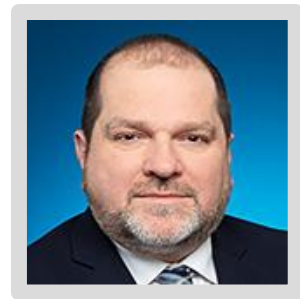
Éric Lefebvre
Whip du gouvernement



Nicole Ménard
Whip de l'opposition officielle



Ruba Ghazal
Représentante du deuxième
groupe d'opposition



Harold Lebel
Représentant du troisième
groupe d'opposition



En mars 2019, le comité consultatif de la diplomatie parlementaire a défini les orientations et les objectifs qu'il entendait donner aux relations interparlementaires et internationales de l'Assemblée nationale :

- Rendre l'Assemblée nationale plus moderne et ouverte;
- Renforcer l'efficacité des parlementaires dans leurs fonctions;
- Promouvoir les secteurs d'excellence de la société québécoise.

Les membres du comité sont consultés régulièrement concernant la programmation annuelle des activités ou les désignations des députés prenant part aux activités.

LES SECTIONS ET DÉLÉGATIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

L'Assemblée nationale du Québec entretient des relations avec d'autres parlements et diverses organisations interparlementaires. En vertu de la séparation des pouvoirs, elle développe ses relations internationales de façon indépendante de l'exécutif.

Le président représente l'Assemblée sur la scène internationale et dirige les relations interparlementaires. Il est secondé par des députés de tous les groupes parlementaires qui composent les 20 sections ou délégations pour les relations interparlementaires. Parmi ces sections ou délégations, 16 entretiennent des relations bilatérales avec des parlements partenaires provenant du Canada, des États-Unis, de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie. Les 4 autres sections ou délégations sont en charge des relations multilatérales et de la participation des députées et députés aux activités des 5 organisations interparlementaires dont l'Assemblée nationale est membre, soit :

- l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF);
- l'Association parlementaire du Commonwealth (APC);
- la Confédération parlementaire des Amériques (COPA);
- la *National Conference of State Legislatures* (NCSL);
- le *Council of State Governments* (CSG).

Un comité directeur composé du président et de députés voit à la préparation et au suivi des activités de chaque section ou délégation. Le comité bénéficie des services d'un conseiller de la Direction des relations interparlementaires et internationales et du protocole, qui agit à titre de secrétaire administratif.

STATISTIQUES SUR LES ACTIVITÉS INTERPARLEMENTAIRES
DE L'ANNÉE 2019-2020
(m.a.j. 2020-05-21)



NOMBRE D'ACTIVITÉS

35 MISSIONS
16 ACCUEILS
TOTAL : 51 ACTIVITÉS



RÉPARTITION HOMMES FEMMES

(par nombre de participations, excluant le président)

RÉPARTITION DES PARTICIPATIONS PAR GROUPES PARLEMENTAIRES
(par nombre de participations)¹



LIEUX DES MISSIONS

CANADA
Toronto, ON
Calgary, AB
Halifax, N.-É.
Ottawa, ON
Saint-Jean, T.-N.-L.
Victoria, C.-B.

ÉTATS-UNIS
Austin, TX
Chicago, IL
Détroit, MI
Madison, WI
Nashville, TN
New Haven, CT
Philadelphie, PA

RESTE DU MONDE
Abidjan, Côte d'Ivoire
Bruxelles, Belgique
Dakar, Sénégal
Édimbourg, Écosse
Kampala, Ouganda
Kigali, Rwanda
Mexico, Mexique
Milan, Italie
Paris, France
Reykjavik, Islande
Stockholm, Suède
Namur, Belgique

PROVENANCE DES ACCUEILS

Alberta
Bavière
Bénin
Burkina Faso
Cambodge
États-Unis
Fédération Wallonie-Bruxelles
France

Mali
Maroc
Organisation internationale de la Francophonie
Pays de Galles
Polynésie française
République centrafricaine

République démocratique du Congo
Royaume-Uni
Sénégal
Togo
Vietnam

DÉPENSES TOTALES

Accueils/Missions

ACCUEILS

76 283,30 \$

MISSIONS

392 673,69 \$

TOTAL

468 956,99 \$

Selon le type d'activités

BILATÉRALES

135 815,74 \$

MULTILATÉRALES

325 097,23 \$

TOTAL

468 956,99 \$

COOPÉRATION

8 044,02 \$

THÈMES ABORDÉS LIÉS AUX TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Accès à Internet haute vitesse et dévitalisation des régions rurales

Changements climatiques

Consommation de psychostimulants chez les enfants en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH)

Gouvernance du numérique

Légalisation du cannabis

Maintien d'un climat de respect dans l'environnement législatif

Ouverture et transparence des parlements

Partenariats nord-américains en matière d'énergie

Préservation de la culture et du patrimoine

Systèmes d'éducation préscolaire

Systèmes électoraux

Usage des pesticides

Violence basée sur le genre

COMMISSIONS PARLEMENTAIRES IMPLIQUÉES

- Commission de l'administration publique (CAP)
- Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (CAPERN)
- Commission des finances publiques (CFP)
- Commission des institutions (CI)
- Commission des relations avec les citoyens (CRC)
- Commission de la santé et des services sociaux (CSSS)

¹ Le « nombre de participations » correspond au nombre de fois que des parlementaires ont été désignés pour participer à des activités de relations interparlementaires. Un même parlementaire peut donc être comptabilisé plusieurs fois.

Analyse des statistiques

Répartition des désignations par groupe parlementaire

Parmi les principes qui guident la conduite des relations interparlementaires et internationales, on retrouve le pluralisme dans la désignation des participants aux activités, ainsi que la représentativité de chacun des groupes parlementaires et des députés indépendants, en fonction de la composition de l'Assemblée nationale.

Cette année, sur un total de 114 participations aux activités, 52 provenaient du groupe parlementaire formant le gouvernement (Coalition avenir Québec), soit une proportion de 45,6%. Quarante participations provenaient de l'opposition officielle (Parti libéral du Québec), soit 35,1%. Quatre participations provenaient du deuxième groupe d'opposition (Québec solidaire), soit une proportion de 3,5%. Quatorze participations provenaient du troisième groupe d'opposition (Parti québécois), soit une proportion de 12,3%. Quant aux députés indépendants, ils ont obtenu 4 participations, soit 3,5% des désignations. À la lumière de ces données, la proportionnalité des désignations par rapport à la représentation en Chambre a été relativement bien respectée.

Répartition hommes-femmes

Le comité consultatif a notamment pour rôle de déterminer, pour chacune des délégations, les députés qui la composent en tendant à une parité entre les hommes et les femmes et en tenant compte de la composition de l'Assemblée nationale. Durant l'année 2019-2020, en se basant sur le nombre total de participations aux activités interparlementaires, 63 désignations, soit 55,3%, ont été comblées par des parlementaires masculins et 51 désignations par des parlementaires féminines, soit 44,7%.

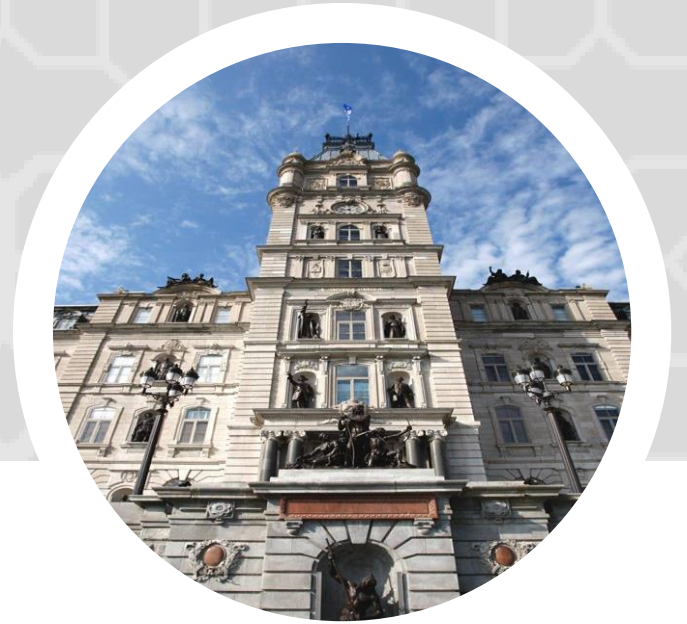
Thèmes abordés et commissions parlementaires impliquées

Le comité consultatif détermine les orientations et les objectifs de l'Assemblée nationale en matière de relations interparlementaires et internationales, en tenant compte des sujets abordés dans le cadre des travaux parlementaires ainsi que des enjeux d'intérêt public. Cette année, six commissions parlementaires ont directement été impliquées dans la tenue d'activités de relations internationales s'étant déroulées à l'ANQ. Par ailleurs, une mission d'étude sur l'utilisation des pesticides et leurs impacts sur la santé et l'environnement a été organisée en appui au mandat d'initiative dont s'est saisie la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (CAPERN).

ACTIVITÉS ET DÉPENSES

Conformément au Règlement, les deux prochaines sections du rapport présentent les dépenses annuelles encourues dans le cadre des activités de relations interparlementaires et internationales. La première

section contient le détail des dépenses par type d'activité. La seconde est dédiée aux dépenses par section et délégation.



DÉTAILS DES DÉPENSES PAR TYPE D'ACTIVITÉ

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, l'Assemblée nationale a réalisé 51 activités de relations interparlementaires et internationales, dont 16 accueils de délégations étrangères et 35 missions de représentants de l'Assemblée nationale à l'étranger.

Le total des dépenses d'activités interparlementaires pour la période couverte est de 468 956,99 \$. Le tableau 1 présente le total des dépenses en fonction du type d'activité (accueils et missions) et du type de dépense, pour la période couverte.

TABLEAU 1 : SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR TYPE D'ACTIVITÉ INTERPARLEMENTAIRE (1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2020)			
	ACCUEIL (16)	MISSION (35)	TOTAL (51)
	52 PARTICIPATIONS DE PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS 104 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	62 PARTICIPATIONS DE PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS 6 427 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	114 PARTICIPATIONS DE PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS 6 531 PARTICIPANTS ÉTRANGERS
Transport	15 408,71 \$	211 528,11 \$	226 936,82 \$
Restauration	28 367,62 \$	31 836,46 \$	60 204,08 \$
Hébergement	19 401,17 \$	106 284,03 \$	125 685,20 \$
Interprétation	6 340,33 \$	0 \$	6 340,33 \$
Frais d'inscription	0 \$	19 342,40 \$	19 342,40 \$
Divers	6 765,47 \$	23 682,69 \$	30 448,16 \$
TOTAL	76 283,30 \$	392 673,69 \$	468 956,99 \$

DÉTAIL DES DÉPENSES PAR SECTION ET DÉLÉGATION

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, l'Assemblée nationale a tenu 11 activités bilatérales, 33 activités multilatérales et 7 activités de coopération. Le tableau 2 présente le sommaire des dépenses par type de relation (bilatérale, multilatérale ou de coopération).

TABLEAU 2 : SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR TYPE DE RELATION (1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2020)				
	BILATÉRALE (11)	MULTILATÉRALE (33)	COOPÉRATION (7)	TOTAL (51)
	29 PARTICIPATIONS DE PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS 51 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	67 PARTICIPATIONS DE PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS 6 427 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	18 PARTICIPATIONS DE PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS 53 PARTICIPANTS ÉTRANGERS	114 PARTICIPATIONS DE PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS 6 531 PARTICIPANTS ÉTRANGERS
Transport	54 853,10 \$	170 856,74 \$	1 226,98 \$	226 936,82 \$
Restauration	29 630,42 \$	26 293,31 \$	4 280,35 \$	60 204,08 \$
Hébergement	37 369,42 \$	88 315,78 \$	0 \$	125 685,20 \$
Interprétation	4 665,33 \$	0 \$	1 675,00 \$	6 340,33 \$
Frais d'inscription	0 \$	19 342,40 \$	0 \$	19 342,40 \$
Divers	9 297,47 \$	20 289,00 \$	861,69 \$	30 448,16 \$
TOTAL	135 815,74 \$	325 097,23 \$	8 044,02 \$	468 956,99 \$

Les trois tableaux suivants présentent le détail des dépenses par activité, selon la section ou la délégation. Les dépenses sont regroupées par type de relations.

TABLEAU 3 :

DÉTAIL DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ DE RELATION BILATÉRALE (1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020)

NOM DE L'ACTIVITÉ DATES (LIEU)	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
ASSOCIATION PARLEMENTAIRE ONTARIO-QUÉBEC (APOQ)							
25E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE ONTARIO-QUÉBEC (APOQ) 11 AU 13 AVRIL 2019 (TORONTO)	5 580,00 \$	486,00 \$	3 109,54 \$	0 \$	0 \$	242,20 \$	9 417,74 \$
DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC L'ASSEMBLÉE NATIONALE FRANÇAISE (DANRANF)							
32E SESSION DE LA COMMISSION INTERPARLEMENTAIRE FRANCO-QUÉBÉCOISE 29 AU 31 MAI 2019 (QUÉBEC)	2 892,01 \$	4 867,94 \$	5 477,96 \$	0 \$	0 \$	399,73 \$	13 637,64 \$
VISITE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, M. OLIVIER DUSSOPT 10 OCTOBRE 2019 (QUÉBEC)	AUCUNE DÉPENSE POUR CETTE ACTIVITÉ.						0 \$
DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC LE SÉNAT FRANÇAIS (DANRSF)							
13E RÉUNION ANNUELLE ANQ / SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE 16 AU 21 SEPTEMBRE 2019 (QUÉBEC)	3 611,51 \$	7 236,42 \$	8 377,41 \$	0 \$	0 \$	1 047,00 \$	20 272,34 \$
DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES (DANRWB)							
29 ^E SESSION DU COMITÉ MIXTE ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC / PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES 20 AU 24 OCTOBRE 2019 (QUÉBEC)	3 355,73 \$	3 826,81 \$	4 819,92 \$	0 \$	0 \$	1 518,85 \$	13 521,31 \$

NOM DE L'ACTIVITÉ DATES (LIEU)	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC LA BAVIÈRE (DANRBA)							
12E SESSION DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE MIXTE QUÉBEC-BAVIÈRE 17 AU 20 NOVEMBRE 2019 (QUÉBEC)	4 322,48 \$	6 099,38 \$	725,88 \$	0 \$	4 665,33 \$	2 342,00 \$	18 155,07 \$
ASSOCIATION PARLEMENTAIRE QUÉBEC-TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR (APQTNL)							
2 ^E RENCONTRE DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE QUÉBEC-TERRE-NEUVE-ET- LABRADOR 11 AU 13 DÉCEMBRE 2019 (SAINT-JEAN, T.-N.-L.)	4 918,05 \$	224,85 \$	1 247,12 \$	0 \$	0 \$	138,40 \$	6 528,42 \$
DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC LA RÉGION WALLONE (DANRRW)							
12E SESSION DU COMITÉ MIXTE ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC / PARLEMENT DE WALLONIE 2 AU 6 MARS 2020 (NAMUR, BELGIQUE)	13 209,48 \$	1 499,21 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 138,83 \$	15 847,52 \$
AUTRES ACTIVITÉS							
VISITE D'UNE DÉLÉGATION DE PARLEMENTAIRES BRITANNIQUES MEMBRES DU SCOTTISH AFFAIRS COMMITTEE 30 MAI 2019 (QUÉBEC)	0 \$	61,13 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	61,13 \$
MISSION D'ÉTUDE SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES ET LEURS IMPACTS SUR LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT 7 AU 12 OCTOBRE 2019 (PARIS, FRANCE ET BRUXELLES, BELGIQUE)	11 405,30 \$	4 656,40 \$	11 619,20 \$	0 \$	0 \$	1 931,30 \$	29 612,20 \$
VISITE DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE AU PARLEMENT D'ÉCOSSE 22 AU 25 JANVIER 2020 (ÉDIMBOURG, ÉCOSSE)	5 558,54 \$	672,28 \$	1 992,39 \$	0 \$	0 \$	539,16 \$	8 762,37 \$
SOUS-TOTAL AUTRES ACTIVITÉS	16 963,84 \$	5 389,81 \$	13 611,59 \$	0 \$	0 \$	2 470,46 \$	38 435,70 \$
TOTAL BILATÉRALES	54 853,10 \$	29 630,42 \$	37 369,42 \$	0 \$	4 665,33 \$	9 297,47 \$	135 815,74 \$

**TABLEAU 4 : DÉTAIL DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ DE RELATION MULTILATÉRALE,
PAR SECTION ET DÉLÉGATION**
(1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020)

NOM DE L'ACTIVITÉ DATES (LIEU)	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
SECTION DU QUÉBEC DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE (APF)							
RÉUNION DE LA COMMISSION DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE 24 AU 27 AVRIL 2019 (OTTAWA)	506,28 \$	447,00 \$	1 410,24 \$	0 \$	0 \$	103,80 \$	2 467,32 \$
44E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNES DU CANADA 8 JUIN 2019 (OTTAWA)	177,30 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	177,30 \$
VISITE OFFICIELLE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA FRANCOPHONIE, SON EXCELLENCE MME LOUISE MUSHIKIWOBO 11 JUIN 2019 (QUÉBEC)	0 \$	1 019,29 \$	0 \$	0 \$	0 \$	596,20 \$	1 615,49 \$
45E SESSION DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE 5 AU 9 JUILLET 2019 (ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE)	44 066,01 \$	3 685,00 \$	15 843,44 \$	0 \$	0 \$	8 510,73 \$	72 105,18 \$
35E SESSION DE L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE AMÉRIQUE DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE 11 AU 14 AOÛT 2019 (VICTORIA, C-B)	5 783,95 \$	894,00 \$	3 360,12 \$	800,00 \$	0 \$	1 293,21 \$	12 131,28 \$
SÉMINAIRES DE LA COMMISSION DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES ET DU RÉSEAU DES FEMMES DE L'APF 21 AU 24 OCTOBRE 2019 (KIGALI, RWANDA)	Aucune dépense pour cette activité.						0 \$
WOMEN POLITICAL LEADERS GLOBAL FORUM (WPL) 18 AU 20 NOVEMBRE 2019 (REYKJAVIK, ISLANDE)	800,40 \$	207,40 \$	500,48 \$	0 \$	0 \$	138,92 \$	1 647,20 \$
RÉUNION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE 26 AU 30 JANVIER 2020 (DAKAR, SÉNÉGAL)	22 121,44 \$	2 095,71 \$	8 200,24 \$	0 \$	0 \$	942,96 \$	33 360,35 \$
13E SESSION DU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL POUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ DES	1 978,08 \$	1 228,01 \$	1 565,35 \$	0 \$	0 \$	484,57 \$	5 256,01 \$

**TABLEAU 4 : DÉTAIL DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ DE RELATION MULTILATÉRALE,
PAR SECTION ET DÉLÉGATION**
(1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020)

NOM DE L'ACTIVITÉ DATES (LIEU)	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
SECTION DU QUÉBEC DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE (APF)							
EXPRESSIONS CULTURELLES DE L'UNESCO 11 AU 14 FÉVRIER 2020 (PARIS, FRANCE)							
SOUS-TOTAL APF	75 433,46 \$	9 576,41 \$	30 879,87 \$	800,00 \$	0 \$	12 070,39 \$	128 760,13 \$
SECTION DU QUÉBEC DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH (APC)							
57 ^E CONFÉRENCE RÉGIONALE CANADIENNE DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH (APC) 14 AU 19 JUILLET 2019 (HALIFAX, N-E)	6 391,99 \$	1 327,35 \$	9 533,10 \$	2 450,00 \$	0 \$	743,90 \$	20 446,34 \$
64 ^E CONFÉRENCE PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH 24 AU 28 SEPTEMBRE 2019 (KAMPALA, OUGANDA)	26 222,60 \$	677,35 \$	5 781,85 \$	3 973,96 \$	0 \$	1 314,36 \$	37 970,12 \$
41 ^E COLLOQUE RÉGIONAL CANADIEN DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH (APC) 17 AU 20 OCTOBRE 2019 (VICTORIA, C-B)	3 975,67 \$	431,75 \$	1 465,65 \$	900,00 \$	0 \$	155,70 \$	6 928,77 \$
37 ^E CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS D'ASSEMBLÉE DU CANADA 23 AU 25 JANVIER 2020 (HALIFAX, N-E)	1 553,16 \$	102,25 \$	1 020,48 \$	0 \$	0 \$	1 153,80 \$	3 829,69 \$
SOUS-TOTAL APC	38 143,42 \$	2 538,70 \$	17 801,08 \$	7 323,96 \$	0 \$	3 367,76 \$	69 174,92 \$

NOM DE L'ACTIVITÉ DATES (LIEU)	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS (DANREU)							
VISITE DU DIRECTEUR ADJOINT DE L'EASTERN REGIONAL CONFERENCE (ERC) DU COUNCIL OF STATE GOVERNMENTS (CSG), M. DAVID BIETTE 6 JUIN 2019 (QUÉBEC)	0 \$	417,40 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	417,40 \$
RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES 7 AU 8 JUIN 2019 (MADISON, WI)	2 433,99 \$	429,98 \$	1 952,97 \$	0 \$	0 \$	142,56 \$	4 959,50 \$
SYMPOSIUM DES LEADERS PARLEMENTAIRES DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES (NCSL) 24 AU 26 JUIN 2019 (SNOQUALMIE, WA)	3 513,21 \$	486,90 \$	0 \$	0 \$	0 \$	166,98 \$	4 167,09 \$
LEGISLATIVE ENERGY HORIZON INSTITUTE - ATELIER 1 5 AU 9 JUILLET 2019 (RICHLAND, WA)	1 434,12 \$	285,29 \$	837,95 \$	0 \$	0 \$	142,14 \$	2 699,50 \$
SOMMET LÉGISLATIF DE L'AGRICULTURE 13 AU 16 JUILLET 2019 (CALGARY)	2 812,45 \$	719,95 \$	1 699,75 \$	0 \$	0 \$	207,60 \$	5 439,75 \$
59E ASSEMBLÉE ANNUELLE ET FORUM RÉGIONAL DE L'EASTERN REGIONAL CONFERENCE (ERC) 27 AU 31 JUILLET 2019 (PITTSBURGH, PA)	4 469,88 \$	902,63 \$	5 074,14 \$	2 216,58 \$	0 \$	466,35 \$	13 129,58 \$
ASSEMBLÉE ANNUELLE DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES (NCSL) (LEGISLATIVE SUMMIT) 4 AU 8 AOÛT 2019 (NASHVILLE, TN)	11 404,48 \$	2 161,37 \$	10 374,68 \$	6 310,13 \$	0 \$	690,30 \$	30 940,96 \$
EASTERN LEADERSHIP ACADEMY 25 AU 29 AOÛT 2019 (PHILADELPHIE, PA)	1 257,95 \$	192,19 \$	0 \$	0 \$	0 \$	92,20 \$	1 542,34 \$
SYMPOSIUM INTERNATIONAL DES LEADERS LÉGISLATIFS (NCSL) 8 AU 11 SEPTEMBRE 2019 (MILAN, ITALIE)	3 577,37 \$	1 292,23 \$	1 499,75 \$	0 \$	0 \$	583,40 \$	6 952,75 \$

NOM DE L'ACTIVITÉ DATES (LIEU)	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LES RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS (DANREU)							
ASSEMBLÉE ANNUELLE DU CAUCUS LÉGISLATIF DES GRANDS LACS ET DU SAINT-LAURENT 13 AU 14 SEPTEMBRE 2019 (CHICAGO, IL)	2 934,28 \$	640,45 \$	2 103,71 \$	134,11 \$	0 \$	164,01 \$	5 976,56 \$
VISITE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMMISSION DES GRANDS LACS 9 OCTOBRE 2019 (QUÉBEC)	0 \$	558,90 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	558,90 \$
LEGISLATIVE ENERGY HORIZON INSTITUTE - ATELIER 2 24 AU 26 OCTOBRE 2019 (WASHINGTON, D.C.)	1 133,00 \$	123,63 \$	1 300,05 \$	0 \$	0 \$	70,14 \$	2 626,82 \$
SOMMET LÉGISLATIF SUR LE CLIMAT ET L'ÉNERGIE DE L'EASTERN REGIONAL CONFERENCE (CSG / ERC) 25 AU 26 OCTOBRE 2019 (NEW HAVEN, CT)	2 283,48 \$	616,73 \$	1 490,40 \$	0 \$	0 \$	141,00 \$	4 531,61 \$
INSTITUT BIRKHOFF DE POLITIQUES DU CAUCUS LÉGISLATIF DES GRANDS LACS ET DU SAINT-LAURENT 25 AU 27 OCTOBRE 2019 (DÉTROIT, MI)	2 843,62 \$	274,10 \$	868,72 \$	0 \$	0 \$	94,00 \$	4 080,44 \$
CONFÉRENCE NATIONALE DU COUNCIL OF STATE GOVERNMENTS (CSG) ET RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'EASTERN REGIONAL CONFERENCE (ERC) 4 AU 8 DÉCEMBRE 2019 (SAN JUAN, PORTO RICO)	2 878,14 \$	853,15 \$	3 820,41 \$	1 195,22 \$	0 \$	268,10 \$	9 015,02 \$
RÉUNION DES COMMISSIONS PERMANENTES (CAPITOL FORUM) DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES 9 AU 12 DÉCEMBRE 2019 (PHOENIX, AZ)	2 416,82 \$	1 008,04 \$	3 692,34 \$	1 362,40 \$	0 \$	234,40 \$	8 714,00 \$
RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES 17 AU 18 JANVIER 2020 (AUSTIN, TX)	1 888,72 \$	613,52 \$	1 631,10 \$	0 \$	0 \$	114,80 \$	4 248,14 \$
SOUS-TOTAL DANREU	47 281,51 \$	11 576,46 \$	36 345,97 \$	11 218,44 \$	0 \$	3 577,98 \$	110 000,36 \$

NOM DE L'ACTIVITÉ DATES (LIEU)	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
SECTION DU QUÉBEC DE LA CONFÉDÉRATION PARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES (COPA)							
RÉUNION DE COORDINATION ENTRE LA PRÉSIDENTE ET LES TROIS SECRÉTARIATS DE LA COPA 23 SEPTEMBRE 2019 (MEXICO, MEXIQUE)	2 329,22 \$	552,20 \$	381,94 \$	0 \$	0 \$	489,07 \$	3 752,43 \$
AUTRES ACTIVITÉS							
71E SESSION DU CONSEIL NORDIQUE 29 AU 31 OCTOBRE 2019 (STOCKHOLM, SUÈDE)	6 715,22 \$	1 645,14 \$	1 595,40 \$	0 \$	0 \$	714,60 \$	10 670,36 \$
FORUM DES FEMMES ÉLUES 20 FÉVRIER 2020 (OTTAWA, ON)	953,91 \$	404,40 \$	1 311,52 \$	0 \$	0 \$	69,20 \$	2 739,03 \$
SOUS-TOTAL AUTRES ACTIVITÉS	7 669,13 \$	2 049,54 \$	2 906,92 \$	0 \$	0 \$	783,80 \$	13 409,39 \$
TOTAL MULTILATÉRALES	170 856,74 \$	26 293,31 \$	88 315,78 \$	19 342,40 \$	0 \$	20 289,00 \$	325 097,23 \$

TABLEAU 5 : DÉTAIL DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ DE COOPÉRATION
(1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020)

NOM DE L'ACTIVITÉ DATES (LIEU)	TRANSPORT	RESTAURATION	HÉBERGEMENT	INSCRIPTION	INTERPRÉTATION	DIVERS / AUTRES FRAIS	DÉPENSES TOTALES
VISITE D'UNE DÉLÉGATION DE PARLEMENTAIRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU VIETNAM 2 AVRIL 2019 (QUÉBEC)	0 \$	1 001,93 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 001,93 \$
VISITE D'ÉTUDE DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU MALI, MONSIEUR SAMBA ALHAMDOU BABY 28 AU 30 MAI 2019 (QUÉBEC)	0 \$	376,05 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	376,05 \$
5 ^E ÉDITION DU PROGRAMME INTERNATIONAL DE FORMATION PARLEMENTAIRE 11 AU 21 JUIN 2019 (QUÉBEC)	33,51 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	361,39 \$	394,90 \$
VISITE D'ÉTUDE SUR LE CONTRÔLE BUDGÉTAIRE DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU BURKINA FASO 15 AU 17 JUILLET 2019 (QUÉBEC)	0 \$	1 140,17 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 140,17 \$
ATELIER DE LEADERSHIP POUR FEMMES PARLEMENTAIRES FRANCOPHONES 3 AU 6 SEPTEMBRE 2019 (QUÉBEC)	365,47 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	335,30 \$	700,77 \$
VISITE DE LA COMMISSION DE L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DU SUIVI DES RECOMMANDATIONS(CEPSUR) DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU BURKINA FASO 28 AU 29 OCTOBRE 2019 (QUÉBEC)	0 \$	914,03 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	914,03 \$
VISITE DE LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU PAYS DE GALLES, MADAME ELIN JONES 20 FÉVRIER 2020 (QUÉBEC)	828,00 \$	848,17 \$	0 \$	0 \$	1 675,00 \$	165,00 \$	3 516,17 \$
TOTAL COOPÉRATION	1 226,98 \$	4 280,35 \$	0 \$	0 \$	1 675,00 \$	861,69 \$	8 044,02 \$

FRAIS D'ADHÉSION AUX ORGANISATIONS INTERPARLEMENTAIRES

L'Assemblée nationale est membre d'organisations interparlementaires. Des frais d'adhésion annuels sont exigés pour en être membre. Le tableau suivant présente les frais d'adhésion aux organisations interparlementaires dont l'Assemblée nationale est membre pour l'année financière 2019-2020. Le total des dépenses associées aux frais d'adhésion aux organisations interparlementaire s'élève à 156 890,73 \$.

TABLEAU 6 : FRAIS D'ADHÉSION AUX ORGANISATIONS INTERPARLEMENTAIRES	
NOM DE L'ORGANISATION INTERPARLEMENTAIRE	FRAIS D'ADHÉSION
Association canadienne des sergents d'armes	150,00\$
Association des greffiers parlementaires du Canada	900,00\$
Assemblée parlementaire de la Francophonie (international)	27 257,06\$
Assemblée parlementaire de la Francophonie (Région Amérique) ²	- \$
Association parlementaire du Commonwealth (international)	12 472,01\$
Association parlementaire du Commonwealth (Canada) ³	28 800,00\$
Association des secrétaires généraux des parlements francophones	362,65\$
Confédération parlementaire des Amériques	2 666,00\$
<i>Council of State Governments</i>	6 624,00\$
<i>Eastern Regional Conference du Council of State Government</i>	27 395,65\$
<i>National Conference of State Legislatures</i>	50 263,36\$
TOTAL	156 890,73 \$

² Les frais d'adhésion seront comptabilisés dans l'exercice financier 2020-2021.

³ Une contribution spéciale de 17 922,00 \$ s'est ajoutée aux frais d'adhésion usuels pour l'organisation de la 65^e Conférence parlementaire du Commonwealth qui se tiendra à Halifax en 2021.

ANNEXE

Rapports
d'activités



25^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE ONTARIO-QUÉBEC (APOQ)

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Association parlementaire Ontario-Québec (APOQ)
Toronto (Canada)
11 au 13 avril 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec
- M. Mathieu Lévesque (Chapleau), vice-président de la section québécoise de l'APOQ
- M. David Birnbaum (D'Arcy-McGee), vice-président de la section québécoise de l'APOQ
- M^{me} Claire IsaBelle (Huntingdon)
- M. Sylvain Gaudreault (Jonquière)
- M^{me} Annie-Christine Cyr, directrice adjointe du cabinet du président
- Secrétaire administrative de la section québécoise de l'APOQ

DÉLÉGATION ONTARIENNE

- M. Ted Arnott, président de l'Assemblée législative de l'Ontario
- M^{me} Goldie Ghamari (Carleton)
- M^{me} Natalia Kusendova (Mississauga-Centre)
- M^{me} Gila Martow (Thornhill)
- M. Guy Bourgouin (Mushkegowuk-Baie James)
- M. Michael Mantha (Algoma-Manitoulin)
- M^{me} Marie-France Lalonde (Orléans)
- Secrétaire administrative de la section ontarienne de l'APOQ

CONTEXTE

Il s'agissait de la première mission bilatérale de la 42^e législature auprès d'un parlement partenaire de l'Assemblée nationale du Québec.

L'Assemblée nationale du Québec et l'Assemblée législative de l'Ontario sont des partenaires de longue date. Les deux provinces partagent plusieurs points en commun au niveau sociétal, politique, économique et éducatif, ce qui rend les échanges entre les députés des deux parlements très concrets.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Établir un premier contact entre les parlementaires québécois et ontariens, alors que des élections ont eu lieu dans les deux provinces depuis la dernière activité.

- Les présidents de l'Assemblée nationale du Québec et de l'Assemblée législative de l'Ontario ont jeté les bases de la collaboration entre les deux parlements pour les prochaines années dans le cadre d'un petit-déjeuner de travail.

Échanger sur le système d'éducation préscolaire au Québec et en Ontario.

- La délégation québécoise a présenté les différentes structures éducatives qui existent actuellement au Québec pour les enfants d'âge préscolaire. Un accent a été mis sur la création des centres de la petite enfance (CPE). Différents éléments du projet de loi actuellement à l'étude sur les services d'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans ont été soulignés. Les députés québécois ont aussi questionné les parlementaires ontariens sur le déploiement des maternelles 4 ans dans leur province, ainsi que sur les conclusions qu'on peut en tirer quelques années après leur mise en œuvre.
- La délégation ontarienne a pour sa part présenté les raisons qui ont mené à la création et au déploiement des classes de maternelle pour l'ensemble des enfants âgés de 4 ans à la fin des années 2000. Les parlementaires ontariens ont souligné l'implantation progressive de ce programme scolaire qui s'est étalé jusqu'en 2014. Ils se sont également montrés intéressés par le système québécois de CPE, dont il n'existe pas d'équivalent en Ontario et où les frais de garde sont généralement plus élevés qu'au Québec.
- Une visite de terrain à l'école *Carleton Village Junior and Senior Sports and Wellness Academy* a été effectuée en compagnie de la délégation ontarienne. Cet établissement accueille une garderie pour tout-petits, de mêmes que des classes allant de la maternelle 4 ans à la 8^e année. La directrice de l'école, la responsable de la garderie, des professeurs et des membres de la commission scolaire y ont été rencontrés.

Échanger sur les systèmes de soins aux personnes âgées du Québec et de l'Ontario, ainsi que sur leurs différentes options.

- Les parlementaires québécois et ontariens ont reconnu que le vieillissement de la population représente un important défi pour leur province respective. Chacune des délégations a présenté les différentes options offertes sur son territoire en matière de soins aux personnes âgées (maisons de retraite, CHSLD, soins à domicile, etc.). Les députés ont ensuite échangé sur les défis auxquels les deux systèmes de soins aux aînés font face, dont notamment les questions d'accessibilité (en particulier dans les régions éloignées), de délais de prise en charge, de financement et d'encadrement du traitement des personnes âgées.

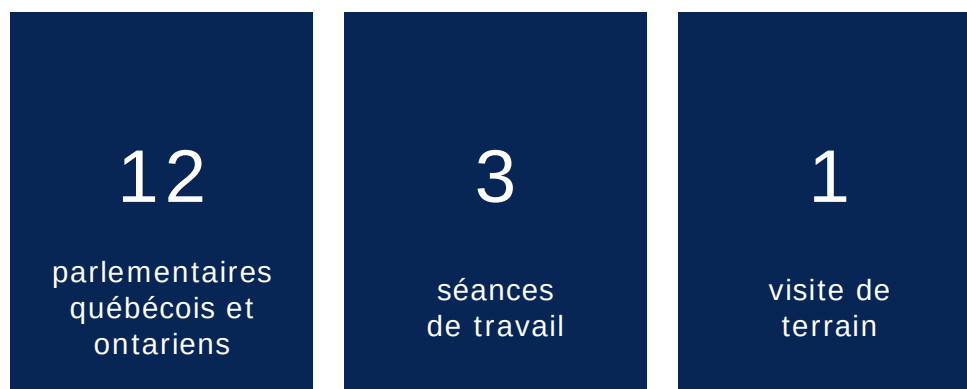
Discuter de l'actualité politique et parlementaire au Québec et en Ontario.

- Les échanges engagés au cours de cette séance de travail ont permis aux parlementaires de présenter et de discuter des enjeux qui les préoccupent au sein de leur circonscription, de même qu'au niveau provincial.
- La délégation québécoise a fait mention de ses inquiétudes face aux coupures dans les services aux francophones de l'Ontario.

AUTRES RÉSULTATS

- La délégation québécoise a rencontré la cheffe de poste du Bureau du Québec à Toronto (BQT), M^{me} Catherine Tadros, dans le cadre d'un petit-déjeuner de travail. Cette dernière a notamment présenté les services d'accompagnement offerts par le BQT aux entreprises québécoises désirant exporter en Ontario et dans les provinces et territoires de l'Ouest canadien, de même que les différents programmes de collaboration interprovinciale du Secrétariat du Québec aux Relations canadiennes.
- Certains membres de la délégation ont également pu assister au dépôt du budget ontarien et au discours effectué par le ministre des Finances.
- La mission de la Fondation des parlementaires québécois - Cultures à partager, qui vise principalement à envoyer des livres dans différents pays de la Francophonie, a été présentée afin d'élargir les possibles destinataires à toute la Francophonie canadienne. Un document d'information sur la fondation a été remis.

STATISTIQUES



SUIVIS

Les notes d'informations de la partie ontarienne ont été transférées aux commissions parlementaires pertinentes afin que les membres puissent en bénéficier. Les notes d'informations produites par l'Assemblée nationale du Québec ont été transmises aux députés ontariens présents. Un suivi a également été fait sur deux questions de la délégation ontarienne demeurées en suspens lors des discussions.

La prochaine assemblée générale de l'APOQ aura lieu à Québec en 2020. Les dates restent à être confirmées. D'ici à la tenue cette activité, les parlementaires québécois et ontariens poursuivront leurs échanges, notamment à travers les activités de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie et de l'Association parlementaire du Commonwealth.

DÉPENSES

M. FRANÇOIS PARADIS, PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Transport	799,33 \$
Repas	91,25 \$
Hébergement	444,22 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	34,60 \$

Sous-total	1 369,40 \$
------------	-------------

M. MATHIEU LÉVESQUE (CHAPLEAU), VICE-PRÉSIDENT DE LA SECTION QUÉBÉCOISE DE L'APOQ

Transport	742,71 \$
Repas	60,70 \$
Hébergement	444,22 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	34,60 \$

Sous-total	1 282,23 \$
------------	-------------

M. DAVID BIRNBAUM (D'ARCY-McGEE), VICE-PRÉSIDENT DE LA SECTION QUÉBÉCOISE DE L'APOQ

Transport	730,22 \$
Repas	60,70 \$
Hébergement	444,22 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	34,60 \$

Sous-total	1 269,74 \$
------------	-------------

M^{ME} CLAIRE ISABELLE (HUNTINGTON)

Transport	772,09 \$
Repas	60,70 \$
Hébergement	444,22 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	34,60 \$

Sous-total	1 311,61 \$
------------	-------------

M. SYLVAIN GAUDREULT (JONQUIÈRE)

Transport	817,60 \$
Repas	60,70 \$
Hébergement	444,22 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	34,60 \$

Sous-total	1 357,12 \$
------------	-------------

M^{ME} ANNIE-CHRISTINE CYR, DIRECTRICE ADJOINTE DU CABINET DU PRÉSIDENT

Transport	841,71 \$
Repas	91,25 \$
Hébergement	444,22 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	34,60 \$

Sous-total	1 411,78 \$
------------	-------------

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE DE LA SECTION QUÉBÉCOISE DE L'APOQ

Transport	876,34 \$
Repas	60,70 \$
Hébergement	444,22 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	34,60 \$

Sous-total	1 415,86 \$
------------	-------------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	5 580,00 \$
Repas	486,00 \$
Hébergement	3 109,54 \$
Divers	242,20 \$
Autres frais	0 \$
TOTAL	9 417,74 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



32^e SESSION DE LA COMMISSION INTERPARLEMENTAIRE FRANCO-QUÉBÉCOISE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec l'Assemblée nationale française (DANRANF)
Québec et Montréal
29 au 31 mai 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Vincent Caron (Portneuf), vice-président de la DANRANF
- M. Marc Tanguay (LaFontaine), vice-président de la DANRANF
- M. Sylvain Roy (Bonaventure), vice-président de la DANRANF
- M. Eric Girard (Lac-Saint-Jean)
- M^{me} Marie Montpetit (Maurice-Richard)
- M^{me} Christine St-Pierre (Acadie)
- Secrétaire administrative de la DANRANF
- Conseillère au protocole de l'Assemblée nationale

DÉLÉGATION FRANÇAISE

- M. Sébastien Nadot (Haute-Garonne), président du groupe d'amitié France-Québec
- M^{me} Cécile Rilhac (Val-d'Oise), vice-présidente du groupe d'amitié France-Québec
- M. Jean-Bernard Sempastous (Hautes-Pyrénées), vice-président du groupe d'amitié France-Québec
- M. Michel Herbillon (Val-de-Marne), vice-président du groupe d'amitié France-Québec
- Secrétaire administratif du groupe d'amitié France-Québec

CONTEXTE

La session précédente avait eu lieu à Paris et Toulouse du 6 au 9 mars 2018. Les travaux avaient porté sur les thèmes suivants: les impacts des changements climatiques et l'adaptation des politiques publiques; les politiques de lutte contre le décrochage scolaire.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Présenter les moments significatifs de l'actualité politique et parlementaire québécoise depuis l'élection générale d'octobre 2018, et s'informer des récents enjeux de l'actualité politique et parlementaire française.

- La tenue de la 32^e CIFQ coïncidait avec l'adoption, par l'ANF, d'une réforme de son règlement intérieur, adoption qui a été accompagnée d'un débat houleux dans l'hémicycle. Par conséquent, les discussions entre les parlementaires français et québécois ont principalement porté sur cette réforme. Les parlementaires québécois étaient très intéressés par le nouveau règlement adopté, qui a été transmis aux membres de la DANRANF.

Partager l'expérience québécoise en matière de développement de l'intelligence artificielle et les initiatives prises pour faire face aux enjeux éthiques soulevés.

- Les parlementaires ont discuté des défis auxquels font face le Québec et la France en matière d'éthique dans le contexte du développement de l'intelligence artificielle et de la protection des données personnelles.
- Les parlementaires français ont effectué les visites de terrain et rencontres suivantes en lien avec l'intelligence artificielle :
 - Le [MILA – Institut québécois d'intelligence artificielle](#)
 - L'entreprise [Element AI](#)
 - M^{me} Lyse Langlois, directrice générale de l'[Observatoire sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique](#)
 - M^{me} Marie-Josée Hébert, présidente du comité d'orientation de la [Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'IA](#).
- Ces visites de terrain ont permis aux parlementaires français de mieux connaître l'expertise québécoise en matière d'intelligence artificielle et les modèles novateurs de recherche et d'entreprise mis sur pied. Elles ont également permis d'aborder les problématiques éthiques soulevées par le développement accéléré de l'intelligence artificielle ainsi que les outils québécois – déclaration, politiques publiques, observatoire - et les réflexions émises quant au développement responsable de l'intelligence artificielle.
- Les parlementaires de la délégation française ont exprimé leur souhait de solliciter un entretien avec le Secrétaire d'État français chargé du numérique afin de lui présenter la Déclaration de Montréal et favoriser l'adhésion de la

France.

Discuter des enjeux liés à l'usage des pesticides au Québec et en France et les solutions de remplacement innovantes disponibles

- Les parlementaires québécois ont présenté le mandat d'initiative de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (CAPERN) sur les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement. Ils ont également abordé les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de l'agriculture.
- Puisque l'ANF a adopté, en septembre dernier, une loi restreignant l'usage des pesticides, les parlementaires français avaient un regard et une connaissance à jour sur cette question. Les échanges ont donc été très riches et pertinents.
 - Les parlementaires français ont visité les [Fermes Lufa](#).

AUTRES RÉSULTATS

Les parlementaires québécois et français ont unanimement adopté une résolution soulignant le 40^e anniversaire de la CIFQ. Elle recommande aux gouvernements du Québec et de la République française de poursuivre et d'intensifier certaines actions entreprises en matière d'intelligence artificielle et d'utilisation des pesticides.

Les parlementaires de la délégation française ont grandement apprécié leur expérience à la période des affaires courantes et ont été surpris de l'ordre qui règne au sein de l'ANQ lors des travaux et débats. Ils ont échangé à ce sujet avec le président de l'ANQ et les parlementaires québécois. Ils ont notamment été très intéressés par l'existence de propos non parlementaires, dont la dernière version du recueil leur a été transmise. Ils ont d'ailleurs exprimé leur souhait de solliciter un entretien avec le président de l'ANF, M. Richard Ferrand, afin de lui faire connaître le fonctionnement et les outils de l'ANQ en matière d'ordre et de réglementation des débats.

STATISTIQUES



SUIVIS

La résolution adoptée par la CIFQ sera transmise aux ministres québécois suivants :

- M^{me} Nadine Girault, ministre des Relations internationales et de la Francophonie
- M. Éric Caire, ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale
- M. Pierre Fitzgibbon, ministre de l'Économie et de l'Innovation
- M. André Lamontagne, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
- M. Benoit Charrette, ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques

Le nouveau règlement adopté par l'ANF a été transmis à la Direction des travaux parlementaires de l'ANQ pour information.

La 33^e session de la CIFQ est prévue en 2020 en France à l'invitation de l'ANF.

DÉPENSES

Transport	2 892,01 \$
Restauration	4 867,94 \$
Hébergement	5 477,96 \$
Interprétation	0 \$
Divers	399,73 \$
TOTAL	13 637,64 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants



VISITE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, M. OLIVIER DUSSOPT

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec l'Assemblée nationale française (DANRANF)
Québec (Québec)
10 octobre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Vincent Caron (Portneuf), vice-président de la DANRANF
- M^{me} Marie-Claude Nichols (Vaudreuil)
- Conseillère en relations internationales

DÉLÉGATION FRANÇAISE

- M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État
- M. Frédéric Sanchez, consul général de France à Québec
- M. Christophe Guérin-Linxe, chef de cabinet du secrétaire d'État
- M. Thierry Le Goff, directeur général de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFF)
- Chef du Bureau de la Prospective et Expertise Européenne et internationale de la DGAFF
- Chef de Projet au Bureau de la Prospective et Expertise Européenne et internationale de la DGAFF
- Attaché de coopération au consulat de France à Québec

CONTEXTE

Le secrétaire d'État a effectué une courte visite au Québec, notamment afin d'établir une nouvelle coopération dans le domaine de la fonction publique. Il a signé, en compagnie du président du Conseil du trésor, M. Christian Dubé, un protocole de coopération sur la gouvernance et la modernisation de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique.

Il a émis le souhait de rencontrer des députés québécois pour discuter d'affaires municipales.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Partager l'expérience québécoise en matière d'organisation municipale.

- Les parlementaires ont échangé sur le système parlementaire québécois et dressé un bref portrait du monde municipal.

AUTRE RÉSULTAT

Le secrétaire d'État a visité l'hôtel du Parlement.

STATISTIQUES



Aucune dépense pour cette activité.

Ce rapport a été approuvé par les participants.



13^e RÉUNION ANNUELLE ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC/SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec le Sénat français
(DANRSF)
Québec et Charlevoix
16 au 21 septembre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec
- M. Youri Chassin (Saint-Jérôme), vice-président de la DANRSF
- M. Enrico Ciccone (Marquette), vice-président de la DANRSF
- M. Sol Zanetti (Jean-Lesage), vice-président de la DANRSF
- M^{me} Paule Robitaille (Bourassa-Sauvé)
- M^{me} Émilie Foster (Charlevoix-Côte-de-Beaupré)
- M^{me} Annie-Christine Cyr, directrice adjointe du cabinet du président
- M. Daniel Cloutier, directeur des relations interparlementaires et internationales et du protocole de l'ANQ
- Conseillère en relations internationales
- Conseillère au protocole

DÉLÉGATION FRANÇAISE

- M. Rémy Pointereau (Cher), président du groupe interparlementaire d'amitié France-Québec (GIAFQ) et questeur
- M^{me} Martine Berthet (Savoie), première vice-présidente du GIAFQ
- M. Jean-Jacques Lozach (Creuse), membre du GIAFQ
- M. Pierre Louault (Indre-et-Loire), membre du GIAFQ
- M^{me} Sylviane Noël (Savoie), membre du GIAFQ
- M. Bernard Rullier, secrétaire exécutif du GIAFQ

CONTEXTE

En vertu du Protocole d'accord entre le GIAFQ du Sénat français et la DANRSF signé en 2003, les parties établissent des thèmes d'échange fondés sur des intérêts communs.

L'ANQ et le Sénat français tiennent des réunions annuelles en alternance au Québec et en France.

La dernière réunion annuelle a eu lieu à Paris et en Haute-Savoie, du 22 au 26 mai 2018. Les travaux avaient porté sur les thèmes suivants : l'intelligence artificielle, l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et le tourisme de montagne.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Présenter les moments significatifs de l'actualité politique et parlementaire québécoise depuis l'élection générale d'octobre 2018 et, réciproquement, s'informer des récents enjeux de l'actualité politique et parlementaire française.

- Les principaux thèmes abordés par les parlementaires français ont été : la crise des gilets jaunes, le Grand débat national, le projet de loi autorisant la ratification de l'AECG et la réforme des institutions.

Échanger sur la mise en œuvre de l'Entente Québec-France sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles.

- Les parlementaires ont accueilli le commissaire à l'admission aux professions, M^e André Gariépy, afin d'en savoir plus sur la mise en œuvre de l'entente. Le commissaire est chargé de la surveillance et de l'examen des plaintes. Il effectue des études et recherches, donne des avis et fait des recommandations sur toute question relative à l'admission aux professions.
- Une présentation sur l'évolution des arrangements de reconnaissance mutuelle (ARM) et leurs conditions de succès a été faite aux parlementaires. Les enjeux

et problématiques liés à la reconnaissance des compétences ont été abordés, tels que la difficulté pour les vétérinaires français et les masseurs kinésithérapeutes de faire reconnaître leur diplôme. Un total de 81 métiers et professions ont conclu un ARM. Depuis la signature de l'entente, 3 500 Français et 400 Québécois ont utilisé l'ARM pour faire reconnaître leurs qualifications.

- Les parlementaires français ont effectué une visite au Centre R.I.R.E. 2000. Cet organisme à but non lucratif a pour mission d'appuyer les membres des communautés culturelles dans leur intégration socioéconomique au sein de la société québécoise. Cette visite a permis d'en savoir plus sur le service d'information sur les professions et métiers réglementés offert en collaboration avec Emploi-Québec ainsi que sur l'accompagnement des personnes immigrantes vers le marché du travail.

Discuter des enjeux liés à l'avenir des médias d'information.

- Une présentation du mandat d'initiative de la Commission de la culture et de l'éducation sur l'avenir des médias d'information a été faite aux parlementaires français. Ce mandat a pour but d'identifier des pistes de solutions aux différents défis rencontrés, tels que le financement, la présence régionale, la viabilité des modèles d'affaires à l'ère du numérique et leur indépendance.
- Les parlementaires québécois se sont intéressés à l'aide qu'offre l'État à la presse française et à la taxe sur les GAFA, créée par la loi du 24 juillet 2019 portant création d'une taxe sur les services numériques.
- Contrairement au Québec, la France a une longue tradition de soutien financier aux médias et dispose de l'un des modèles les plus généreux, sous forme de crédits d'impôts directs et indirects.

AUTRES RÉSULTATS

Les parlementaires français, souhaitant en savoir plus sur la filière laitière québécoise, ont visité la Laiterie Charlevoix à Baie-Saint-Paul ainsi que la ferme Hengil à Saint-Hilarion. La Laiterie Charlevoix, productrice de fromages fins et de cheddar, convertit désormais son lactosérum en énergie. De plus, elle établit des partenariats avec de jeunes producteurs agricoles afin de sauvegarder les fermes laitières de Charlevoix et de sauver la vache canadienne. Celle-ci étant désignée race patrimoniale du Québec, elle a été développée à partir de bovins importés de la Bretagne et de la Normandie au XVII^e siècle. La ferme Hengil possède un troupeau de 80 vaches, ce qui en fait l'un des plus importants de la race au monde. Les parlementaires ont été témoins des efforts et de l'énergie déployés par le propriétaire de la ferme pour assurer la pérennité de cette race unique.

STATISTIQUES



SUIVI

La prochaine réunion annuelle aura lieu en France en 2020.



DÉPENSES

Transport	3 611,51 \$
Restauration	7 236,42 \$
Hébergement	8 377,41 \$
Interprétation	0 \$
Divers	1 047,00 \$
TOTAL	20 272,34 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



29^E SESSION DU COMITÉ MIXTE ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC/ PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec la Fédération
Wallonie-Bruxelles (DANRWB)
Québec (Québec)
20 au 24 octobre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec
- M^{me} Lucie Lecours (Les Plaines), vice-présidente de la DANRWB
- M^{me} Paule Robitaille (Bourassa-Sauvé)
- M. Frantz Benjamin (Viau)
- M^{me} Annie-Christine Cyr, directrice adjointe du cabinet du président
- M. Daniel Cloutier, directeur
- Secrétaire administrative de la DANRWB
- Conseillère au Protocole

DÉLÉGATION BELGE

- M. Mathieu Daele, 2^e vice-président
- M. Philippe Courard, député-sénateur
- M. Olivier Maroy, député
- M. Xavier Baeselen, secrétaire général
- Premier conseiller

CONTEXTE

Les sessions du Comité mixte se tiennent en alternance au Québec et en Belgique. La dernière session a eu lieu à Bruxelles, du 4 au 8 mars 2018. Les travaux avaient porté sur les thèmes suivants : la légalisation du cannabis et autres drogues, la réussite scolaire et l'audiovisuel numérique.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Présenter les moments significatifs de l'actualité politique et parlementaire québécoise depuis l'élection générale d'octobre 2018 et, réciproquement, s'informer des récents enjeux de l'actualité politique et parlementaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

- Les thèmes suivants ont été abordés par les parlementaires belges: présentation de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la sixième réforme de l'État, des élections du 26 mai 2019, du contexte socioéconomique et de l'actualité récente.

Échanger sur la liberté de presse et la protection des sources journalistiques.

- Une présentation des législations québécoise et canadienne en matière de protection des sources a été faite par les parlementaires québécois.
- Des échanges sur le thème ainsi que sur la situation préoccupante de l'avenir des médias d'information se sont poursuivis avec M^{me} Colette Brin, directrice du Centre d'étude sur les médias, et M^{me} Valérie Gaudreau, rédactrice en chef du journal *Le Soleil* et membre du comité exécutif de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec.

Discuter des enjeux liés à l'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

- Les parlementaires québécois ont présenté le mandat d'initiative de la Commission de la santé et des services sociaux (CSSS). Les travaux de la Commission visent à trouver des explications ainsi que des solutions pouvant contribuer à réduire la consommation de médicaments dans le traitement du TDAH.

- Une présentation de l'état de la situation au Québec et des travaux réalisés par l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESSS) a été faite par les trois experts suivants : M^{me} Sylvie Desmarais, directrice des services sociaux à l'INESSS, Dr Alain Lesage, psychiatre et chercheur à l'Institut universitaire en santé mentale de Montréal et M. Frédérick Boisrond, directeur général du Regroupement des Associations Panda du Québec.
- Trois états de pratique ont été produits par l'INESSS en 2017 afin de répondre aux préoccupations du ministère de la Santé et des Services sociaux en ce qui concerne l'usage important des psychostimulants dans le traitement du TDAH au Québec. À la suite de ces travaux, un Avis sur une trajectoire optimale de services pour les enfants, les adolescents et les jeunes adultes avec un TDAH ou des difficultés *apparentées* a été produit et propose des principes directeurs et des recommandations.
- La présentation des parlementaires belges a permis de constater que des problématiques similaires existent en Belgique. Une des actions mise en place a été la production d'une brochure sur le TDAH éditée à l'intention des enseignants par la ministre de l'Éducation et des bâtiments scolaires du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Cette brochure fournit des éléments de réponse concernant les besoins spécifiques d'apprentissage et les aménagements raisonnables.

AUTRES RÉSULTATS

Les parlementaires belges se sont rendus dans les bureaux des Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ) afin d'être informés sur les programmes d'échanges internationaux. Ils y ont rencontré le président-directeur général, M. Jean-Stéphane Bernard, et la directrice partenariats et développement, M^{me} Geneviève Lambert.

STATISTIQUES



SUIVI

La politique relative à la prévention et à la gestion des situations de harcèlement au travail de l'ANQ a été transmise à la délégation belge, à leur demande.

La brochure sur le TDAH éditée par la ministre de l'éducation et des bâtiments scolaires au gouvernement de la FWB a été transmise à la CSSS.

La prochaine réunion annuelle devrait avoir lieu à Bruxelles en 2020.



DÉPENSES

Transport	3 355,73 \$
Restauration	3 826,81 \$
Hébergement	4 819,92 \$
Interprétation	0 \$
Divers	1 518,85 \$
TOTAL	13 521,31 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



12^E SESSION DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE MIXTE BAVIÈRE-QUÉBEC

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec la Bavière (DANRBA)
Québec
17-20 novembre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M. Sébastien Schneeberger (Drummond-Bois-Francis), vice-président de la DANRBA
- M^{me} Paule Robitaille (Bourrassa-Sauvé)
- M. Sylvain Gaudreault (Jonquière)
- M. Siegfried Peters, secrétaire général
- M. François Arsenault, directeur général des Affaires parlementaires
- M^{me} Annie-Christine Cyr, directrice adjointe du Cabinet du président
- M. Daniel Cloutier, directeur des relations interparlementaires et internationales et du protocole
- Conseiller en relations internationales
- Conseillère au protocole

DÉLÉGATION DU LANDTAG DE BAVIÈRE

- M^{me} Ilse Aigner, présidente du Landtag de Bavière
- M. Karl Freller, premier vice-président du Landtag de Bavière
- M. Thomas Gehring, deuxième vice-président du Landtag de Bavière
- M. Alexander Hold, troisième vice-président du Landtag de Bavière
- M. Markus Rinderspacher, cinquième vice-président du Landtag de Bavière
- M. Wolfgang Heubisch, sixième vice-président du Landtag de Bavière
- M. Gerhard Hopp, membre du bureau du Landtag de Bavière
- M^{me} Angelika Schorer, membre du bureau du Landtag de Bavière
- M. Walter Taubeneder, membre du bureau du Landtag de Bavière
- M. Peter Worm, secrétaire général du Landtag de Bavière
- Directeur de cabinet de la présidente
- Assistante de la présidente
- Conseillère au protocole
- Conseillère au protocole
- Représentant de l'État de Bavière au Québec

CONTEXTE

La 11^e Session avait eu lieu à Munich, du 25 février au 2 mars 2018. À cette occasion, les parlementaires ont pu échanger sur le développement de la relève dans les services sociaux, notamment dans les soins infirmiers, sur les mesures favorisant la relève agricole, sur le transport en commun intermodal et le transport actif, ainsi que sur la taxation et la réglementation du commerce en ligne.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Échanger avec les parlementaires bavarois sur les deux thèmes prévus au programme, soit les tendances futures en matière de mobilité dans les airs, sur la route et sur les rails ainsi que les approches actuelles en matière de politique climatique **et d'énergie**

- À l'occasion des deux séances de travail, les parlementaires québécois et bavarois ont échangé sur les enjeux associés aux deux thèmes, notamment en mettant en évidence les programmes et politiques publiques des deux États dans ces domaines.

Présenter les politiques publiques du Québec en matière de changements **climatiques et d'énergie**

- À l'occasion de la séance de travail portant sur les approches actuelles en matière de politique climatique et d'énergie, le sous-ministre adjoint du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, M. Éric Thérault, a présenté l'approche québécoise dans ce domaine, en plus de quelques éléments du futur plan québécois de lutte aux changements climatiques.
- La directrice du développement des énergies renouvelables du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, M^{me} Julie Lafleur, a présenté les principales initiatives québécoises en matière d'énergies propres, de même que les principaux objectifs de production d'énergies alternatives du gouvernement du Québec pour la prochaine décennie. Les filières de l'hydrogène et des batteries ont été au cœur de cette présentation.

Présenter les tendances futures en matière de mobilité dans les airs, sur la route et sur les rails au Québec

- À l'occasion de la séance de travail portant sur ce thème, le sous-ministre adjoint à l'électrification des transports, à la sécurité et à la mobilité du ministère des Transports, M. Jérôme Unterberg, a pu présenter les diverses politiques publiques visant l'innovation dans le domaine des transports, en plus du futur plan québécois d'électrification des transports.

Présenter l'expertise québécoise en matière de **stockage d'énergie et d'électrification des** transports

- Les parlementaires bavarois ont pu se rendre au Centre d'excellence en électrification des transports et en stockage d'énergie d'Hydro-Québec afin d'en connaître davantage sur l'innovation et l'expertise québécoises dans ce domaine. En plus d'une visite terrain, ils ont pu bénéficier d'une présentation sur le sujet faite par M. Karim Zhagib, chercheur et directeur général du Centre d'excellence. Mentionnons que le Québec est perçu comme un leader mondial dans ce domaine.

AUTRES RÉSULTATS

Une visite de la Maison symphonique de Montréal a été organisée à l'intention de la délégation bavaroise. Dans le contexte de la construction d'une salle du même type à Munich, les parlementaires bavarois ont en effet exprimé le souhait de visiter la nouvelle salle de concert de l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM). À cette occasion, les membres de la délégation bavaroise ont pu rencontrer M^{me} Madeleine Careau, chef de la direction de l'OSM, qui a présenté brièvement le modèle de partenariat public-privé ayant mené à la construction de la salle.

STATISTIQUES





DÉPENSES

Transport	4 322,48 \$
Repas	6 099,38 \$
Hébergement	725,88 \$
Interprète	4 665,33 \$
Service d'accueil	1 820,00 \$
Divers	522,00 \$
Total	18 155,07 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants



2^E RENCONTRE DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE QUÉBEC – TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Association parlementaire Québec – Terre-Neuve-et-Labrador (APQTNL)
Saint-Jean, Terre-Neuve-et-Labrador
11 au 13 décembre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M^{me} Kathleen Weil (Notre-Dame-de-Grâce), vice-présidente de l'APQTNL
- M^{me} Annie-Christine Cyr, directrice adjointe du cabinet du président
- Conseillère en relations internationales

DÉLÉGATION DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

- M. Scott Reid, président de la Chambre d'assemblée de Terre-Neuve-et-Labrador
- M. Perry Trimper (Lake Melville)
- M^{me} Sarah Stoodley (Mount Scio)
- M. Jim Lester (Mount Pearl North)
- M^{me} Alison Coffin (St. John's East - Quidi Vidi)
- M^{me} Sandra Barnes, greffière de la Chambre d'assemblée de Terre-Neuve-et-Labrador
- Conseillère à la Chambre d'assemblée de Terre-Neuve-et-Labrador

Il s'agissait de la deuxième rencontre de l'APQTNL et de la première à se tenir à Terre-Neuve-et-Labrador.

La première réunion s'était déroulée à Québec, au mois de juin 2018. Les travaux avaient alors porté sur les politiques et initiatives visant à contrer le harcèlement en milieu parlementaire et sur le développement nordique.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Échanger sur le vieillissement de la population et les aînés.

- Les parlementaires québécois, terre-neuviens et labradoriens ont assisté à une présentation de la protectrice des droits des aînés de Terre-Neuve-et-Labrador. Cette dernière y a exposé son rôle et ses champs de compétences tout en précisant que son mandat se concentre sur les enjeux systémiques qui affectent les personnes âgées plutôt que sur des cas en particulier. Elle a également eu l'occasion de présenter son tout premier rapport, publié en septembre 2019, à la suite de plusieurs consultations menées auprès d'aînés de la province et de leurs familles. Cela lui a permis de dresser un portrait du vieillissement de la population à Terre-Neuve-et-Labrador et de ses enjeux, dont les principaux sont l'accès aux soins de santé à domicile et en institutions spécialisées, le logement et la participation au marché du travail.
- Les participants et participantes ont ensuite échangé sur les défis communs qu'entraîne le vieillissement de la population en approfondissant les points préalablement abordés par la protectrice des droits des aînés. Il a notamment été question de l'isolement dans lequel vivent plusieurs personnes âgées et de la nécessité d'établir des mécanismes permettant d'aller rejoindre cette partie vulnérable de la population, de l'administration des soins à domicile et de la pauvreté qui affecte beaucoup d'aînés. Le retour des travailleuses et travailleurs expérimentés sur le marché du travail et la pénurie de main-d'œuvre qui frappe le secteur des soins de santé ont aussi été abordés.

Discuter de l'accès à internet haute vitesse et de la dévitalisation des régions rurales.

- La délégation québécoise a effectué une présentation sur la dévitalisation des régions rurales au Québec. Elle a dressé un portrait des régions les plus touchées en insistant sur les caractéristiques que ces dernières ont en commun (population vieillissante et en décroissance, localités de petite taille, revenus des ménages inférieurs, etc.). Les parlementaires québécois ont également exposé quelques mesures entreprises afin de contrer ce phénomène, dont la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires, adoptée en 2012, et la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires. La présentation s'est conclue avec un bref survol de la situation de l'accès à internet haute vitesse au Québec.

- Par la suite, les députés ont assisté à une présentation du ministère du Tourisme, de la Culture, de l'Industrie et de l'Innovation de Terre-Neuve-et-Labrador pendant laquelle des experts ont exposé le plan d'action de la province en matière de connexion internet et les mécanismes de coordination établis afin de mener ce projet à terme. Les principaux objectifs de la province sont d'élargir la couverture dans les régions éloignées et le long des routes principales, d'augmenter la vitesse disponible et d'améliorer la résilience du réseau.

Discuter des initiatives visant le maintien d'un climat de respect dans l'environnement législatif

- Les parlementaires québécois ont rappelé les principaux éléments de la Politique relative à la prévention et à la gestion des situations de harcèlement au travail de l'Assemblée nationale du Québec. Ils ont également présenté les derniers développements découlant de cette politique, dont la stratégie de sensibilisation « Zéro harcèlement à l'Assnat » qui s'est déclinée en plusieurs éléments tels que la création d'une signature visuelle, d'outils de sensibilisation et de plusieurs séries d'affiches-chocs. Les conclusions du tout premier rapport de reddition de compte annuel sur les activités de prévention ainsi que sur l'utilisation de la politique couvrant la période du 1^{er} octobre 2018 au 31 mars 2019 ont également été exposées.
- La délégation de Terre-Neuve-et-Labrador a pour sa part présenté sa récente politique sur le harcèlement visant les plaintes contre un membre de la Chambre d'assemblée qui a été approuvée au début du mois de décembre 2019 et qui entrera en vigueur en avril 2020. Celle-ci est le fruit d'un long processus de consultations auprès des parlementaires et du personnel du Parlement. Elle inclut notamment des mécanismes de protection de la confidentialité du plaignant ou de la plaignante et rend obligatoire, pour tous les membres de la Chambre d'assemblée, de suivre une formation sur le respect en milieu de travail.
- À la suite des deux présentations, tous les parlementaires ont échangé sur l'importance d'instaurer un climat législatif exempt de harcèlement et les défis qui s'y rapportent.

STATISTIQUES

7
parlementaires du Québec
et de
Terre-Neuve-et-Labrador

3
séances de travail

La nouvelle politique sur le harcèlement de la Chambre d'assemblée de Terre-Neuve-et-Labrador de même que la présentation qui a été faite sur le sujet ont été transmises à la coordonnatrice de la stratégie du Vivre-ensemble et du harcèlement de l'Assemblée nationale.

La prochaine rencontre de l'APQTNL aura lieu à Québec en 2020. Les dates restent à être déterminées.

DÉPENSES

FRANÇOIS PARADIS, PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC (ANQ)

Transport	1 188,94\$
Repas	61,30\$
Hébergement	311,78\$
Frais d'inscription	0\$
Divers	34,60\$

Sous-total	1 596,62\$
------------	------------

KATHLEEN WEIL (NOTRE-DAME-DE-GRÂCE), VICE-PRÉSIDENTE DE L'APQTNL

Transport	1 172,19\$
Repas	40,95\$
Hébergement	311,78\$
Frais d'inscription	0\$
Divers	34,60\$

Sous-total	1 559,52\$
------------	------------

ANNIE-CHRISTINE CYR, DIRECTRICE ADJOINTE DU CABINET DU PRÉSIDENT

Transport	1 232,41\$
Repas	61,30\$
Hébergement	311,78\$
Frais d'inscription	0\$
Divers	34,60\$

Sous-total	1 640,09\$
------------	------------

CONSEILLÈRE EN RELATIONS INTERNATIONALES

Transport	1 324,51\$
Repas	61,30\$
Hébergement	311,78\$
Frais d'inscription	0\$
Divers	34,60\$

Sous-total	1 732,19\$
------------	------------

AUTRES FRAIS

Annulation billet d'avion	0 \$
Annulation inscription	0 \$
Interprétation	0 \$

Sous-total	0 \$
------------	------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	4 918,05\$
Repas	224,85\$
Hébergement	1 247,12\$
Frais d'inscription	0\$
Divers	138,40\$

TOTAL	6 528,42\$
-------	------------

Ce rapport a été approuvé par les participants.



12^E SESSION DU COMITÉ MIXTE ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC/PARLEMENT DE WALLONIE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec la Région wallonne (DANRRW)
Namur, Belgique
2 au 5 mars 2020

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec
- M. Jean-Bernard Émond (Richelieu), vice-président de la DANRRW
- M. Jean Rousselle (Vimont), vice-président de la DANRRW
- M. Joël Arseneau (Iles-de-la-Madeleine)
- M^{me} Annie-Christine Cyr, directrice adjointe du cabinet du président
- M. Daniel Cloutier, directeur de la Direction des relations interparlementaires et internationales et du protocole
- Conseillère en relations internationales

DÉLÉGATION BELGE

- M. Jean-Claude Marcourt, président du Parlement de Wallonie
- M. Christophe Collignon (Huy-Waremme)
- M^{me} Sophie Pecriaux (Soignies-La Louvière)
- M. Nicolas Tzanetatos (Charleroi-Thuin)

- M. Laurent Agache (Tournai-Ath-Mouscron)
- M^{me} Alice Bernard (Liège)
- M. Christophe Bastin (Dinant-Philippeville)
- M. Frédéric Janssens, greffier
- Responsable de la Direction des relations extérieures
- Responsable du Service des relations internationales

CONTEXTE

Les sessions du Comité mixte se tiennent en alternance au Québec et en Wallonie. La dernière session a eu lieu à Québec du 20 au 23 mars 2018. Les travaux avaient porté sur les thèmes suivants : l'actualité politique et parlementaire, la mise en œuvre provisoire de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), la mise en œuvre de l'Accord de Paris et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes en situation de décrochage.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Discuter de **l'actualité politique et parlementaire** en Belgique et au Québec.

- Plusieurs thèmes d'actualité ont été abordés lors d'échanges libres. Ces échanges ont porté, entre autres, sur le mode de scrutin, les simulations parlementaires, le cumul de mandats, la difficulté pour la Belgique de former un gouvernement au niveau fédéral, le manque de main-d'œuvre et la légalisation du cannabis.
- En marge de la séance de travail sur l'actualité politique et parlementaire, la délégation québécoise a eu l'opportunité de rencontrer les présidents des cinq groupes politiques, ou leur représentant, individuellement. Ces derniers ont présenté les priorités de leur groupe politique.

Partager les bonnes pratiques et initiatives en économie circulaire et mettre en commun les expériences respectives.

- Une parlementaire wallonne a d'abord présenté la politique de la Wallonie en matière d'économie circulaire. Par la suite le rapport [«l'Économie circulaire en Wallonie»](#) a été présenté par un professeur invité à l'UCLouvain qui a contribué en tant qu'expert à la rédaction. Ce rapport, déposé au Parlement de Wallonie en février 2019, tente d'analyser les avantages pour la Wallonie de s'inscrire résolument dans une démarche d'économie circulaire et d'identifier les moyens pour les pouvoirs publics de soutenir cette transition.
- Les concepts de l'échelle de LANSINK, prisme choisi par les auteurs pour évaluer le cycle de vie d'un produit ou d'un bien, constituent le cœur d'une politique résiliente d'économie circulaire, telle que définie par l'Union européenne.

- Ces présentations ont été suivies d'échanges avec une représentante de Récupel, association qui organise la collecte et le traitement d'appareils usagés. Une représentante de la société Sowalfin est également venue présenter le dispositif Easy'green, qui vise à accompagner et financer les PME wallonnes dans le développement de projets d'économie circulaire.
- Une visite de l'entreprise Recybois, active dans le recyclage des déchets de bois et ayant reçu le «Circular Economy Award» en 2018, a permis à la délégation québécoise d'être témoin d'un modèle d'entreprise pour l'intégration locale de ses activités. Les trois axes du développement durable (économique, environnemental et humain) y interagissent de façon permanente et positive, selon un modèle unique en Europe.

Échanger sur les **politiques en matière d'innovation**. La productivité et la compétitivité des entreprises québécoises étant des enjeux récurrents, profiter des échanges avec les parlementaires et intervenants belges pour identifier les idées et pratiques novatrices.

- Pour commencer la séance de travail, un député wallon a présenté la politique de la Wallonie en matière d'innovation. Par la suite, un chargé de cours à HEC Liège est venu s'entretenir avec les parlementaires des changements dans le monde du travail, liés à l'innovation et à l'arrivée d'entreprises en démarrage (startups). Il a présenté le terme «disruption», utilisé dans plusieurs pays dont l'Europe, pour expliquer le processus de transformation du marché.
- Des échanges ont suivi avec des entreprises innovantes. Tout d'abord, la délégation québécoise a pu s'entretenir avec des représentants d'IBA, leader mondial de la protonthérapie pour le traitement du cancer. La protonthérapie est un type de radiothérapie externe qui utilise des protons à haute énergie (chargés) plutôt que des faisceaux de rayons X. Ce traitement ne s'attaque qu'à la tumeur et fait donc moins de dommage autour de l'organe.
- Par la suite, des représentants de l'entreprise Klinkenberg S.A. ont présenté leurs différents projets liés à des solutions qui améliorent l'efficacité énergétique. Leurs domaines d'activité : le photovoltaïque, les systèmes d'alarmes et de sécurité, et les techniques spéciales, qui regroupent l'électricité et le chauffage. La délégation québécoise a aussi bénéficié d'un tour d'horizon des projets de l'entreprise NR-Grid, Miracle et Arthur.
- La séance de travail a été complétée par une visite chez UCB Pharma, groupe pharmaceutique belge ayant pour activités principales la recherche, le développement et la commercialisation de produits pharmaceutiques et biotechnologiques.

AUTRES RÉSULTATS

Au terme du 12^e comité mixte, les présidents ont signé deux résolutions portant sur [l'innovation](#) et [l'économie circulaire](#).

SUIVIS

Le président de l'Assemblée nationale, M. François Paradis, a invité la délégation du Parlement de Wallonie à prendre part à la 13^e session du Comité mixte qui se déroulera à Québec en 2021.

Une copie des résolutions a été transmise à la Commission de l'économie et du travail et à la Commission des transports et de l'environnement.



DÉPENSES

FRANÇOIS PARADIS, PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Transport	1 665,49 \$
Repas	209,93 \$
Hébergement ¹	0 \$
Divers	162,69 \$

Sous-total	2 038,11 \$
------------	-------------

JEAN-BERNARD ÉMOND (RICHELIEU), VICE-PRÉSIDENT DE LA DANRRW

Transport	1 616,19 \$
Repas	189,33 \$
Hébergement ¹	0 \$
Divers	162,69 \$

Sous-total	1 968,21 \$
------------	-------------

JEAN ROUSSELLE (VIMONT), VICE-PRÉSIDENT DE LA DANRRW

Transport	2 635,18 \$
Repas	189,33 \$
Hébergement ¹	0 \$
Divers	162,69 \$

Sous-total	2 987,20 \$
------------	-------------

JOËL ARSENEAU (ILES-DE-LA-MADELEINE)

Transport	2 010,61 \$
Repas	280,83 \$
Hébergement ¹	0 \$
Divers	162,69 \$

Sous-total	2 454,13 \$
------------	-------------

ANNIE-CHRISTINE CYR, DIRECTRICE ADJOINTE DU CABINET DU PRÉSIDENT

Transport	1 701,49 \$
Repas	209,93 \$
Hébergement ¹	0 \$
Divers	162,69 \$

Sous-total	2 074,11 \$
------------	-------------

DANIEL CLOUTIER, DIRECTEUR DE LA DIRECTION DES RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES ET DU PROTOCOLE

Transport	1 869,03 \$
Repas	209,93 \$
Hébergement ¹	0 \$
Divers	162,69 \$

Sous-total	2 242,65 \$
------------	-------------

CONSEILLÈRE EN RELATIONS INTERNATIONALES

Transport	1 711,49 \$
Repas	209,93 \$
Hébergement ¹	0 \$
Divers	162,69 \$

Sous-total	2 084,11 \$
------------	-------------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	13 209,48 \$
Repas	1 499,21 \$
Hébergement ¹	0 \$
Divers	1 138,83 \$

TOTAL	15 847,52 \$
-------	--------------

Ce rapport a été approuvé par les participants.

¹ L'hébergement a été pris en charge par l'hôte.



VISITE D'UNE DÉLÉGATION DE PARLEMENTAIRES BRITANNIQUES MEMBRES DU **SCOTTISH AFFAIRS COMMITTEE**

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Association parlementaire du Commonwealth (APC)
Assemblée nationale du Québec
30 mai 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. André Bachand, député de Richmond et président de la Commission des institutions
- M^{me} Kathleen Weil, députée de Notre-Dame-de-Grâce
- Mme Véronique Hivon, députée de Joliette
- Secrétaire de la Commission des institutions
- Secrétaire administratif adjoint de la section du Québec de l'APC
- Conseiller en relations internationales

DÉLÉGATION ÉTRANGÈRE / AUTRES PARTICIPANTS

- M. Peter Wishart, député et président du *Scottish Affairs Committee*
- M^{me} Deidre Brock, députée

- M. Hugh Gaffney, député
- M. Ged Killen, député
- M. John Lamont, député
- M^{me} Danielle Rowley, députée
- M. Tommy Sheppard, député
- M. Ross Thomson, député
- Greffière
- Greffier
- Conseillère aux affaires publiques au Consulat britannique à Montréal

CONTEXTE

Le *Scottish Affairs Committee* est mandaté par la Chambre des communes britannique pour examiner les dépenses, l'administration et la politique du *Scotland Office* (ministère responsables des relations entre le gouvernement britannique et l'Écosse), incluant les relations avec le Parlement écossais. Il conduit une étude sur les relations entre les gouvernements britannique et écossais. Dans le cadre de ses travaux et dans une perspective comparative, la commission effectuait une visite d'étude au Canada. En plus de Québec, les parlementaires se sont rendus à Ottawa ainsi qu'à Montréal.

L'Assemblée Nationale n'entretient pas de relation bilatérale formelle avec le Parlement britannique ou le Parlement écossais. Les relations ont plutôt lieu à travers l'Association Parlementaire du Commonwealth.

Néanmoins, des députés québécois participent régulièrement au Séminaire parlementaire de Westminster, organisé par ce Parlement et portant sur la procédure parlementaire de type britannique.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Discuter des thématiques ciblées par la délégation de Westminster, et procéder à un échange de bonnes pratiques.

- Lors de la séance de travail, la secrétaire de la Commission des institutions a effectué une courte présentation sur les travaux et les champs de compétence des commissions de l'ANQ sur les questions des relations intergouvernementales canadiennes et constitutionnelles.

- Les députés ont pu échanger sur la séparation des champs de compétence entre les paliers de gouvernement dans leurs législatures et pays respectifs, ainsi que sur les relations entre eux
- Les parlementaires britanniques ont questionné les députés québécois sur le règlement de différends entre les gouvernements canadien et québécois. Les deux délégations ont ainsi pu apprendre de l'expérience de leurs homologues.

Discuter de l'actualité politique et parlementaire au Québec, au Royaume-Uni et en Écosse.

- Les parlementaires britanniques se sont montrés intéressés par l'expérience québécoise et canadienne concernant la légalisation du cannabis, et ont pu échanger sur ce sujet avec les députés québécois.
- Les députés québécois ont pu questionner les parlementaires britanniques (représentant des circonscriptions écossaises) sur l'abaissement du droit de vote à 16 ans en Écosse et sur les conséquences de cette loi.
- Les députés québécois ont également pu interroger leurs homologues sur le système électoral proportionnel mixte avec compensation, en vigueur en Écosse.

STATISTIQUES



DÉPENSES

Transport	0 \$
Repas	61,13 \$
Hébergement	0 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	0 \$
Total	61,13 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



MISSION D'ÉTUDE SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES ET LEURS IMPACTS SUR LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Relations bilatérales – France et Belgique (*Ad Hoc*)
Bruxelles et Paris
7 au 12 octobre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Marie Montpetit (Maurice-Richard), vice-présidente de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (CAPERN)
- M. Éric Girard (Lac-Saint-Jean), membre de la CAPERN
- M. Sylvain Roy (Bonaventure), membre de la CAPERN
- Conseiller en relations internationales
- Agent de recherche

CONTEXTE

Le 28 mars 2019, la CAPERN a adopté, à l'unanimité, un mandat d'initiative afin d'examiner les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement ainsi que les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et ce, en reconnaissance de la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois.

Le 9 mai 2019, en séance de travail, la CAPERN a convenu que la Direction des relations interparlementaires et internationales et du protocole (DRIIP) évalue les différentes possibilités d'activités interparlementaires en lien avec le thème du mandat d'initiative afin que ses membres puissent y participer, conformément aux dispositions du Règlement sur les activités interparlementaires et internationales de l'Assemblée nationale.

La DRIIP a ensuite préparé, en collaboration avec la Délégation générale du Québec à Bruxelles et la Délégation générale du Québec à Paris, un projet de programme portant spécifiquement sur le mandat d'initiative de la CAPERN.

Ce projet de programme ainsi que le principe même de la mission d'étude ont été adoptés par les membres de la CAPERN le 19 septembre 2019.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Acquérir de nouvelles connaissances sur les impacts des pesticides sur la santé et l'environnement en Europe, en Belgique et en France

- La délégation québécoise a pu en apprendre davantage sur les impacts découlant de l'utilisation des pesticides sur la santé et l'environnement en Europe, notamment dans un contexte où l'aménagement du territoire pose de nombreux défis, particulièrement la proximité des zones périurbaines avec les zones rurales.

Étudier la procédure d'approbation des substances actives au niveau européen, de même que les diverses procédures d'autorisation des produits pesticides au niveau fédéral belge et en France.

- Les parlementaires ont pu en connaître davantage sur la procédure d'homologation des substances actives sur le territoire de l'Union européenne, particulièrement le rôle de l'Autorité européenne de sécurité des aliments et de l'Agence européenne des produits chimiques, de même que celui des États membres de l'Union européenne chargés de faire l'évaluation du risque.
- Les parlementaires ont pu étudier le rôle spécifique de l'État belge dans la procédure d'autorisation des produits pesticides, de même que ses compétences en vertu des pouvoirs lui étant conférés par la Constitution de la Belgique.
- Les parlementaires ont étudié le rôle spécifique de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) de France en matière d'autorisation des produits pesticides et phytosanitaires sur ce territoire. Les parlementaires ont également pu en savoir davantage sur le rôle de l'ANSES au niveau européen, notamment lorsque la France est vouée à jouer le rôle d'État membre rapporteur lorsqu'une substance active doit être autorisée ou reconduite.

Étudier la réglementation encadrant l'usage des pesticides en France, ainsi qu'en Wallonie et dans la région de Bruxelles-capitale.

- Les parlementaires ont enrichi leurs connaissances sur le plan de la réglementation entourant l'usage des pesticides dans un contexte professionnel ou non-professionnel, en France, en Wallonie et dans la région de Bruxelles-capitale.

S'enquérir des pratiques innovantes mises en œuvre sur le territoire de l'Union européenne, en Belgique et en France

- Les membres de la délégation ont été informés des diverses initiatives visant à réduire l'utilisation des pesticides à l'occasion de rencontres avec des spécialistes du centre de recherche agronomique de Gembloux (Wallonie) et de l'Institut national de recherche agronomique (INRA-France).
- Les parlementaires se sont familiarisés avec les partenariats et réseaux visant la réduction de l'utilisation des pesticides sur le territoire européen, notamment le Partenariat européen pour l'agriculture et l'innovation (EIP-AGRI) et le Réseau français de Démonstration, Expérimentation et Production de références sur les systèmes économes en phytosanitaires (DÉPHY).
- À l'occasion de visites terrain, les membres de la délégation ont constaté la mise en œuvre concrète d'initiatives découlant du Réseau DÉPHY en France, dans les domaines spécifiques de l'arboriculture et de la viticulture. Notons que ces deux domaines posent de nombreux défis en matière de réduction de l'utilisation des pesticides.

Recueillir des informations sur le rôle et l'indépendance de la recherche en Europe

- Les parlementaires ont pu évaluer et étudier le rôle de la recherche dans l'autorisation des produits pesticides tant au niveau européen que des États membres.
- Les membres de la délégation en ont appris davantage sur la disponibilité des données de recherches, de même que sur le rôle relatif des chercheurs indépendants et de ceux de l'industrie.
- Les parlementaires participants se sont entretenus avec une ancienne membre de la Commission spéciale sur la procédure d'autorisation des pesticides par l'Union européenne (Commission PEST).

S'enquérir des initiatives législatives en matière de réglementation des pesticides en Europe, en Belgique et France

- Les parlementaires québécois ont échangé avec des parlementaires afin de s'enquérir de leurs impressions sur le débat entourant l'utilisation des pesticides. À l'occasion de ces rencontres, les parlementaires québécois ont également pu en connaître davantage sur les diverses lois en vigueur ou en vue d'être adoptées sur ces territoires.
- À l'occasion d'un entretien avec deux co-rapporteurs de la mission d'information commune sur le suivi de la stratégie de sortie du glyphosate à l'Assemblée nationale de France, les parlementaires québécois ont été informés du contexte ayant mené à l'adoption d'une loi prescrivant l'interdiction du glyphosate dans ce pays d'ici 2021.
- Les informations recueillies tout au long de la mission contribueront à la formulation de recommandations dans le rapport final du mandat d'initiative.

STATISTIQUES



SUIVIS

Une section du rapport final de la CAPERN portant sur le mandat d'initiative sera consacrée à la mission d'étude effectuée en Europe.

Les présentations et les documents recueillis durant la mission ont été transmis à l'ensemble des membres de la CAPERN.

DÉPENSES

M^{ME} MARIE MONTPETIT (MAURICE-RICHARD), VICE-PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES (CAPERN)

Transport	2 177,58 \$
Repas	874,36 \$
Hébergement	2 323,84 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	386,26 \$
Sous-total	5 762,04 \$

M. ÉRIC GIRARD (LAC-SAINT-JEAN), MEMBRE DE LA CAPERN

Transport	1 778,13 \$
Repas	945,51 \$
Hébergement	2 323,84 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	386,26 \$
Sous-total	5 433,74 \$

M. SYLVAIN ROY (BONAVENTURE), MEMBRE DE LA CAPERN

Transport	2 411,15 \$
Repas	945,51 \$
Hébergement	2 323,84 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	386,26 \$
Sous-total	6 066,76 \$

CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport*	3 070,90 \$
Repas	945,51 \$
Hébergement	2 323,84 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	386,26 \$
Sous-total	6 676,51 \$

AGENT DE RECHERCHE

Transport	1 967,54 \$
Repas	945,51 \$
Hébergement	2 323,84 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	386,26 \$
Sous-total	5 623,15 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	11 405,30 \$
Repas	4 656,40 \$
Hébergement	11 619,20 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	1 931,30 \$
Autres frais	0 \$
TOTAL	29 612,20 \$

*Le conseiller a déboursé des frais de transport pour l'ensemble de la délégation.

Ce rapport a été approuvé par les participants.



VISITE DU PRÉSIDENT DE **L'ASSEMBLÉE NATIONALE** **AU PARLEMENT D'ÉCOSSE**

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Relations bilatérales
Édimbourg, Écosse
22 et 24 janvier 2020

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M. Siegfried Peters, secrétaire général
- M^{me} Annie Christine Cyr, directrice adjointe du cabinet du président
- M. Daniel Cloutier, chef du protocole et directeur des relations interparlementaires et internationales

CONTEXTE

Fondé en 1999, le Parlement d'Écosse entretient des relations avec l'Assemblée nationale du Québec depuis ses débuts. Ainsi, une quinzaine de rencontres entre les élus des deux institutions ont eu lieu au fil des années. La dernière de ces rencontres remonte à avril 2018, alors qu'une délégation de parlementaires dirigée par le président du Parlement écossais, le Très honorable Ken Macintosh, avait effectué une visite de travail à Québec.

Au cours de la dernière année, le Parlement écossais a célébré son 20^e anniversaire. À cette occasion, M. Macintosh a invité le président de l'ANQ, M. François Paradis, à effectuer une visite à Édimbourg.

Échanger, avec le président du Parlement écossais, sur les enjeux parlementaires réciproques et identifier de futurs domaines de coopération.

- Les deux présidents ont discuté du fonctionnement des périodes de questions afin d'identifier les mesures et les règles mises en place par chacun des parlements pour rendre les débats dynamiques et assurer la qualité des échanges.
- Dans le contexte de la préparation d'une possible réforme parlementaire, ils ont échangé sur les moyens utilisés en Écosse pour assurer une certaine prévisibilité des travaux parlementaires. Le fonctionnement du Bureau permet, à cet égard, de planifier les travaux sur un horizon de trois semaines. Le fonctionnement du vote électronique et la mise en œuvre des technologies dans les travaux parlementaires ont aussi été abordés.
- Les discussions sur la conciliation travail-famille ont permis de prendre connaissance des pratiques en cette matière dont la présence d'enfants lors des travaux. Le Parlement écossais dispose également d'une halte-garderie disponible pour une durée maximale quotidienne de quatre heures pour les visiteurs, le personnel et les parlementaires. La possibilité de permettre le vote par procuration a également été abordé.
- Les deux présidents ont échangé sur d'autres enjeux communs, par exemple, le code vestimentaire, le fonctionnement du Cercle des femmes parlementaires, le vivre ensemble et la politique contre le harcèlement.

Discuter du fonctionnement du **Centre des visiteurs et de l'accueil du public** du Parlement écossais.

- La délégation québécoise a rencontré M. Gordon Stewart, directeur des services aux visiteurs et M^{me} Sally Coyne, directrice du « Outreach Service ».
- Le Parlement écossais reçoit entre 260 000 et 300 000 visiteurs par année, dont 11 000 sont des élèves. Aucune subvention permettant aux écoles de visiter le Parlement n'existe. Pour remédier à cette situation, le Parlement compte sur trois enseignants qui effectuent des tournées sur le territoire, en plus d'offrir des visites virtuelles.
- La délégation a pris connaissance de plusieurs services offerts, tels que les visites destinées aux clientèles particulières ou ayant des thèmes spécifiques. Il a par ailleurs été question, dans le cadre de cette rencontre, des parcours photographiques, de la gratuité des visites, du développement d'une application et des budgets de publicité nécessaires.

Discuter de **l'organisation des travaux de la** Chambre.

- La délégation a rencontré la greffière du Bureau parlementaire, M^{me} Irene Fleming, en plus de pouvoir visiter la Chambre du Parlement.
- Il a été question du rôle et des membres du bureau parlementaire, de l'agenda parlementaire (Business program) et des temps de parole (Management of time).
- Les rôles du Bureau parlementaire, central au fonctionnement du Parlement, sont les suivants : proposer l'agenda au Parlement ainsi que la formation des commissions, référer les projets de loi aux commissions et prévoir les échéanciers et approuver les déplacements de ces commissions. Chaque formation politique y siège et les parlementaires n'appartenant pas à un groupe reconnu peuvent lui transmettre leurs demandes.

S'enquérir des initiatives du Parlement écossais en faveur de la mise en œuvre du Parlement numérique.

- Une séance de travail a été tenue en compagnie de M. Mark Sproul, gestionnaire de projet et directeur des services numériques du Parlement écossais.
- La délégation québécoise a pris connaissance de la démarche adoptée pour développer le site Internet du Parlement écossais, notamment l'évaluation des besoins des utilisateurs et utilisatrices. Le système de pétitions électroniques, les données ouvertes, **l'accès mobile** et la sécurité numérique ont également été abordés.

Prendre connaissance du processus ayant mené à une importante réforme parlementaire en Écosse.

- La délégation québécoise a questionné M^{me} Tracy White, « Head of Chamber and Reporting », au sujet du processus écossais de réforme parlementaire et de la formation d'une commission ayant formulé 75 recommandations.
- La planification des travaux parlementaires sur une période de trois semaines compte parmi les faits saillants de la dernière réforme. Des mesures donnant davantage de pouvoir aux parlementaires d'arrière banc et l'augmentation du nombre de questions au premier ministre ou à la première ministre font également partie de cette réforme.

S'enquérir de **l'actualité politique et des débats constitutionnels** ayant cours en Écosse.

- La délégation a rencontré la D^{re} Eve Hepburn, du Center for Constitutional Change de l'Université d'Édimbourg. Il a été question des résultats du référendum sur le Brexit et du maintien des liens avec l'Union européenne, des impacts potentiels sur la dévolution des pouvoirs, l'autonomie de l'Écosse et les positions futures de l'Europe.

AUTRES RÉSULTATS

Le président de l'Assemblée nationale a rencontré les vice-présidentes du Parlement écossais, M^{mes} Linda Fabiani et Christine Grahame. Le nouveau secrétaire général de l'Assemblée nationale du Québec, M. Siegfried Peters a également pu rencontrer son homologue écossais, M. David McGill.

STATISTIQUES



SUIVIS

Le président du Parlement écossais a été invité à effectuer une visite à l'Assemblée nationale du Québec au moment de sa convenance. Des échanges de bonnes pratiques se sont poursuivis, notamment dans le contexte de la pandémie de COVID-19, alors que les assemblées législatives sont appelées à siéger avec de nouveaux moyens technologiques.

DÉPENSES

FRANÇOIS PARADIS, PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC (ANQ)

Transport	1 356,01\$
Repas	169,07\$
Hébergement	628,71\$
Frais d'inscription	0\$
Divers	134,79\$

Sous-total	2 288,58\$
------------	------------

SIEGFRIED PETERS, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Transport	1 400,85\$
Repas	169,07\$
Hébergement	454,56\$
Frais d'inscription	0\$
Divers	134,79

Sous-total	2 159,27\$
------------	------------

ANNIE-CHRISTINE CYR, DIRECTRICE ADJOINTE DU CABINET DU PRÉSIDENT

Transport	1 400,85\$
Repas	165,07\$
Hébergement	454,56\$
Frais d'inscription	0\$
Divers	134,79

Sous-total	2 155,27\$
------------	------------

DANIEL CLOUTIER, CHEF DU PROTOCOLE ET DIRECTEUR DES RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES ET DU PROTOCOLE

Transport	1 400,84\$
Repas	169,07\$
Hébergement	454,56\$
Frais d'inscription	0\$
Divers	134,79\$

Sous-Total	2 159,26\$
------------	------------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	5 558,55\$
Repas	672,28\$
Hébergement	1 992,39\$
Divers	0\$
Autres frais	539,16\$
TOTAL	8 762,38\$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



RÉUNION DE LA COMMISSION DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Ottawa (Canada)
24 au 27 avril 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Geneviève Hébert (Saint-François), rapporteure à la Commission des affaires parlementaires (CAP)
- Secrétaire administrative adjointe de la Section du Québec de l'APF

CONTEXTE

La CAP est l'une des quatre commissions permanentes de l'APF. Les commissions se réunissent deux fois par année, soit une fois à la veille de la Session de l'APF et une autre pour une réunion intersessionnelle.

Cette commission a pour fonction d'examiner les questions parlementaires d'intérêt commun entre les membres de l'APF, les orientations générales de la coopération interparlementaire, les questions juridiques dans l'espace francophone, les droits et libertés et le développement de la démocratie.

La réunion de la commission s'est tenue à Ottawa, sur invitation du président de la

Section canadienne de l'APF, M. Darrell Samson, et du président de la CAP, M. Robert Aubin.

La dernière réunion de la CAP s'est tenue le 8 juillet 2018, à Québec.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

À titre de rapporteure au sein de la Commission, présenter le nouveau thème porté par la Section du Québec, soit « **Ouverture des parlements : pour un rapprochement des institutions et des populations** ».

- La députée québécoise a présenté les grandes orientations du rapport qu'elle souhaite porter au sein de la Commission. Elle a consulté ses collègues parlementaires sur les priorités et les défis qu'ils rencontrent dans leurs institutions respectives, afin d'orienter le rapport selon leurs besoins.

Faire le **suivi des résolutions** adoptées aux sessions de Luxembourg (2017) et de Québec (2018).

- La parlementaire a déposé un tableau de suivi des résolutions et a rappelé, en lien avec la résolution sur la coopération interparlementaire, la tenue des principaux programmes de coopération organisés par l'ANQ, soit le Programme international de formation parlementaire et l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires.
- En lien avec la résolution proposée par la Section du Québec sur l'éthique et la déontologie parlementaires dans l'espace francophone, en juillet 2018, la Commission a auditionné la Commissaire à l'éthique et à la déontologie du Québec, M^{me} Ariane Mignolet, et le Conseiller sénatorial en éthique du sénat canadien, M. Pierre Legault, sur la création d'un réseau francophone des déontologues parlementaires.

Insister sur l'importance, pour l'APF, de faire preuve d'une **plus grande transparence et d'une meilleure reddition de comptes**, notamment dans ses activités de coopération.

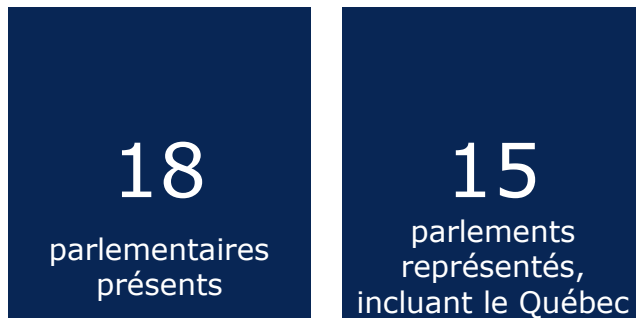
- Au point dédié aux actions de coopération de l'APF, la députée a réitéré l'importance accordée par la Section du Québec à une meilleure évaluation des besoins des parlements et à l'amélioration de la gestion axée sur les résultats. Elle également demandé que les rapports déposés comportent un suivi budgétaire plus exhaustif.

AUTRES RÉSULTATS

La réunion a été l'occasion, pour les parlementaires participants, d'adopter une proposition de loi-cadre concernant les enfants sans identité juridique. Ce projet sera soumis aux sections membres de l'APF pour consultation. Le projet de loi-cadre a pour objectif de mettre à disposition des parlements francophones le souhaitant un outil indicatif et modifiable pour créer un cadre législatif en vue de développer un enregistrement obligatoire, gratuit et public des naissances et, par le fait même, de reconnaître juridiquement tous les enfants.

Les membres de la Commission ont été informés de l'avancement des démarches concernant l'adoption du prochain cadre stratégique de l'APF (2019-2022). Celui-ci sera présenté, pour adoption, au Bureau puis à l'Assemblée plénière lors de leur prochaine réunion, en juillet 2019.

STATISTIQUES



SUIVIS

La prochaine réunion de la CAP aura lieu à Abidjan (Côte d'Ivoire), le 7 juillet 2019.

DÉPENSES

GENEVIÈVE HÉBERT, RAPPORTEURE À LA CAP

Transport	247,48 \$
Repas	223,50 \$
Hébergement	705,12 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	51,90 \$

Sous-total	1 228,00 \$
-------------------	--------------------

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE ADJOINTE DE LA SECTION DU QUÉBEC DE L'APF

Transport	258,80 \$
Repas	223,50 \$
Hébergement	705,12 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	51,90 \$

Sous-total	1 239,32 \$
-------------------	--------------------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	506,28 \$
Repas	447,00 \$
Hébergement	1 410,24 \$
Divers	103,80 \$
Autres frais	0 \$

TOTAL	2 467,32 \$
--------------	--------------------

Ce rapport a été approuvé par les participants.



44^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE LA FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNE DU CANADA

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Activité de la Section du Québec de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Ottawa (Ontario)
8 juin 2019

DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

- M^{me} Kathleen Weil (Notre-Dame-de-Grâce)

CONTEXTE

Depuis 1989, la Section du Québec de l'APF prend régulièrement part à l'Assemblée générale annuelle de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada. La FCFA est un organisme créé en 1975 qui se veut le porte-parole principal des 2,7 millions de francophones vivant en situation minoritaire à travers neuf provinces et trois territoires. Le thème pour cette 44^e édition était : « Vivre et s'épanouir en français ».

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Poursuivre la concertation avec les organismes de la Francophonie en vue de promouvoir le rayonnement de la langue française et l'épanouissement des communautés francophones et acadiennes dans les Amériques et le reste du monde.

- La députée, qui représentait la Région Amérique de l'APF, a pu tisser des liens avec les francophones de différentes communautés du Canada et participer au processus de renouvellement du conseil administratif.

Développer une meilleure connaissance mutuelle et resserrer les liens avec les représentants des communautés francophones et acadiennes afin de contribuer au renforcement du fait français en Amérique.

- La députée a pris connaissance des grands défis et des enjeux auxquels font face les francophones vivant hors du Québec, ce qui favorise un rapprochement et une meilleure compréhension des réalités locales.

Sensibiliser les leaders de la francophonie canadienne à l'existence de l'APF, au bien-fondé des objectifs qu'elle poursuit et à ses réalisations.

- La participation de la Section du Québec a contribué au rayonnement institutionnel de l'APF au sein de la Francophonie canadienne.

SUIVI

La 45^e Assemblée générale annuelle de la FCFA se tiendra à Québec au printemps 2020, en marge du Sommet sur le rapprochement des francophonies canadiennes.

STATISTIQUE

80
participant(e)s
francophones de
partout au
Canada

DÉPENSES

KATHLEEN WEIL, DÉPUTÉE DE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

TRANSPORT	177,30 \$
REPAS	0 \$
HÉBERGEMENT	0 \$
FRAIS D'INSCRIPTION	0 \$
DIVERS	0 \$
TOTAL	177,30 \$

Ce rapport a été approuvé par la participante.



VISITE OFFICIELLE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA FRANCOPHONIE, SON EXCELLENCE MADAME LOUISE MUSHIKIWABO

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Québec
11 juin 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
- M^{me} Maryse Gaudreault, vice-présidente de l'ANQ et vice-présidente de la Section du Québec de l'APF
- M. Éric Lefebvre (Arthabaska), président délégué de la Section du Québec de l'APF
- M. Harold Lebel (Rimouski), vice-président et rapporteur de la Commission coopération et développement
- M^{me} Geneviève Hébert (Saint-François), rapporteuse de la Commission des affaires parlementaires de l'APF
- M^{me} Christine Labrie (Sherbrooke), rapporteuse à la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles
- M. Samuel Poulin (Beauce-Sud), représentant au Réseau des jeunes parlementaires de l'APF
- M^{me} Lise Moreau, directrice de cabinet du président
- M^{me} Annie-Christine Cyr, directrice adjointe du cabinet du président
- M. Michel Bonsaint, secrétaire général
- M. Daniel Cloutier, directeur de la Direction des relations internationales et interparlementaires et du protocole

DÉLÉGATION ÉTRANGÈRE / AUTRES PARTICIPANTS

- M^{me} Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de la Francophonie
- M^{me} Catherine Cano, administratrice de l'OIF
- Directrice des communications
- Directrice des affaires politiques

CONTEXTE

Son Excellence M^{me} Louise Mushikiwabo a succédé à M^{me} Michaëlle Jean à la tête de la Francophonie en janvier 2019. Elle a été élue pour un mandat de quatre ans lors du 17^e Sommet de la Francophonie, tenu en octobre 2018 à Erevan, en Arménie.

La nouvelle secrétaire générale de la Francophonie a visité le Québec du 9 au 11 juin afin de se familiariser avec son expertise et ses bonnes pratiques. Cette première visite officielle au Québec s'inscrivait dans un programme plus large en Amérique.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

La secrétaire générale connaît les priorités du Québec au sein de l'APF et des thématiques à l'étude par la section.

- Le président de l'ANQ a discuté avec la secrétaire générale de l'importance de la transparence, de la bonne gouvernance et de la modernisation de l'APF, priorités qu'ils partagent. Les membres de la Section du Québec ont présenté les thématiques sur lesquels ils se pencheront dans les travaux à venir des commissions permanentes de l'APF, dont l'ouverture des parlements, le décrochage scolaire et la revitalisation des territoires ruraux. Ils ont également pu échanger avec M^{me} Mushikiwabo sur l'actualité reliée à ces sujets.

La secrétaire générale est informée des priorités du Québec pour son mandat à la tête du Réseau des femmes parlementaires de la Francophonie pour la période 2019-2021.

- La vice-présidente de l'ANQ et du Réseau des femmes parlementaires de l'APF s'est exprimée sur ses priorités une fois élue à la tête de cette entité, notamment la dynamisation des travaux, la sensibilisation sur la question du harcèlement envers les femmes et l'intégration transversale de la notion de genre aux travaux de l'APF.
- Cette discussion a également permis de faire connaître l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones à la secrétaire générale, dont la 3^e édition se tiendra du 3 au 6 septembre à Québec. Les autres activités de coopération de l'ANQ ont également été présentées.

AUTRES RÉSULTATS

La secrétaire générale est assurée qu'elle peut compter sur l'appui du Québec pour sa réforme sur les questions de transparence et de gouvernance au sein des instances de la Francophonie.

Les membres de la Section du Québec saisissent davantage les enjeux entourant la modernisation de la Francophonie, notamment en ce qui concerne la transparence et la reddition de comptes.

Le président de l'ANQ et président de l'APF a fait connaître à la secrétaire générale les enjeux entourant la tenue de la 45^e Session de l'APF à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 5 au 9 juillet.

Les membres de la section du Québec et la secrétaire générale ont discuté des activités entourant le 50^e anniversaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en 2020. Cette dernière a expliqué que des consultations sont en cours afin de réfléchir sur l'avenir de la Francophonie en préparation au Sommet de Tunis de 2020.

La secrétaire générale a expliqué qu'elle avait organisé, en collaboration avec le Secrétariat à la Jeunesse, une activité « inspiration jeunesse », qui s'est tenue dans l'enceinte de l'Assemblée nationale. Cette collaboration a permis de faire rayonner l'expertise du Québec sur les questions reliées aux jeunes.

STATISTIQUES





DÉPENSES

Transport	0 \$
Restauration	1 019,29 \$
Hébergement	0 \$
Interprétation	0 \$
Divers	596,20 \$

TOTAL	1 615,49 \$
-------	-------------

Ce rapport a été approuvé par les participants.



45^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Abidjan (Côte d'Ivoire)
5 au 9 juillet 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
- M^{me} Maryse Gaudreault, vice-présidente de l'ANQ et première vice-présidente du Réseau des femmes de l'APF
- M. Éric Lefebvre (Arthabaska), président délégué de la Section du Québec de l'APF et vice-président et rapporteur de la Commission politique de l'APF
- M. Harold-Lebel (Rimouski), vice-président et rapporteur de la Commission de la coopération et du développement de l'APF
- M^{me} Geneviève Hébert (Saint-François), rapporteuse au sein de la Commission des affaires parlementaires de l'APF
- M^{me} Christine Labrie (Sherbrooke), rapporteuse au sein de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles de l'APF
- M^{me} Annie-Christine Cyr, directrice adjointe du cabinet du président
- M. Daniel Cloutier, chef du protocole et directeur des relations interparlementaires et internationales et du protocole
- Secrétaire administrative de la Section du Québec de l'APF
- Secrétaire administrative adjointe de la Section du Québec de l'APF

CONTEXTE

La Session de l'APF est l'aboutissement des travaux effectués par les quatre commissions permanentes de l'APF et ses réseaux – celui des jeunes, celui des femmes parlementaires et celui de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme – au cours de l'année écoulée. C'est durant la Session que sont notamment adoptés les rapports et les résolutions préparés et présentés par les commissions et les réseaux.

Il s'agit de la seule activité annuelle au cours de laquelle les parlementaires de l'APF se réunissent en assemblée plénière. Préalablement, l'APF réunit le Bureau, deux réseaux et les quatre commissions permanentes.

La Section du Québec occupe la présidence de l'APF depuis juillet 2017. Elle a terminé son mandat dans le cadre de cette 45^e Session de l'APF.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Consolider le leadership de l'ANQ et de la Section du Québec au sein de l'APF.

- La Section du Québec a proposé la création d'un groupe de travail sur la modernisation des pratiques et la révision des statuts de l'APF. Cette proposition a été entérinée par la Commission politique et le Québec fera partie du comité.
- Des parlementaires québécois ont participé aux réunions de toutes les instances de l'APF.

Participer activement aux discussions relatives à la conduite des travaux de l'APF, notamment en ce qui concerne l'adoption de son cadre stratégique. Insister pour que les priorités du Québec y figurent : transparence, bonne gouvernance, modernisation des pratiques, égalité entre les sexes, etc.

- La Section du Québec a appuyé l'adoption du cadre stratégique 2019-2023 de l'APF. Les priorités du Québec y figurent. La Section assurera un suivi serré des actions entreprises par l'APF les concernant.

Assurer l'adoption, en commissions, au Réseau des femmes, au Réseau des jeunes et en plénière, des rapports et résolutions présentés par les parlementaires québécois ou sur lesquels le Québec dispose d'une expertise particulière.

- À la Commission politique, la Section du Québec a conclu son rapport sur la gouvernance du numérique, ce qui a conduit à l'adoption d'une résolution appelant les parlements, les États et les gouvernements à maximiser leur utilisation positive des outils numériques tout en mettant en place des mesures protégeant les droits et libertés des citoyens.

- Toujours à la Commission politique, le Québec a appuyé l'adoption d'une résolution sur la situation politique en Haïti, qui exprime la préoccupation des parlementaires par rapport à la situation d'instabilité régnant depuis les derniers mois. L'APF y réitère son appui au parlement haïtien pour l'accompagner dans la sortie de crise politique et vers le retour à une vie institutionnelle stabilisée. À la suggestion du Québec, cette résolution rappelle l'importance d'intégrer les femmes dans les processus de paix.
- La Commission de la coopération et du développement a adopté un projet de résolution sur l'accès au numérique présenté par le Québec, qui illustre la volonté de contribuer à l'émergence d'une société utilisant le numérique de manière inclusive. Il appelle également à soutenir les projets de littératie numérique, notamment auprès des femmes et des enfants.
- À la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles, la Section du Québec a proposé l'adoption d'une résolution sur l'utilisation du numérique dans les écoles. Ce texte appelle les parlementaires francophones à partager leurs meilleures pratiques en matière de numérisation des écoles tout en entreprenant des stratégies de sensibilisation auprès des jeunes concernant les dangers des technologies et de l'Internet.

Présenter les différents projets de coopération interparlementaire dans lesquels l'ANQ est investie et promouvoir son expertise et celle des personnes désignées.

- L'ANQ s'est engagée à poursuivre ses actions de coopération auprès du parlement haïtien à travers le programme multilatéral de développement qui sera mis en place par l'APF. Plus particulièrement, l'ANQ appuiera le Parlement d'Haïti sur les questions de communication institutionnelle.
- La Section du Québec a souligné la bonne tenue de la cinquième édition du Programme international de formation parlementaire (PIFP), qui a eu lieu à Québec, du 11 au 21 juin 2019.
- La 45^e Session de l'APF a également été l'occasion de promouvoir la prochaine édition de l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires, qui se tiendra à Québec en septembre 2019.
- Des entretiens avec d'autres sections présentes ont permis de faire connaître l'offre de services de l'ANQ en matière de coopération, notamment ses programmes dédiés aux fonctionnaires et aux femmes parlementaires.

Proposer l'étude de thèmes prioritaires sur la scène internationale et faire valoir l'expertise québécoise sur chacun d'eux.

- À l'initiative de la Section du Québec, la Commission de la coopération et du développement se penchera sur la question de la revitalisation des territoires ruraux dans l'espace francophone. Cette thématique est porteuse pour les États concernés, où plusieurs régions sont confrontées à des défis comme l'exode des populations vers les grandes villes, la perte graduelle des services de proximité, etc. La Commission se penchera sur les stratégies

prises en place au sein de la Francophonie pour revitaliser les territoires ruraux et pour favoriser un développement rural durable.

- La Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles a entrepris l'étude d'un nouveau thème proposé par la Section québécoise : le décrochage scolaire dans la Francophonie – situation et solutions, différenciées selon les sexes. Les parlementaires pourront ainsi se pencher sur les causes du décrochage scolaire, mais surtout sur les moyens de contrer l'abandon scolaire ou de ramener les décrocheuses et les décrocheurs sur les bancs d'école.
- La Commission politique a présenté le choix de son nouveau thème : L'impact du développement de l'intelligence artificielle sur les droits humains, la démocratie et l'État de droit. Ce choix permettra notamment de s'intéresser à l'encadrement législatif entourant l'utilisation de l'intelligence artificielle, les impacts de son utilisation dans les systèmes de justice ou l'éthique entourant la prise de décision grâce à cette technologie.
- Les parlementaires participant ont également poursuivi l'étude des thèmes portés par la Section du Québec au sein de la Commission des affaires parlementaires et du Réseau des femmes parlementaires, soit l'ouverture des parlements aux citoyennes et aux citoyens et les engagements internationaux envers les droits des femmes.
- Au Réseau des jeunes parlementaires, la députée a présenté les priorités du Cercle des jeunes parlementaires du Québec et a appuyé l'étude de thématiques y étant reliées. Ainsi, le Réseau se penchera notamment, à moyen terme, sur la conciliation travail-famille pour les parlementaires et sur les enjeux environnementaux.

Le mandat de l'ANQ à la présidence de l'APF arrivant à terme, faire un retour sur la mise en œuvre du plan de la présidence sur le numérique.

- L'ensemble des commissions de travail permanentes de l'APF ont terminé l'étude des thématiques reliées au numérique, les rapports et les résolutions en découlant ont été approuvés en séance plénière. Lors de son discours de fin de mandat, le président a fait le bilan des thèmes et des activités qui ont porté sur le numérique au cours de son mandat, qui aura permis une impulsion sur cet enjeu central.

Le mandat de l'ANQ à la présidence du Réseau des femmes parlementaires pour 2019-2021 débutant, faire connaître les priorités du Québec pendant cette période, dont la transversalité de la question de l'égalité des sexes et l'adoption d'une politique contre le harcèlement au sein de l'APF, et mobiliser les appuis des membres sur ces éléments.

- Pendant la réunion du Réseau, la députée québécoise a présenté des statistiques sur la prévalence de différentes formes de violence envers les femmes parlementaires à travers le monde, sensibilisant ainsi les participantes à l'importance de mettre en place des instruments afin de contrer ce

phénomène et suscitant des discussions à ce sujet.

- Une perspective de genre a également été insérée à l'initiative du Québec dans la résolution portant sur la situation politique en Haïti.
- Les priorités du Québec pour la présidence du Réseau des femmes ont été intégrées au cadre stratégique de l'APF.

AUTRES RÉSULTATS

Des entretiens avec d'autres présidents et présidentes de parlements partenaires ont permis de prévoir de futures rencontres bilatérales.

L'Assemblée nationale du Sénégal et l'Assemblée nationale du Québec ont convenu de tenir la 6^e édition du Programme international de formation parlementaire à Dakar, au Sénégal.

STATISTIQUES



SUIVIS

La 46^e Session de l'APF aura lieu en juillet 2020. Le lieu demeure à déterminer.

Les résolutions adoptées ont été transmises aux ministères concernés.

DÉPENSES

M. FRANÇOIS PARADIS, PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC (ANQ) ET PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE (APF)

Transport	5 056,12 \$
Repas	389,12 \$
Hébergement	1 715,90 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	723,42 \$

Sous-total	7 884,56 \$
------------	-------------

M^{ME} MARYSE GAUDREAU, VICE-PRÉSIDENTE DE L'ANQ ET PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE DU RÉSEAU DES FEMMES DE L'APF

Transport	4 602,26 \$
Repas	332,37 \$
Hébergement	1 372,72 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	549,14 \$

Sous-total	6 856,49 \$
------------	-------------

M. ÉRIC LEFEBVRE (ARTHABASKA), PRÉSIDENT DÉLÉGUÉ DE LA SECTION DU QUÉBEC DE L'APF ET VICE-PRÉSIDENT ET RAPPORTEUR DE LA COMMISSION POLITIQUE DE L'APF

Transport	4 979,34 \$
Repas	358,57 \$
Hébergement	1 715,90 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	958,42 \$

Sous-total	8 012,23 \$
------------	-------------

**M. HAROLD LEBEL (RIMOUSKI), VICE-PRÉSIDENT ET RAPPORTEUR
DE LA COMMISSION DE LA COOPÉRATION ET DU DÉVELOPPEMENT
DE L'APF**

Transport	4 655,67 \$
Repas	332,37 \$
Hébergement	1 372,72 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	1 278,64 \$

Sous-total	7 639,40 \$
-------------------	--------------------

**M^{ME} GENEVIÈVE HÉBERT (SAINT-FRANÇOIS), RAPPORTEUSE AU
SEIN DE LA COMMISSION DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES DE
L'APF**

Transport	4 132,71 \$
Repas	303,82 \$
Hébergement	1 372,72 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	645,66 \$

Sous-total	6 454,91 \$
-------------------	--------------------

**M^{ME} CHRISTINE LABRIE (SHERBROOKE), RAPPORTEUSE AU SEIN DE
LA COMMISSION DE L'ÉDUCATION, DE LA COMMUNICATION ET DES
AFFAIRES CULTURELLES DE L'APF**

Transport	4 574,60 \$
Repas	301,82 \$
Hébergement	1 372,72 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	652,55 \$

Sous-total	6 901,69 \$
-------------------	--------------------

**M^{ME} ANNIE-CHRISTINE CYR, DIRECTRICE ADJOINTE DU CABINET
DU PRÉSIDENT**

Transport	5 071,78 \$
Repas	459,55 \$
Hébergement	1 944,65 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	732,31 \$

Sous-total	8 208,29 \$
-------------------	--------------------

**M. DANIEL CLOUTIER, CHEF DU PROTOCOLE ET DIRECTEUR DES
RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES ET DU
PROTOCOLE**

Transport	3 612,18 \$
Repas	623,70 \$
Hébergement	2 402,26 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	731,96 \$
Sous-total	7 370,10 \$

**CONSEILLÈRE EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET
INTERNATIONALES**

Transport	5 068,40 \$
Repas	389,12 \$
Hébergement	1 715,90 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	549,48 \$
Sous-total	7 722,90 \$

**CONSEILLÈRE EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET
INTERNATIONALES**

Transport	2 312,95 \$
Repas	194,56 \$
Hébergement	857,95 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	309,54 \$
Sous-total¹	3 675,00 \$

¹La moitié des coûts de transport, de repas, d'hébergement, de l'indemnité quotidienne et des vaccins a été couverte par la Région Amérique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

AUTRES FRAIS

Annulation billet d'avion	818,96 \$
Annulation inscription	0 \$
Annulation du Parlement francophone des Jeunes	560,65 \$
Interprétation	0 \$

Sous-total	1 379,61 \$
------------	-------------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	44 066,01 \$
Repas	3 685,00 \$
Hébergement	15 843,44 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	7 131,12 \$
Autres frais	1 379,61 \$

TOTAL	72 105,18 \$
-------	--------------

Ce rapport a été approuvé par les participants.



35^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE AMÉRIQUE DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Victoria (Colombie-Britannique)
11 au 14 août 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec et président de la Conférence des présidences de section (CPS)
- M^{me} Geneviève Hébert (Saint-François), membre de la Section du Québec de l'APF
- M^{me} Annie-Christine Cyr, directrice de cabinet adjointe du président
- Secrétaire administrative de la section du Québec de l'APF

CONTEXTE

La Région Amérique est l'une des quatre assemblées responsables de la mise en œuvre des objectifs de l'APF dans le contexte particulier des régions et rassemble 15 sections formées par des assemblées législatives du Canada, des États-Unis, d'Haïti et du Mexique.

La CPS a été présidée par M. François Paradis de la Section du Québec. La chargée de mission, M^{me} Lena Metlege Diab, de la Section de la Nouvelle-Écosse, a présidé les travaux de la 35^e Assemblée régionale Amérique (ARAM), dont la thématique portait sur le 50^e anniversaire de la Loi sur les langues officielles du Canada.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Maintenir le leadership de la Section du Québec auprès des partenaires de la Francophonie en Amérique.

- La participation de la Section du Québec a contribué au rayonnement institutionnel de l'APF et de l'ANQ au sein de la Francophonie nord-américaine alors que 45 participants ont pris part aux différentes rencontres.
- Le Québec a présidé les travaux de la Conférence des présidents de Section et a agi comme modérateur pour la séance de travail sur le thème des contributions culturelles de la Francophonie.

Promouvoir les expériences novatrices et l'expertise des parlementaires québécois, et de la société québécoise, sur les thématiques abordées.

- La délégation québécoise a partagé ses connaissances et son savoir-faire en matière de langues officielles, de promotion de la dualité linguistique de préservation de la culture et du patrimoine.

Contribuer à l'approfondissement des liens entre les parlementaires québécois et leurs homologues francophones dans le but d'accroître la visibilité de la francophonie d'Amérique.

- À l'initiative de la section du Québec, une résolution portant sur la diversité culturelle et linguistique en Francophonie a été adoptée. Elle mentionne notamment que les parlementaires membres de la Région Amérique font part de leur disponibilité à coopérer avec les États et gouvernements de la Francophonie afin de partager leur expertise dans la mise en place d'institutions permettant une cohabitation efficace entre les communautés linguistiques officielles. La résolution évoque l'importance de l'appui aux communautés de langue officielle en situation minoritaire dans un même État. La résolution incite également les États et les gouvernements de la Francophonie à favoriser le respect des minorités linguistiques et culturelles, notamment en leur offrant des services dans leur langue.

Planifier la suite du Plan pour la consolidation de la Région Amérique.

- Le plan de travail 2019-2022 pour la consolidation de la Région Amérique a été adopté, avec quelques modifications. Ce plan a pour objectif de promouvoir la langue française et la diversité des cultures dans les régions francophones du continent. Le renforcement du sentiment d'appartenance à la Francophonie

y est également mis de l'avant. Entre autres, des actions seront entreprises pour soutenir les différentes sections dans leur participation aux activités de la Région et consolider les liens établis avec Terre-Neuve-et-Labrador et les Territoires du Nord-Ouest.

SUIVI

La participation de la Section du Québec de l'APF à la 35^e Session de l'ARAM a permis de tisser des liens avec les représentants des autres parlements membres de la Région Amérique, ce qui s'avère fondamental pour l'émancipation, le développement et le rapprochement des communautés francophones en Amérique. De plus, la Section du Québec a eu l'occasion de prendre part aux échanges concernant la thématique annuelle.

La 36^e Session de l'ARAM aura lieu à Halifax, en Nouvelle-Écosse, à l'été 2020.

STATISTIQUES



DÉPENSES

M. FRANÇOIS PARADIS, PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC ET PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTES DE SECTION (CPS)

Transport	1 231,46 \$
Repas	223,50 \$
Hébergement	840,03 \$
Frais d'inscription	200,00 \$
Divers	51,90 \$

Sous-total	2 546,89 \$
------------	-------------

M^{ME} GENEVIÈVE HÉBERT (SAINT-FRANÇOIS), MEMBRE DE LA SECTION DU QUÉBEC DE L'APF

Transport ¹	1 847,29 \$
Repas	223,50 \$
Hébergement	840,03 \$
Frais d'inscription	200,00 \$
Divers	51,90 \$

Sous-total	3 162,72 \$
------------	-------------

M^{ME} ANNIE-CHRISTINE CYR, DIRECTRICE DE CABINET ADJOINTE DU PRÉSIDENT

Transport	1 309,48 \$
Repas	223,50 \$
Hébergement	840,03 \$
Frais d'inscription	200,00 \$
Divers	51,90 \$

Sous-total	2 624,91 \$
------------	-------------

¹ Des frais ont été occasionnés lors de l'achat des billets d'avion à la suite d'un changement de participant.

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE DE LA SECTION DU QUÉBEC DE L'APF

Transport	1 395,72 \$
Repas	223,50 \$
Hébergement	840,03 \$
Frais d'inscription	200,00 \$
Divers	51,90 \$

Sous-total	2 711,15 \$
------------	-------------

AUTRES FRAIS

Annulation billet d'avion	1 085,61 \$
Annulation inscription	0 \$
Interprétation	0 \$

Sous-total	1 085,61 \$
------------	-------------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	5 783,95 \$
Repas	894,00 \$
Hébergement	3 360,12 \$
Frais d'inscription	800,00 \$
Divers	207,60 \$
Autres frais	1 085,61 \$

TOTAL	12 131,28 \$
-------	--------------

Ce rapport a été approuvé par les participants.



SÉMINAIRES DE LA COMMISSION DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES ET DU RÉSEAU DES FEMMES DE L'APF

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Kigali, Rwanda
21 au 24 octobre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Maryse Gaudreault, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec et présidente du Réseau des femmes parlementaires francophones

CONTEXTE

La vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ), M^{me} Maryse Gaudreault, a été élue présidente du Réseau des femmes parlementaires francophones en juillet dernier. À ce titre, elle est appelée à prendre part à des séminaires de formation parlementaire sur les questions reliées au genre.

Le parlement rwandais avait sollicité cette formation sur les processus parlementaires et sur l'intégration de la perspective différenciée selon les sexes dans ses travaux.

Les frais reliés à la participation à ce séminaire ont été pris en charge par l'APF.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Faire rayonner le Québec et ses bonnes pratiques sur la scène internationale.

- Les quatre présentations de la députée sur les pratiques parlementaires au Québec ont permis de faire comprendre le fonctionnement de l'Assemblée dans son ensemble. Les participantes ont été particulièrement intéressées par la présentation sur la période de questions et de réponses orales, qui n'est pas une pratique existante au parlement rwandais. La présentation sur l'intégration de l'analyse différenciée entre les sexes a permis de présenter l'expérience québécoise de plus de 10 ans de mise en œuvre de cette méthode.

Favoriser le partage des expériences entre les participants et les conférenciers.

- Toutes les présentations ont été suivies de périodes d'échanges et de questions, auxquelles les participantes ont pris part avec dynamisme. Entre autres, la présentation de la députée sur le suivi des engagements internationaux en matière de condition féminine a mené à des discussions enrichissantes sur l'autonomisation économique des femmes.

Promouvoir l'APF et ses expertises auprès de ses membres

- La section du Rwanda a longtemps été inactive au sein de l'APF. Ce séminaire de renforcement des aptitudes a permis de faire valoir la capacité de l'APF à appuyer ses membres dans leurs besoins. Cela a donc démontré l'un des avantages d'être un membre actif de cette organisation internationale.

AUTRES

Cette activité a également été l'occasion de faire la promotion de l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones.

STATISTIQUES



SUIVIS

Un questionnaire d'évaluation du 2^e séminaire, administré par le Réseau des femmes, a été remis aux participantes et participants. Ils ont particulièrement apprécié la richesse des présentations, la qualité et l'expérience des conférenciers ainsi que les échanges d'expérience entre parlementaires. Ils ont recommandé qu'une prochaine édition approfondisse l'aspect pratique de l'analyse différenciée selon le genre. La note globale donnée au séminaire est de 8,2 sur 10.

Ce rapport a été approuvé par la participante.



WOMEN POLITICAL LEADERS GLOBAL FORUM (WPL)

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Reykjavik, Islande
18 au 20 novembre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Maryse Gaudreault, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec et présidente du Réseau des femmes parlementaires francophones

CONTEXTE

La vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ), M^{me} Maryse Gaudreault, a été élue présidente du Réseau des femmes parlementaires francophones en juillet dernier. À ce titre, elle est appelée à réaliser plusieurs missions à l'international, notamment lors d'événements où elle représente le Réseau.

Le Women Political Leaders Global Forum (WPL) est une organisation indépendante à but non lucratif qui se veut le réseau global des femmes politiques. Le WPL et ses sous-groupes organisent plusieurs activités par année, dont le sommet annuel où toutes les femmes politiques peuvent se réunir.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Promouvoir l'APF et ses expertises.

- La présidente du Réseau a fait la promotion des activités de celui-ci afin de recruter des nouvelles participantes. Elle a expliqué comment l'APF étudie certaines des mêmes thématiques qui ont été au programme de ce Forum. Elle a également présenté des activités de renforcement des capacités offertes aux parlements membres, dont les séminaires du Réseau.

Renforcer les connaissances sur les thématiques abordées lors du Forum.

- La députée a pris part à des conférences portant sur les thématiques d'actualité en matière de condition féminine. Elle a notamment participé à la conférence sur la violence basée sur le genre, les coûts de l'inaction et les opportunités d'agir. Elle a également assisté à la conférence sur le leadership au féminin, et les moyens de faire changer les préjugés de la société.

Faire rayonner le Québec et ses bonnes pratiques sur la scène internationale.

- Les échanges entre les participantes et les panelistes ont permis à la députée de présenter certaines initiatives québécoises. Lors des discussions entourant les conférences portant sur le leadership au féminin, la députée a fait mention de l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones, dont la 4^e édition se tiendra en 2020, et d'autres programmes mis en place au Québec afin de motiver les femmes à se lancer en politique ou à siéger sur les conseils d'administration.

Diversifier le réseau de contacts du Québec en matière de condition féminine.

- Le forum rassemble des centaines de participantes issues de nombreux pays, dont certains avec lesquels l'Assemblée nationale n'entretient pas encore de relations directe. Par exemple des représentantes de la Lituanie, du Pérou, du Liberia et de l'Australie étaient sur place. Il regroupe aussi des expertes issues de divers milieux, dont des entreprises comme Mastercard, Volkswagen et Coca-Cola.

STATISTIQUES



DÉPENSES

MARYSE GAUDREAU, VICE-PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC ET PRÉSIDENTE DU RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES FRANCOPHONES

Transport	800,40 \$
Repas	207,40 \$
Hébergement	500,48 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	138,92 \$
TOTAL*	1 647,20 \$

* Ce montant constitue la moitié des dépenses totales. L'APF a pris en charge l'autre moitié.

Ce rapport a été approuvé par la participante.



RÉUNION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Dakar (Sénégal)
27 au 30 janvier 2020

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec
- M^{me} Maryse Gaudreault, vice-présidente de l'ANQ et présidente du Réseau des femmes de l'APF
- M. Siegfried Peters, secrétaire général
- M^{me} Annie Christine Cyr, directrice de cabinet adjointe du président
- M. Daniel Cloutier, directeur de la Direction des relations interparlementaires et internationales et du protocole
- Conseillère en relations internationales

CONTEXTE

Le Bureau est l'organe exécutif de l'APF. Il se réunit deux fois par année, dont une fois en marge de la Session annuelle. Ses réunions sont l'occasion de faire le suivi des décisions de l'Assemblée plénière et de veiller à l'application des résolutions prises et des recommandations émises.

La Section du Québec détient deux postes au sein du Bureau : la vice-présidence de l'APF et la présidence du Réseau des femmes parlementaires francophones. Ces postes sont détenus respectivement par le président de l'ANQ, M. François Paradis, et la

vice-présidente de l'ANQ, M^{me} Maryse Gaudreault. Les parlementaires ont pu également tenir des rencontres bilatérales avec les présidents d'assemblée et autres parlementaires présents.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Maintenir les liens institutionnalisés avec les partenaires bilatéraux présents, dont l'Assemblée nationale française, l'Assemblée nationale du Sénégal, la Chambre des représentants du Royaume du Maroc, le Parlement de la fédération Wallonie-Bruxelles et le Sénat français.

- Rencontre avec le président Niasse (Sénégal): les discussions avec le président ont permis de relancer l'invitation à une délégation sénégalaise d'effectuer une première mission au Québec.
- Rencontre avec le vice-président Benjelloun (Maroc): les présidents ont convenu de quatre thématiques à être étudiées lors de la prochaine rencontre bilatérale qui se tiendra à Québec, dont la bonne gouvernance et l'autonomisation des femmes; les dates officielles demeurant à confirmer.
- Rencontre avec le président Demotte (Belgique) : les présidents ont discuté des dates de la prochaine rencontre bilatérale qui doit se tenir à Bruxelles à l'automne.
- Rencontre avec la secrétaire générale de l'Assemblée nationale, Mme Diallo (Sénégal) : les discussions avec la secrétaire générale ont permis de consolider le programme prévu dans le cadre du Programme international de formation parlementaire (PIFP) prévu en juin à Dakar.

Renforcer la collaboration avec les autres acteurs institutionnels québécois et canadiens.

- Rencontre avec l'ambassadeur du Canada au Sénégal : l'ambassadeur a été informé de la tenue de la 6^e édition du PIFP à Dakar, en juin prochain, et de la 4^e édition de l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires (lieu et dates à confirmer). Il a été sensibilisé à la difficulté d'obtenir des visas pour les participants aux activités de relations interparlementaires invités par le Québec et a assuré que le processus devrait être plus rapide. La rencontre a également permis d'être informés du contexte socio-politique actuel au Sénégal.
- Rencontre avec la Déléguée générale du Québec à Dakar : la Déléguée a exprimé le souhait que la diplomatie parlementaire et la diplomatie gouvernementale renforcent leur collaboration. Il a donc été question de partager les contacts développés et de maintenir des contacts fréquents. Le président a informé la déléguée de la tenue de la 6^e édition du PIFP à Dakar, en juin prochain, événement auquel le secrétaire général participera en tant que formateur. La Déléguée a également appris qu'une 4^e édition de l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones allait se tenir à l'automne prochain, afin qu'elle puisse en faire la promotion auprès d'éventuelles participantes sénégalaises.

Poursuivre les actions entreprises pendant la présidence de l'APF de la Section du Québec en faveur de la transparence et de l'amélioration de la gouvernance et de la performance organisationnelle de l'APF.

- Le président a effectué plusieurs interventions afin de rappeler l'importance pour le Québec de moderniser l'APF, notamment par la révision de ses statuts. Il a aussi proposé qu'une directive servant à déterminer les barèmes des per diem, des prix pour les chambres d'hôtel et des classes pour les billets d'avion soit mise en place.
- Il a rappelé l'importance de mettre en place des mécanismes d'évaluation et de suivi des programmes de coopération, tout comme la nécessité de réaliser des évaluations des besoins avec les partenaires locaux avant de créer les programmes. Il a assuré de l'entière collaboration de la section du Québec pour réaliser cette modernisation et améliorer l'efficacité et l'attractivité de l'APF.

Prendre part à l'**audition de l'administratrice de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)** et la questionner sur les actions de l'organisation.

- La question du président portait sur la transparence et la bonne gouvernance ainsi que sur la collaboration de l'OIF à la modernisation de l'APF. L'administratrice a assuré que l'OIF allait partager ses avancées avec les autres instances et être disponible pour faciliter la mise en place des changements. Elle a notamment informé les membres du Bureau qu'un projet de directive sur les déplacements professionnels était en cours de préparation pour l'OIF, qui pourra servir de référence pour un instrument similaire pour l'APF.
- La question de la présidente du Réseau concernait la collaboration entre l'OIF et l'APF sur les dossiers reliés à la condition féminine, sur le Sommet de Tunis ainsi que sur la nouvelle unité sur le genre de l'OIF. L'administratrice a assuré la présidente de l'entière collaboration entre les deux organisations afin d'atteindre leurs objectifs communs. Elle a d'ailleurs rappelé que la prochaine réunion de la Commission de la condition de la femme qui se tiendra à New-York serait une occasion de collaborer.

Présenter les différents projets de coopération interparlementaire de l'Assemblée nationale du Québec et s'assurer que l'APF poursuive ses contributions financières à l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones et au Programme international de formation parlementaire (PIFP).

- Les prévisions budgétaires réduisent de 10 000 euros la contribution au PIFP pour l'édition 2020, soit un tiers du budget prévu. Le président de la section du Québec a questionné le Secrétariat de l'APF à ce sujet. Les discussions ont permis de mettre en lumière la nécessité de mieux expliquer le processus de prise de décisions entourant l'octroi de subventions aux activités ou aux sections membres.
- La subvention à l'Atelier de leadership a été reconduite pour l'année-2020. Le président a également pris la parole afin de présenter ces deux programmes et d'inciter les sections à y inscrire des participantes et participants.

Obtenir un mandat clair du Bureau pour que la présidence du Réseau des femmes parlementaires élabore une politique de prévention contre le harcèlement au sein de l'APF, tel que stipulé dans le cadre stratégique 2019-2022 de l'organisation.

- La présidente du Réseau a informé les membres du Bureau que celui-ci souhaitait prendre en charge l'élaboration d'une politique contre le harcèlement. Elle a expliqué que l'adoption de cet instrument était visée pour juillet 2021, en présentant brièvement les différentes étapes envisagées. Elle a également mentionné que la prochaine réunion intersessionnelle du Réseau aura pour thème #pasdansmonparlement et visera à débiter les travaux entourant l'adoption de la politique. Les membres du Bureau ont approuvé cette proposition et n'ont pas émis de commentaires.

Maintenir le leadership de la Section du Québec en Francophonie institutionnelle.

- La présidente du Réseau s'est entretenue avec l'Administratrice de l'OIF, M^{me} Catherine Cano, et lui a fait part du projet de faire adopter une politique contre le harcèlement pour l'APF, qui pourrait être utilisée pour les autres instances de la Francophonie. Ce projet initié par le Québec pourra donc éventuellement mener à l'amélioration de toutes les institutions.
- Les interventions du président de l'Assemblée sur la transparence et la bonne gouvernance au sein de l'APF ont permis des échanges intéressants et ont fourni des pistes de réforme au fonctionnement actuel de l'organisation.

AUTRES RÉSULTATS

Le président a présenté le Face à face francophone, activité prévue le 20 mars 2020 afin de souligner la journée internationale de la Francophonie et le 50^e anniversaire de sa création cette année. Cet événement a intéressé les autres membres et démontré la capacité du Québec à mettre en place des activités novatrices et permettant au parlement de se rapprocher des citoyens et des jeunes.

STATISTIQUES



SUIVIS

La prochaine réunion du Bureau de l'APF aura lieu au Maroc, en juillet 2020, dans le cadre de la Session annuelle.

DÉPENSES

FRANÇOIS PARADIS, PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC (ANQ)

Transport (Édimbourg-Dakar-Québec) ¹	3 276,10\$
Repas	355,46\$
Hébergement	1 491,35\$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	160,75\$
Sous-total	5 283,66\$

MARYSE GAUDREAU, VICE-PRÉSIDENTE DE L'ANQ ET PRÉSIDENTE DU RÉSEAU DES FEMMES DE L'APF

Transport (Ottawa-Dakar-Ottawa) ²	7 049,72\$
Repas	275,89\$
Hébergement	1 229,25\$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	160,75\$
Sous-total	8 715,61\$

SIEGFRIED PETERS, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Transport (Édimbourg-Dakar-Québec) ¹	3 300,10 \$
Repas	355,46 \$
Hébergement	1 199,93 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	139,21 \$
Sous-total	4 884,70 \$

ANNIE-CHRISTINE CYR, DIRECTRICE ADJOINTE DU CABINET DU PRÉSIDENT

Transport (Édimbourg-Dakar-Québec) ¹	3 301,10 \$
Repas	355,46 \$
Hébergement	1 495,76 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	160,75 \$
Sous-total	5 313,07 \$

DANIEL CLOUTIER, CHEF DU PROTOCOLE ET DIRECTEUR DES
RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES ET DU
PROTOCOLE

Transport (Édimbourg-Dakar-Québec) ¹	3 388,97 \$
Repas	355,46 \$
Hébergement	1 389,77 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	160,75 \$
Sous-total	5 294,95 \$

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE ADJOINTE DE LA SECTION DU
QUÉBEC DE L'APF

Transport (Québec-Dakar-Québec)	1 805,45\$
Repas	397,98\$
Hébergement	1 394,18\$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	160,75\$
Sous-total	3 758,36\$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	22 121,44 \$
Repas	2 095,71 \$
Hébergement	8 200,24 \$
Divers	942,96 \$
TOTAL	33 360,35 \$

1 La portion Québec-Édimbourg est comprise dans le [rapport de la mission réalisée auprès du Parlement écossais du 22 au 25 janvier](#).

2 Les frais incluent le coût d'une modification de dernière minute à l'itinéraire pour des raisons de santé dans la famille de Mme Gaudreault.

Ce rapport a été approuvé par les participants.



13^E SESSION DU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL POUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES DE L'UNESCO

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)
Paris (France)
11 au 14 février 2020

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Christine Labrie (Sherbrooke), membre de la Section du Québec de l'APF et rapporteure à la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles de l'APF
- Conseiller en relations interparlementaires et internationales

CONTEXTE

L'APF participe aux sessions du Comité intergouvernemental sur la Convention de 2005 à titre d'observatrice et dispose, à ce titre, d'un droit de parole. La mise en œuvre de la Convention représente un enjeu prioritaire pour les parlementaires de la Francophonie. Ceux-ci et celles-ci ont joué un rôle déterminant dans le processus ayant mené à son adoption et son entrée en vigueur.

À titre de rapporteure à la CECAC, la députée a pour responsabilité d'effectuer les suivis en lien avec la Convention, sa promotion, sa mise en œuvre et ses défis.

Assister aux travaux du comité portant notamment sur le Fonds international pour la diversité culturelle, les divers rapports périodiques du comité, la mise en œuvre de la Convention dans l'environnement numérique, la mobilité des artistes et professionnels de la culture et le Forum des organisations de la société civile.

- La députée a assisté à toutes les séances du comité intergouvernemental. Elle en fera rapport à la CECAC dans le cadre de sa prochaine réunion qui aura lieu à Québec, en mai 2020.

Se familiariser avec les enjeux de la diversité des expressions culturelles et évaluer les prochaines étapes de l'engagement des parlementaires de la Francophonie dans le dossier, notamment en ce qui a trait à la diversité dans le contexte numérique.

- La représentante de l'APF a pris connaissance des principaux défis liés à la Convention signée en 2005. Parmi ceux-ci, notons sa mise en œuvre dans le contexte de l'émergence des plateformes culturelles numériques, les difficultés du FIDC à financer tous les projets culturels de qualité ainsi que le statut et la mobilité des artistes.

Faire état des actions entreprises par l'APF dans le dossier de la diversité des expressions culturelles et présenter les éléments du Cadre stratégique 2019-2022 de l'APF portant sur cette question, notamment les enjeux liés au numérique.

- La députée a pris la parole au nom des parlementaires de la Francophonie. Elle a proposé que le Secrétariat abaisse les frais de gestion associés au FIDC, afin que davantage de projets de qualité puissent en profiter. Par ailleurs, elle est intervenue en faveur d'efforts accrus des parties à l'égard du numérique, afin de donner un nouveau souffle à la convention. Elle a également appelé les États à adopter des normes communes pour répondre aux grandes plateformes internationales de diffusion numérique. Enfin, elle a plaidé en faveur d'une visibilité accrue des artistes locaux sur les plateformes de diffusion numériques.
- La députée a réitéré l'appui de l'APF à la Convention et à ses objectifs et a mentionné les efforts de l'organisation à en faire la promotion. Elle a rappelé que l'APF appelle tous les États parties à financer le FIDC à hauteur de l'équivalent de 1% de leur contribution à l'UNESCO.

Appuyer toute proposition répondant aux attentes et aux positions de l'APF concernant la mise en œuvre de la Convention.

- Au nom des parlementaires de la Francophonie, la parlementaire du Québec a appuyé l'intention du secrétariat d'offrir de l'assistance technique, afin de soutenir les États dans l'élaboration de leur feuille de route et dans la diffusion des meilleures pratiques en matière de diversité des expressions culturelles.

Affirmer le leadership de la Section du Québec de l'APF au sein de la Francophonie parlementaire en matière de diversité des expressions culturelles.

- La députée entend porter ce dossier à la CECAC, afin que cette dernière s'investisse davantage dans les nouveaux enjeux liés au numérique et recommande des actions concrètes à ses sections membres.
- La députée a pris connaissance du Guide de négociation des clauses culturelles dans les accords de commerce, lancé à l'occasion de cette activité, produit par la Chaire de l'Université Laval sur la diversité des expressions culturelles et financée par le Gouvernement du Québec. Elle entend en faire la promotion auprès des parlementaires de la Francophonie à l'occasion des prochaines rencontres organisées par l'APF
- La parlementaire québécoise s'est entretenue avec M. Bill Skolnik, coprésident de la Coalition pour la diversité des expressions culturelles (CDEC) et M^{me} Nathalie Guay, coordonnatrice générale de la CDEC et secrétaire générale de la Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle. Ceux-ci lui ont présenté le point de vue de la société civile sur cet important enjeu, tant au niveau international qu'aux échelles québécoise et canadienne.

AUTRES RÉSULTATS

La députée québécoise a rencontré le délégué du Québec à l'UNESCO, M. Michel Bonsaint. Ce dernier lui a présenté son mandat auprès de cet organe des Nations Unies, tout en démontrant l'importance de la contribution du Québec dans les discussions internationales portant sur la diversité des expressions culturelles.

La parlementaire du Québec a rencontré la députée française Mme Nicole de Peh pour discuter de son récent rapport d'information et de sa proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales.

Elle a également rencontré la députée française, Mme Sylvie Charrière afin de discuter du rapport de cette dernière sur l'obligation de formation des jeunes de 16 à 18 ans. Cette discussion guidera la députée québécoise pour la rédaction de son rapport portant sur le décrochage scolaire chez les garçons et les filles pour le compte de la CECAC.

La députée s'est entretenue avec la déléguée aux affaires francophones et multilatérales du Québec, Mme Claire Deronzier. Il a entre autres été question de l'engagement du Québec à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et des mandats de la délégation auprès de ces organisations. La parlementaire québécoise a présenté les objectifs de sa visite à l'UNESCO à l'occasion du Comité intergouvernemental sur la Convention de 2005.

La députée a rencontré le personnel du Secrétariat de l'APF, situé à Paris. Les discussions ont principalement porté sur les projets de cette organisation internationale et la tenue de la réunion de la CECAC à Québec ainsi que son contenu.

STATISTIQUES



SUIVIS

La prochaine rencontre de la CECAC devait avoir lieu à Québec, du 25 au 27 mai 2020. Les autorités administratives et politiques de l'ANQ sont en contact avec leurs homologues de l'APF pour la reprise de cette activité.

À l'occasion de cette rencontre, la députée présentera un rapport sur cette mission. Elle entend ouvrir la réflexion sur les divers aspects de la diversité des expressions culturelles et proposer des pistes d'action, notamment pour la coordination d'une réponse parlementaire à l'égard des géants du numérique.

DÉPENSES

MME CHRISTINE LABRIE, DÉPUTÉE SHERBROOKE, MEMBRE DE LA SECTION DU QUÉBEC DE L'APF ET RAPPORTEUSE À LA COMMISSION DE L'ÉDUCATION, DE LA COMMUNICATION ET DES AFFAIRES CULTURELLES DE L'APF

Transport	539,69 \$
Repas	385,62 \$
Hébergement	502,65 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	161,52 \$
Sous-total*	1 589,48 \$

CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	1 438,39 \$
Repas	842,39 \$
Hébergement	1062,70 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	323,05 \$
Sous-total	3 666,53 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	1978,08 \$
Repas	1 228,01 \$
Hébergement	1 565,35 \$
Frais d'inscription	0,00 \$
Divers	484,57 \$
TOTAL	5 256,01 \$

* Ce montant constitue la moitié des dépenses totales.
L'APF a pris en charge l'autre moitié.

Ce rapport a été approuvé par les participants.



57^E CONFÉRENCE RÉGIONALE CANADIENNE DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH (APC)

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Association parlementaire du Commonwealth (APC)
Halifax (Nouvelle-Écosse)
14 au 19 juillet 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M^{me} Chantal Soucy, vice-présidente de l'ANQ et représentante du Québec au réseau des Femmes parlementaires du Commonwealth – région canadienne
- M^{me} Maryline Picard (Soulanges), vice-présidente de la Section du Québec de l'APC
- M^{me} Lise Thériault (Anjou-Louis-Riel)
- M. François Arsenault, directeur général des affaires parlementaires
- M^{me} Annie-Christine Cyr, directrice adjointe au cabinet du président
- Secrétaire administrative de la section québécoise de l'APC

CONTEXTE

La Conférence régionale canadienne de l'APC a lieu annuellement selon une rotation prédéfinie entre les 14 sections membres (Chambre des communes, Sénat et assemblées législatives des provinces et territoires). La 57^e édition s'est déroulée sur cinq jours pendant lesquels huit séances thématiques de travail ont été organisées.

Le Conseil régional, organe dirigeant de la Région et composé des présidents et des chefs des 14 sections membres, a également tenu sa réunion dans le cadre de la Conférence régionale.

La section canadienne des Femmes parlementaires du Commonwealth (FPC) a profité de la tenue de cette conférence régionale pour tenir ses assises sous le thème « L'inclusion est plus qu'un mot à la mode! ». Le Comité directeur des FPC s'est également réuni.

Enfin, les FPC, en collaboration avec le Conseil consultatif sur la condition féminine de la Nouvelle-Écosse, ont tenu les 12 et 13 juillet l'édition 2019 de leur programme de sensibilisation. Le programme vise notamment à sensibiliser les communautés à la sous-représentation des femmes en politique et au déficit démocratique qui en résulte ainsi qu'à présenter des femmes parlementaires pouvant inspirer et motiver les femmes à s'engager dans la vie politique.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Assurer la présence active de l'ANQ au sein des instances de la Région canadienne de l'APC.

- La délégation québécoise a participé activement à toutes les activités organisées dans le cadre de la conférence : séances thématiques de travail, réunion du Conseil régional, réunion du Comité directeur des FPC, conférences thématiques des FPC, activités protocolaires organisées par la section hôte.
- Le président de l'ANQ a présidé l'une des séances de travail thématiques.
- Le président de l'ANQ a pris part à la réunion du Conseil régional.
- En tant que représentante de la section québécoise au sein des FPC, la vice-présidente de l'ANQ a participé, quelques jours avant la conférence, à la réunion du Comité directeur des FPC et au programme de sensibilisation des FPC.
- Deux députées de l'ANQ ont pris la parole comme panélistes dans le cadre des séances thématiques, permettant de partager l'expérience québécoise.

Renforcer les relations institutionnelles que maintient l'ANQ avec les assemblées législatives canadiennes fédérales, provinciales et territoriales.

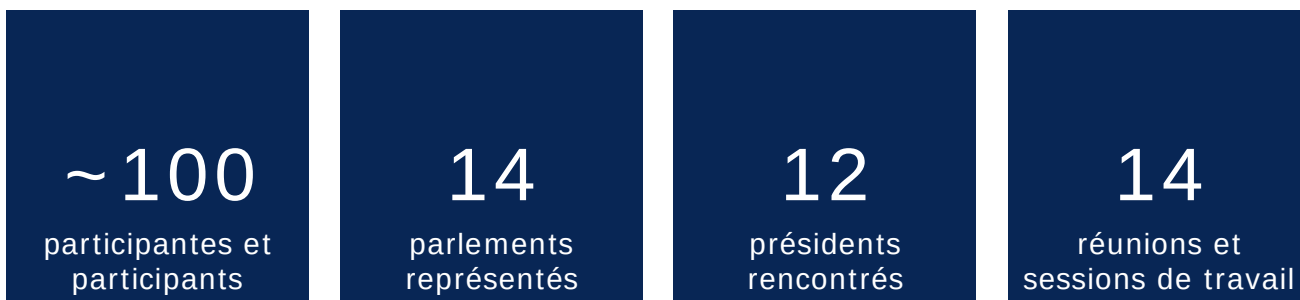
- Le président de l'ANQ a pu rencontrer pour la première fois l'ensemble des présidents des autres parlements canadiens dans le cadre du Dîner des Présidents, de la réunion du Conseil régional ainsi que de façon informelle lors des travaux.
- Les parlementaires ont échangé, de façon formelle et informelle, avec leurs homologues des autres parlements du Canada.
- Le président a pu consolider les relations bilatérales déjà en cours avec l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, l'Assemblée législative de Terre-Neuve-et-Labrador et l'Assemblée législative de l'Ontario.

AUTRES RÉSULTATS

Présentation et mise en valeur du nouveau pavillon d'accueil de l'ANQ par le président lors d'un déjeuner (présentation audiovisuelle).

Renforcer la présence du français lors de cette conférence canadienne, notamment par une prise de parole en français des membres de la délégation de l'ANQ lors des séances de travail et autres activités officielles.

STATISTIQUES



SUIVIS

La 58^e Conférence régionale canadienne de l'APC aura lieu à Toronto, à l'invitation de l'Assemblée législative de l'Ontario, du 18 au 24 juillet 2020.

La prochaine activité de la région canadienne de l'APC sera le Séminaire régional canadien. Il se tiendra à Victoria, à l'invitation de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, du 17 au 20 octobre 2019.

La prochaine activité internationale de l'APC sera la Conférence parlementaire du Commonwealth à Kampala (Ouganda), du 23 au 28 septembre 2019. À la suite de celle-ci, la section du Québec de l'APC occupera pour trois ans un poste au Conseil exécutif international de l'APC.

Le président a discuté avec les présidents des Assemblées législatives du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve-et-Labrador de la tenue de rencontres bilatérales d'ici la fin de l'année 2019.

DÉPENSES

M. FRANÇOIS PARADIS, PRÉSIDENT DE L'ANQ

Transport	863,14 \$
Repas	111,35 \$
Hébergement	1 108,50 \$
Frais d'inscription	350,00 \$
Divers	86,50 \$

Sous-total	2 519,49 \$
------------	-------------

M^{ME} CHANTAL SOUCY, VICE-PRÉSIDENTE DE L'ANQ ET REPRÉSENTANTE DU QUÉBEC AU RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES DU COMMONWEALTH – RÉGION CANADIENNE

Transport	887,97 \$
Repas	233,15 \$
Hébergement	1 551,90 \$
Frais d'inscription	350,00 \$
Divers	121,10 \$

Sous-total	3 144,12 \$
------------	-------------

M^{ME} MARYLINE PICARD (SOULANGES), VICE-PRÉSIDENTE DE LA SECTION QUÉBÉCOISE DE L'APC

Transport	816,61 \$
Repas	131,85 \$
Hébergement	1 330,20 \$
Frais d'inscription	350,00 \$
Divers	103,80 \$

Sous-total	2 732,46 \$
------------	-------------

M^{ME} LISE THÉRIAULT (ANJOU-LOUIS-RIEL)

Transport	984,04 \$
Repas	131,85 \$
Hébergement	1 330,20 \$
Frais d'inscription	350,00 \$
Divers	103,80 \$

Sous-total	2 899,89 \$
------------	-------------

M. FRANÇOIS ARSENAULT, DIRECTEUR GÉNÉRAL DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES

Transport	965,49 \$
Repas	162,00 \$
Hébergement	1 108,50 \$
Frais d'inscription	350,00 \$
Divers	86,50 \$

Sous-total	2 672,49 \$
------------	-------------

M^{ME} ANNIE-CHRISTINE CYR, DIRECTRICE ADJOINTE AU CABINET DU PRÉSIDENT

Transport	906,44 \$
Repas	162,00 \$
Hébergement	1 108,50 \$
Frais d'inscription	350,00 \$
Divers	86,50 \$

Sous-total	2 613,44 \$
------------	-------------

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE DE LA SECTION QUÉBÉCOISE DE L'APC

Transport	968,30 \$
Repas	395,15 \$
Hébergement	1 995,30 \$
Frais d'inscription	350,00 \$
Divers	155,70 \$

Sous-total	3 864,45 \$
------------	-------------

AUTRES FRAIS

Annulation billet d'avion	0 \$
Annulation inscription	0 \$
Interprétation	0 \$

Sous-total	0 \$
------------	------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	6 391,99 \$
Repas	1 327,35 \$
Hébergement	9 533,10 \$
Frais d'inscription	2 450,00 \$
Divers	743,90 \$
Autres frais	

TOTAL	20 446,34 \$
-------	--------------

Ce rapport a été approuvé par les participants.



64^E CONFÉRENCE PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Association parlementaire du Commonwealth – Conférence parlementaire
Kampala (Ouganda)
22 au 28 septembre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Maryse Gaudreault, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et membre suppléante du Comité exécutif de l'APC
- M^{me} Maryline Picard (Soulanges), vice-présidente de la Section du Québec de l'APC
- M^{me} Christine St-Pierre (Acadie)
- Conseiller en relations interparlementaires et internationales

CONTEXTE

La 64^e édition de la Conférence parlementaire du Commonwealth se tenait à Kampala, en Ouganda, du 22 au 28 septembre 2019. Celle-ci avait pour thème « Adaptation, engagement and evolution of parliaments in a rapidly changing Commonwealth ». En plus des réunions statutaires de l'organisation, une dizaine de sessions de travail thématiques s'y sont tenues.

La 6^e Conférence triennale des Femmes parlementaires du Commonwealth, l'Assemblée générale de l'APC, la réunion du Comité exécutif de l'APC ainsi que la réunion de l'association des greffiers étaient également organisées dans le cadre de la 64^e Conférence parlementaire du Commonwealth

L'APC a entamé, au cours des dernières années, une vaste réflexion quant à sa gouvernance. À cet effet, l'Assemblée nationale du Québec a été invitée à participer aux travaux du comité spécial de l'APC formé pour étudier cette question.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Assurer une présence active de l'ANQ au sein des instances internationales de l'APC.

- Des représentantes de l'Assemblée nationale du Québec ont participé à tous les travaux de cette conférence, incluant la conférence des femmes parlementaires du Commonwealth, le comité sur la gouvernance, le comité exécutif ainsi que les différentes sessions thématiques portant notamment sur les changements climatiques, les innovations scientifiques et technologiques dans les travaux parlementaires et le harcèlement sexuel au sein des parlements.

Présider la séance de travail sur le thème « Post Legislative Scrutiny (PLS) : A Dimension of the Oversight Function of Parliament. How is this Represented Within Different Political System? » ainsi que celle portant sur « The Role of Parliament in the Doctrine of Separation of Powers : Enhancing Transparency and Accountability ».

- Deux parlementaires québécoises ont présidé les séances de travail susmentionnées. Celles-ci se sont soldées par l'adoption de recommandations à l'endroit des assemblées législatives du Commonwealth. Les recommandations sont disponibles dans le [communiqué final](#) de la Conférence.

Siéger comme membre suppléant au Comité exécutif de l'APC, en raison de l'absence du représentant de la Nouvelle-Écosse.

- La vice-présidente a pris part à la réunion du comité exécutif de l'APC ayant eu lieu à huis clos, les 24 et 25 septembre.
- Tel qu'entériné par l'assemblée générale du 28 septembre, l'ANQ occupe officiellement un siège au comité exécutif de l'APC, et ce, pour une période de trois ans.
- Les représentantes et représentants canadiens au comité exécutif ont confirmé la tenue de la prochaine Conférence parlementaire du Commonwealth à Halifax, en Nouvelle-Écosse, du 12 au 18 janvier 2021.

Participer aux travaux de la Conférence des Femmes parlementaires du Commonwealth, aux différentes séances thématiques et à l'Assemblée générale.

- Les parlementaires québécoises ont pris part aux travaux de la 6^e Conférence des Femmes parlementaires du Commonwealth s'étant déroulés les 23 et 24 septembre. Les ateliers portaient, entre autres, sur les avancées effectuées et les objectifs à atteindre quant à la participation des femmes à titre de parlementaires, sur l'intimidation et le harcèlement au sein des parlements, sur la promotion des femmes parlementaires dans les postes de leadership et sur le mentorat aux nouvelles parlementaires.
- Elles ont également pris part à l'assemblée générale des Femmes parlementaires du Commonwealth, au cours de laquelle la députée Shandana Gulzar Khan, de l'Assemblée nationale du Pakistan, a été élue à titre de présidente du réseau.

Favoriser les liens entre le Réseau des femmes parlementaires du Commonwealth et le Réseau des femmes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) dont la présidence est actuellement assurée par l'ANQ.

- La vice-présidente de l'Assemblée nationale, qui est également présidente du Réseau des femmes parlementaires de la Francophonie, a eu un entretien privé avec M^{me} Khan. Ces dernières ont convenu d'augmenter les collaborations entre les deux réseaux, dont la lutte à l'intimidation et au harcèlement à l'intérieur des parlements.

Représenter la région canadienne à la réunion du groupe de travail sur la gouvernance, mis sur pied par le Comité exécutif.

- La vice-présidente de l'ANQ a assisté à cette réunion. Ses connaissances de la structure de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'avéreront utiles à l'APC, puisque cette dernière organisation souhaite s'inspirer du statut constitutif de l'APF dans le cadre de la refonte de ses documents constitutifs.

Rencontrer les homologues des autres parlements du Commonwealth et renforcer les relations interparlementaires de l'ANQ.

- Les députées québécoises ont pu renforcer les liens de l'ANQ avec les institutions législatives canadiennes, de même qu'avec des parlementaires de diverses régions du monde, dont l'Asie, l'Afrique et les îles britanniques.
- Elles ont par ailleurs pu prendre la mesure de plusieurs enjeux internationaux touchant les États membres du Commonwealth, notamment les conditions socio-économiques des filles et des femmes, la lutte à la pauvreté et certains conflits armés ou politiques.

AUTRES RÉSULTATS

La vice-présidente de l'Assemblée nationale a participé à un dîner officiel chez le président de la République de l'Ouganda, M. Yoweri Museveni.

Des parlementaires de la délégation québécoise ont visité le Parlement du Royaume du Buganda, région englobant la capitale du pays, Kampala. Elles ont eu l'occasion d'y rencontrer le premier ministre du Royaume, M. Charles Peter Mayiga.

Les parlementaires québécoises ont pris connaissance du document « Recommended Benchmarks for Codes of Conduct applying to Members of Parliaments », lancé à l'occasion de cette Conférence parlementaire du Commonwealth.

STATISTIQUES



SUIVIS

Une correspondance de la présidente du Réseau des femmes parlementaires de la Francophonie à la présidente des Femmes parlementaires du Commonwealth en vue de développer des projets communs aux deux organisations a été envoyée.

La *Politique relative à la prévention et à la gestion des situations de harcèlement au travail* de l'Assemblée nationale est parvenue aux autorités politiques et administratives de l'APC et de son réseau des femmes afin que celle-ci puisse circuler au sein des parlements membres.

DÉPENSES

M^{ME} MARYSE GAUDREAU, VICE-PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC (ANQ) ET MEMBRE SUPPLÉANTE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'APC

Transport ¹	279,00 \$
Repas	147,25 \$
Hébergement	1 549,38 \$
Frais d'inscription ²	0 \$
Divers	209,29 \$

Sous-total	2 184,92 \$
------------	-------------

M^{ME} MARYLINE PICARD (SOULANGES), VICE-PRÉSIDENTE DE LA SECTION DU QUÉBEC DE L'APC

Transport	8 727,27 \$
Repas	176,70 \$
Hébergement	1 357,32 \$
Frais d'inscription ³	0 \$
Divers	228,85 \$

Sous-total	10 490,14 \$
------------	--------------

M^{ME} CHRISTINE ST PIERRE (ACADIE)

Transport	7 747,45 \$
Repas	176,70 \$
Hébergement	1 357,32 \$
Frais d'inscription	1 986,98 \$
Divers	304,37 \$

Sous-total	11 572,82 \$
------------	--------------

CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	9 468,88 \$
Repas	176,70 \$
Hébergement	1 517,83 \$
Frais d'inscription	1 986,98 \$
Divers	431,82 \$
Sous-total	13 582,21 \$

AUTRES FRAIS

Annulation billet d'avion	0 \$
Annulation inscription	0 \$
Interprétation	0 \$
Visa	140,03 \$
Sous-total	140,03 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	26 222,60 \$
Repas	677,35 \$
Hébergement	5 781,85 \$
Frais d'inscription	3 973,96 \$
Divers	1 174,33 \$
Autres frais	140,03 \$
TOTAL	37 970,12 \$

¹ Le coût du billet d'avion a été pris en charge par l'organisation hôte.

² Les frais d'inscription ont été pris en charge par l'organisation hôte.

³ Les frais d'inscription ont été pris en charge par l'organisation hôte.

Ce rapport a été approuvé par les participants.



41^e COLLOQUE RÉGIONAL CANADIEN DE L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH (APC)

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Association parlementaire du Commonwealth (APC)
Victoria (Colombie-Britannique)
17 au 20 octobre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Chantal Soucy, vice-présidente de l'Assemblée nationale, représentante de la Section du Québec au Réseau des femmes parlementaires du Commonwealth
- M^{me} Marie-Claude Nichols (Vaudreuil)
- Secrétaire administratif adjoint de la Section du Québec de l'APC

CONTEXTE

L'Assemblée nationale du Québec (ANQ) est l'une des 180 sections membres de l'APC, laquelle rassemble les parlements d'États unitaires, fédéraux et fédérés provenant des pays qui forment le Commonwealth. Ces parlements sont regroupés en neuf régions géographiques, dont la région canadienne.

Chaque année, une des 14 sections de la région canadienne de l'APC organise un colloque parlementaire, lors duquel toutes les sections sont invitées à participer à des séances de travail portant sur des thèmes préalablement soumis.

Pour cette édition, les thèmes à l'étude étaient :

1. Les langues autochtones
2. Les relations et les stratégies interparlementaires : perspectives d'avenir et meilleures pratiques
3. Faire bouger les choses – réformer la culture du Parlement
4. Renforcer les institutions démocratiques
5. L'accès à l'information et la divulgation : accroître la transparence du Parlement
6. Les politiques pour un milieu de travail respectueux : le bilan – défis et succès au sein des institutions parlementaires

Effectuer des échanges de bonnes pratiques avec les parlementaires présents et perfectionner les connaissances des participantes sur les thèmes à l'étude.

- Les élues québécoises ont fait chacune une présentation sur des thèmes d'expertise de l'ANQ, soit les relations et les stratégies interparlementaires et l'accès à l'information et la divulgation.
- Les présentations et les échanges portant sur les autres thématiques ont renforcé les connaissances des députées québécoises sur ces enjeux d'actualité, notamment les langues autochtones le renforcement des institutions démocratiques.
- La délégation de l'ANQ a visité la base des Forces canadiennes d'Esquimalt et a été informée des enjeux sécuritaires majeurs auxquels le Canada fait face.

Renforcer les relations institutionnelles que maintient l'ANQ avec les assemblées législatives canadiennes fédérale, provinciales et territoriales.

- Les députées ont tissé des liens avec leurs homologues des autres parlements canadiens et élargir leurs réseaux de contacts ainsi que celui de l'ANQ.
- Les membres de la délégation de l'ANQ ont discuté de l'organisation de rencontres futures avec leurs homologues de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve-et-Labrador, avec lesquelles l'ANQ a signé des ententes bilatérales de collaboration.

Assurer la présence active de l'ANQ au sein des instances de la Région canadienne de l'APC.

- Les députées ont activement participé aux séances de travail et aux activités de réseautage, assurant la bonne représentation de l'ANQ.

STATISTIQUES



SUIVIS

La 58^e Conférence régionale canadienne de l'APC aura lieu à Toronto, à l'invitation de l'Assemblée législative de l'Ontario, du 18 au 24 juillet 2020.

Confirmer, avec les présidents des assemblées législatives du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve-et-Labrador, la tenue de rencontres bilatérales au cours des prochains mois.

DÉPENSES

MME CHANTAL SOUCY, VICE-PRÉSIDENTE DE L'ANQ, REPRÉSENTANTE DU LA SECTION DU QUÉBEC AU RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES DU COMMONWEALTH

Transport	1 293,55 \$
Repas	166,85 \$
Hébergement	488,55 \$
Frais d'inscription	300,00 \$
Divers	51,90 \$
Sous-total	2 300,85 \$

MME MARIE-CLAUDE NICHOLS (VAUDREUIL)

Transport	1 111,41 \$
Repas	132,45 \$
Hébergement	488,55 \$
Frais d'inscription	300,00 \$
Divers	51,90 \$
Sous-total	2 084,31 \$

CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	1 570,71 \$
Repas	132,45 \$
Hébergement	488,55 \$
Frais d'inscription	300,00 \$
Divers	51,90 \$
Sous-total	2 543,61 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	3 975,67 \$
Repas	431,75 \$
Hébergement	1 465,65 \$
Frais d'inscription	900,00 \$
Divers	155,70 \$
Autres frais	0 \$
TOTAL	6 928,77 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants



37^e CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS D'ASSEMBLÉE DU CANADA

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Section du Québec de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)
Halifax, Nouvelle-Écosse
23 au 26 janvier 2020

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Chantal Soucy, deuxième vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) et membre de la Section du Québec de l'APC
- M. François Arsenault, directeur général des affaires parlementaires

CONTEXTE

La Conférence des présidents d'assemblée du Canada se réunit une fois par année à la fin janvier.

Cette activité réunit les présidences des assemblées législatives canadiennes. Elle vise à les informer des récents enjeux touchants les assemblées législatives du Canada ainsi que des décisions qui y sont prises et qui sont susceptibles de les intéresser.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Faire une présentation sur la transparence à l'ANQ et prendre part aux discussions qui s'en suivent.

- La vice-présidente a présenté comment l'ANQ s'adapte aux nouvelles réalités liées à la transparence et à l'accès à l'information. Elle a notamment fait

état des récentes mesures visant à rendre publics les rapports des activités interparlementaires et à produire un rapport annuel de toutes les activités et dépenses des relations interparlementaires et internationales. Ces mesures prévoient également la publication de rapports de dépenses des députés qui incluront : la masse salariale du député ou de la députée, les frais de logement dans la capitale, les frais de déplacement du parlementaire, les frais de déplacement de son personnel et le budget de fonctionnement du local de circonscription. Finalement, certains documents émanant du Bureau de l'ANQ seront aussi rendus publics, tels que l'ordre du jour, les décisions et les règlements adoptés, ainsi que les documents relatifs à la reddition de compte.

Prendre part à la table ronde concernant les initiatives prises par les présidents et présidentes dans les Assemblées du Canada et présenter la nouvelle expérience visiteur de l'ANQ.

- La vice-présidente a présenté la nouvelle expérience visiteur de l'ANQ, conçue dans la foulée de la construction du nouveau pavillon d'accueil. Celle-ci a pour objectif de créer une véritable maison citoyenne afin de favoriser l'échange et le dialogue avec la population. Il a notamment été question de la mise en place d'une riche programmation citoyenne ainsi que du nouveau projet de Parlement numérique.

Assister à la réunion de l'Association canadienne des présidents.

- La vice-présidente a assisté à cette réunion qui se tient à huis clos.

Se familiariser avec l'APC et consolider le réseau de contacts de l'ANQ auprès des présidences des assemblées législatives canadiennes.

- La conférence a permis à la délégation québécoise de développer son réseau de contacts auprès des représentants et représentantes des assemblées législatives du Canada, ainsi que de rencontrer les présidents nouvellement élus, notamment le nouveau président de la Chambre des communes du Canada, M. Anthony Rota.

AUTRES RÉSULTATS

La délégation québécoise a eu l'occasion de s'enquérir de l'actualité et des plus récents développements en matière de pratiques parlementaires prévalant dans les différentes assemblées législatives canadiennes, notamment les défis d'un nouveau président ou d'une nouvelle présidente, la présidence dans le cadre d'un gouvernement minoritaire, comment mieux faire connaître au public ce que fait un parlement, la transparence des comités de gestion interne, l'approbation des budgets des personnes désignées par les assemblées et la sécurité dans les assemblées.

Finalement, la présence de la vice-présidente de l'ANQ à Halifax a permis de s'entretenir avec les présidents de neuf assemblées législatives canadiennes.

STATISTIQUES

37

Participant·es et
participants

14

Parlements

9

Présidents

2

Présentations
effectuées

DÉPENSES

CHANTAL SOUCY, DEUXIÈME VICE-PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC (ANQ) ET MEMBRE DE LA SECTION DU QUÉBEC DE L'APC

Transport	721,64 \$
Repas	40,95 \$
Hébergement	510,24 \$
Frais d'inscription	350,00 \$
Divers	51,90 \$
Sous-total	1 674,73 \$

FRANÇOIS ARSENAULT, DIRECTEUR GÉNÉRAL DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES

Transport	831,52 \$
Repas	61,30 \$
Hébergement	510,24 \$
Frais d'inscription	350,00 \$
Divers	51,90 \$
Sous-total	1 804,96 \$

AUTRES FRAIS

Annulation billet d'avion	0 \$
Annulation inscription	350,00 \$
Interprétation	0 \$
Sous-total	350,00 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	1 553,16 \$
Repas	102,25 \$
Hébergement	1 020,48 \$
Divers	700,00 \$
Autres frais	103,80 \$
TOTAL	3 829,69 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



VISITE DU DIRECTEUR ADJOINT DE L'*EASTERN REGIONAL CONFERENCE* (ERC) DU *COUNCIL OF STATE GOVERNMENTS* (CSG), M. DAVID BIETTE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)
Québec, Québec
6 juin 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Carlos Leitão, député de Robert-Baldwin, vice-président de la DANREU et représentant de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) à la Commission des relations internationales du CSG et membre du comité exécutif de l'ERC
- M. Gilles Bélanger, député de Orford, représentant de l'ANQ au Comité exécutif du CSG et de l'ERC
- M. Sylvain Lévesque, député de Chauveau, représentant de l'ANQ à l'ERC/CSG
- M. Sylvain Gaudreault, député de Jonquière, représentant de l'ANQ à la Commission des ressources naturelles et des infrastructures de la NCSL, représentant de l'ANQ au sein des groupes de travail sur les relations internationales et sur l'approvisionnement énergétique.
- M. Guy Ouellette, député de Chomedey
- Secrétaire administratif adjoint de la DANREU
- Conseiller en relations internationales

DÉLÉGATION ÉTRANGÈRE

- M. David Biette, directeur exécutif adjoint de l'*Eastern Regional Conference (ERC) du Council of State Governments (CSG)*

CONTEXTE

Le directeur exécutif adjoint de l'ERC du CSG, M. David Biette, était de passage à Québec du 3 au 7 juin 2019. Il est de coutume qu'un membre de la direction de l'ERC fasse une tournée des capitales de la région afin de présenter l'organisation auprès des parlementaires et d'échanger sur divers enjeux.

Comme la présente législature ne fait que commencer et que les sections et délégations viennent tout juste d'être formées, il apparaissait intéressant de saisir cette occasion pour présenter l'ERC aux nouveaux membres de la DANRÉU, notamment à ceux qui occupent des postes de responsabilité au sein des instances de l'ERC.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Échanger sur le fonctionnement et **les objectifs de l'ERC**

- Les parlementaires québécois ont pu bénéficier des connaissances de M. Biette sur l'ERC, particulièrement en ce qui a trait à son fonctionnement et ses objectifs.

Partager de l'information sur la relation entre le Québec et les États-Unis, notamment avec les États du nord-est américain

- Les parlementaires québécois ont pu faire valoir les intérêts du Québec dans le cadre de la relation Québec-États-Unis. Ils ont aussi échangé sur les principaux enjeux économiques, politiques et environnementaux de la relation.
- Les parlementaires québécois ont également réitéré l'importance de la relation du Québec avec les États de l'est des États-Unis.

Échanger sur l'actualité politique et parlementaire au Québec et aux États-Unis

- Les parlementaires québécois ont pu échanger sur l'actualité politique aux États-Unis, notamment sur la **campagne d'investiture démocrate**, les tarifs **sur l'acier et l'aluminium** ainsi que le rapport Mueller.

STATISTIQUES



SUIVIS

Des parlementaires québécois prendront part à la 59^e Assemblée annuelle de l'ERC qui aura lieu à Pittsburgh, PA, du 27 au 31 juillet 2019.

DÉPENSES

Transport	0 \$
Repas	417,40 \$
Hébergement	0 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	0 \$
Total	417,40\$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRÉU)
Madison, Wisconsin
7 et 8 juin 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Mathieu Lemay (Masson), vice-président de la DANRÉU
- Secrétaire administratif de la DANRÉU

CONTEXTE

En mars 2018, l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) a organisé, en partenariat avec la National Conference of State Legislatures (NCSL), la Conférence interparlementaire sur le libre-échange (CILE), qui a accueilli plus de 150 participants et participantes des États-Unis, du Mexique et du Canada. Les séances de travail ont porté sur la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et sur le rôle des parlementaires des États fédérés dans ce dossier.

Un an plus tard, le président élu de la NCSL et président de l'Assemblée législative de l'État du Wisconsin, M. Robin Vos, effectuait une visite à l'ANQ afin de rencontrer le nouveau président de l'institution, M. François Paradis, ainsi que les parlementaires membres du comité directeur de la DANRÉU.

Le groupe de travail de la NCSL portant sur l'agriculture a profité de la tenue de la réunion du comité exécutif de cette organisation à Madison pour se réunir. Il était prévu que le parlementaire québécois, également président de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (CAPERN) de l'ANQ, assiste au programme de ce groupe de travail.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Confirmer et annoncer la tenue d'une réunion du comité exécutif de la NCSL à Québec, au printemps 2020. Débuter les discussions afin qu'un ou plusieurs groupes de travail ou commissions de cette organisation profitent de l'occasion pour se réunir à Québec.

- La présidente de la NCSL, la sénatrice Toi Huntchinson a annoncé la tenue de la réunion du comité exécutif de la NCSL à Québec, les 5 et 6 juin 2020.
- Par ailleurs, des discussions ont débuté afin que l'ANQ accueille le Symposium des leaders législatifs de la NCSL en septembre 2021.

Faire valoir les intérêts et thèmes prioritaires du Québec en prévision de la prochaine assemblée annuelle de la NCSL qui aura lieu à Nashville, Tennessee, au mois d'août 2019.

- Le député québécois a accepté d'agir à titre de panéliste dans le cadre d'un atelier sur les échanges commerciaux nord-américains qui se tiendra à l'occasion du Sommet législatif de la NCSL qui aura lieu à Nashville, du 4 au 8 août 2019.

Assister aux travaux du Groupe de travail sur l'agriculture. Y faire valoir les intérêts québécois, notamment en matière de gestion de l'offre dans l'industrie laitière.

- La délégation québécoise a participé à la journée de visites de terrains du groupe de travail. À cette occasion, il a visité deux fermes laitières et une fromagerie. Ces visites ont permis au député de prendre la pleine mesure des défis auxquels les producteurs laitiers des États-Unis et du Wisconsin doivent faire face. Il a également discuté du système québécois de gestion de l'offre avec ses collègues américains.
- Le député a pris part aux réunions du groupe de travail sur l'agriculture au cours desquelles il a été question de l'état de l'économie agricole, de la légalisation du chanvre et des politiques nationales et étatiques du lait aux États-Unis et au Wisconsin.

Faire connaître les principaux mandats en cours à la CAPERN aux membres du Groupe de travail sur l'agriculture et s'enquérir des principaux dossiers agricoles touchant le Wisconsin et les États-Unis, notamment en matière de commerce.

- Le député a expliqué plusieurs des mandats actuels de la CAPERN avec ses collègues parlementaires américains, notamment le mandat d'initiative portant sur les pesticides.

Prendre une part active aux réunions du comité exécutif et de ses sous-comités.

- La délégation québécoise a pris part à la réunion du comité exécutif ainsi qu'aux réunions de ses sous-comités de la NCSL, notamment la réunion sur l'assemblée annuelle et la réunion du sous-comité sur les relations et les communications avec les membres. Elle a ainsi pu prendre connaissance des budgets de l'organisation, ainsi que des programmes et thèmes d'études à venir de la NCSL.

STATISTIQUES



SUIVIS

La prochaine réunion du comité exécutif de la NCSL aura lieu à l'occasion du Sommet législatif qui se tiendra à Nashville, du 4 au 8 août prochain.

Procéder à des discussions avec les autorités politiques et administratives de la NCSL afin de déterminer quel groupe de travail du comité exécutif profitera de cette dernière instance pour se réunir à Québec en juin 2020.

Communiquer les informations recueillies dans le cadre des rencontres du Groupe de travail sur l'agriculture aux autres membres de la CAPERN.

DÉPENSES

MATHIEU LEMAY, VICE-PRÉSIDENT DE LA DANRÉU

Transport	1 407,62 \$
Repas	214,99 \$
Hébergement	967,14 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	71,28 \$

Sous-total	2 661,03 \$
------------	-------------

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF DE LA DANRÉU

Transport	1 026,37 \$
Repas	214,99 \$
Hébergement	985,83 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	71,28 \$

Sous-total	2 298,47 \$
------------	-------------

AUTRES FRAIS

Annulation billet d'avion	0 \$
Annulation inscription	0 \$
Interprétation	0 \$

Sous-total	0 \$
------------	------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	2 433,99 \$
Repas	429,98 \$
Hébergement	1 952,97 \$
Divers	142,56 \$
Autres frais	0 \$

TOTAL	4 959,50 \$
-------	-------------

Ce rapport a été approuvé par les participants.



SYMPOSIUM DES LEADERS PARLEMENTAIRES DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRÉU)
Snoqualmie, Washington
24 au 26 juin 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Chantal Soucy, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec
- Conseiller en relations interparlementaires et internationales

CONTEXTE

Le Symposium des leaders législatifs est une occasion pour les présidents des sénats et des chambres des représentants des États américains, ainsi que pour les leaders parlementaires des majorités et minorités, de se rencontrer et d'échanger sur les principaux enjeux auxquels ils font face. Le Symposium leur permet également d'être en contact direct avec des intervenants haut placés des pouvoirs législatif et exécutif au niveau fédéral.

En juin 2020, l'Assemblée nationale accueillera une rencontre du comité exécutif de la NCSL. Des discussions ont également été entamées afin qu'elle accueille un Symposium de leaders législatifs en septembre 2021.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Participer à un **échange de bonnes pratiques** en milieu législatif avec les experts de la NCSL, leurs conférenciers et les législateurs présents.

- La vice-présidente de l'ANQ a assisté à plusieurs conférences sur le thème de la gestion du **risque dans le contexte législatif**, et a partagé ses expériences à ce sujet avec ses homologues américains.

Approfondir l'étude de certains **enjeux d'intérêt commun** afin de proposer des solutions appropriées qui tiennent compte des réalités de part et d'autre de la frontière.

- La vice-présidente a pu aborder, avec plusieurs législateurs des sujets concernant les États américains et les provinces canadiennes, entre autres la **légalisation du cannabis**, la **sécurité aux frontières** et le **libre-échange**.

Renforcer les **liens de collaboration** avec des parlementaires et partenaires américains de haut niveau afin de promouvoir les intérêts du Québec au sein de ce pays.

- La vice-présidente a pu échanger avec **une vingtaine de leaders législatifs provenant d'une douzaine d'États américains**, et faire valoir auprès d'eux les intérêts du Québec, entre autres dans le cadre du processus de ratification du nouvel Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM).

AUTRES RÉSULTATS

Convier les législateurs présents à participer aux **prochaines activités de la NCSL à Québec**.

- La vice-présidente a invité les législateurs concernés à la rencontre du **comité exécutif de juin 2020**, et a réitéré auprès des autorités de la NCSL l'intérêt de l'Assemblée nationale d'accueillir le **Symposium de leaders en septembre 2021**.

S'enquérir de la **situation politique américaine** alors que débutent les primaires démocrates et la campagne électorale en prévision de l'élection présidentielle de novembre 2020.

- La vice-présidente a pu prendre le pouls de la situation politique aux États-Unis en échangeant avec ses homologues sur ce sujet.

STATISTIQUES

18

parlementaires
présents

13

parlements
représentés

SUIVIS

L'Assemblée annuelle et la prochaine rencontre du comité exécutif de la NCSL auront lieu à Nashville, Tennessee, du 4 au 8 août prochain. Le prochain Symposium des leaders aura lieu du 8 au 12 septembre 2019 à Milan, Italie.

Procéder à des discussions avec les autorités politiques et administratives de la NCSL afin de confirmer la tenue d'un Symposium de leaders législatifs à Québec en septembre 2021.

DÉPENSES

M^{ME} CHANTAL SOUCY, VICE-PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Transport	1 670,81 \$
Repas	242,45 \$
Hébergement*	0 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	95,58 \$

Sous-total	2 008,84 \$
-------------------	--------------------

CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	1 842,40 \$
Repas	244,45 \$
Hébergement*	0 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	71,40 \$

Sous-total	2 158,25 \$
-------------------	--------------------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	3 513,21 \$
Repas	486,90 \$
Hébergement*	0 \$
Divers	166,98 \$

TOTAL	4 167,09 \$
--------------	--------------------

*Hébergement pris en charge par la NCSL.

Ce rapport a été approuvé par les participants.



LEGISLATIVE ENERGY HORIZON INSTITUTE - ATELIER 1

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRÉU)
Richland (Washington)
5 au 9 juillet 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Sylvain Lévesque (Chauveau)

CONTEXTE

Organisée par la National Conference of State Legislatures (NCSL) et l'Université de l'Idaho, cette activité vise la formation des députés intéressés aux questions énergétiques en Amérique du Nord. Le Département de l'énergie des États-Unis, le gouvernement du Canada et le Pacific Northwest Economic Region sont également partenaires de cette formation.

La formation comprend deux ateliers, l'un en juillet et l'autre en octobre. Une trentaine de législateurs du Canada et des États-Unis y prennent part.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Développer une connaissance des sujets d'actualité reliés aux questions énergétiques ainsi que des préoccupations des parlementaires américains et canadiens sur ces sujets.

- Le représentant de l'Assemblée nationale a assisté à des conférences et participé à des séances de travail sur l'hydroélectricité, sur les énergies fossiles, sur les villes intelligentes et sur l'énergie nucléaire. Il a ainsi pu parfaire ses connaissances sur ces sujets, en plus de discuter avec des experts du domaine, qui ont dressé un portrait de la situation énergétique en Amérique du Nord.

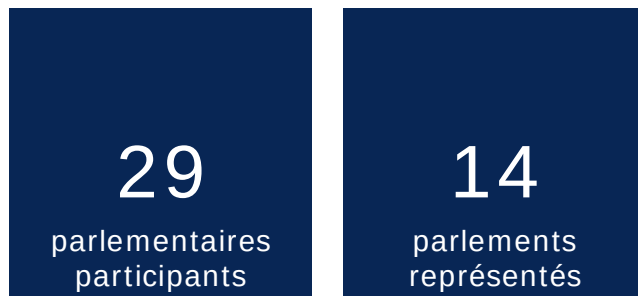
Consolider les liens avec les parlementaires américains et canadiens, contribuant ainsi au rayonnement de l'ANQ et du Québec en Amérique du Nord.

- Le représentant désigné par l'ANQ a rencontré une trentaine d'élus américains et canadiens de haut niveau. Il a ainsi pu étendre son réseau sur le continent, auprès de partenaires stratégiques pour le Québec.

Permettre au participant québécois de promouvoir les intérêts du Québec auprès de ses homologues et des divers intervenants américains.

- Le représentant désigné par l'ANQ a eu l'occasion de faire la promotion des secteurs d'excellence québécois dans le domaine de l'énergie, notamment l'hydroélectricité.

STATISTIQUES



SUIVIS

Le deuxième volet de la formation aura lieu à Washington, D.C., du 24 au 26 octobre 2019.

DÉPENSES

M. SYLVAIN LÉVESQUE (CHAUVEAU)

Transport	1 434,12 \$
Repas	285,29 \$
Hébergement	837,95 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	142,14 \$

Sous-total	2 699,50 \$
------------	-------------

AUTRES FRAIS

Annulation billet d'avion	0 \$
Annulation inscription	0 \$
Interprétation	0 \$

Sous-total	0 \$
------------	------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	1 434,12 \$
Repas	285,29 \$
Hébergement	837,95 \$
Divers	0 \$
Autres frais	142,14 \$

TOTAL	2 699,50 \$
-------	-------------

Ce rapport a été approuvé par le participant.



SOMMET LÉGISLATIF DE L'AGRICULTURE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRéU)
Calgary, Alberta
14 au 16 juillet 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Carlos Leitão (Robert-Baldwin), vice-président de la DANRéU
- M. Richard Campeau (Bourget)
- Secrétaire administratif de la DANRéU

CONTEXTE

À l'automne 2018, le Mexique, les États-Unis et le Canada ont conclu une nouvelle entente de libre-échange appelée à remplacer l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Ce nouvel accord donne accès à 3,59% du marché laitier canadien aux Américains. Par ailleurs, il a permis d'accroître la quantité d'autres produits venus des États-Unis pouvant traverser la douane moyennant un taux de droits peu élevé ou nul (contingents tarifaires) et d'abolir les classes spéciales de lait.

Chaque année, le Sommet législatif de l'agriculture réunit les présidents et présidentes des commissions de l'agriculture des Congrès des États américains et des parlementaires canadiens intéressés par les questions agricoles et rurales. Sa principale mission est de faire connaître les enjeux et les plus récents développements en matière d'agriculture et de développement rural aux législatrices et législateurs présents.

Au fil des ans, ce sommet est devenu une activité incontournable du monde agricole et rural aux États-Unis et au Canada s'adressant aux législateurs.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Participer à un panel portant sur la résilience en milieu rural. Présenter principalement la réponse du Québec aux inondations de 2017 et 2019 sous l'angle de l'adaptation aux changements climatiques pour le monde rural et agricole.

- Un parlementaire québécois a présenté la réponse du Québec aux inondations survenues en 2017 et 2019 dans l'ouest du Québec. Il a mis en évidence la nécessité de revoir les cartes des zones inondables en tenant compte des changements climatiques, présenté les mesures québécoises d'aide aux sinistrés et sinistrées et évoqué les grands pans du Plan québécois de lutte aux changements climatiques. Une quarantaine de déléguées et délégués ont participé à cette discussion.
- Par ailleurs, dans le cadre d'un panel de discussion portant sur les efforts des États et provinces en matière énergétique et de bioénergie, ce même parlementaire a fait la promotion de l'hydroélectricité québécoise comme moyen de lutte aux changements climatiques accessibles aux États-Unis.

Participer à un panel sur l'aide aux nouvelles et petites entreprises agricoles. Présenter principalement les défis et initiatives du Québec visant à encourager la relève agricole.

- Un parlementaire québécois a fait part des défis du Québec en matière de relève agricole et présenté les différentes mesures gouvernementales visant à faciliter l'acquisition d'entreprises agricoles pour la génération montante. Il a par ailleurs fait état des difficultés pour les jeunes entrepreneurs d'obtenir du capital financier et évoqué certains moyens à leur disposition pour y accéder. Une cinquantaine de délégués et déléguées ont assisté à cette présentation et discuté du sujet avec le député québécois.

Défendre et promouvoir les intérêts du Québec en matière d'agriculture.

- Les parlementaires du Québec ont eu l'occasion d'échanger avec leurs homologues américains et canadiens sur les grands dossiers ayant touché le secteur agricole québécois au cours de la dernière année, notamment la signature de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada et ses impacts sur l'industrie laitière québécoise.

Mieux connaître les politiques agricoles en vigueur aux États-Unis et les tendances perçues pour les prochaines années.

- Outre les séances de travail déjà mentionnées, les délégués de l'Assemblée nationale ont assisté aux discussions portant sur les programmes de santé en milieu rural aux États-Unis, la sécurité alimentaire et l'étiquetage des aliments, la croissance de l'industrie agricole par le biais du commerce et de la technologie, l'éducation et la formation de la main d'œuvre, le financement des infrastructures rurales, les impacts de la légalisation de la marijuana sur les milieux ruraux, les divisions

persistant entre les milieux ruraux et urbains et la qualité et la préservation de l'eau potable. L'information recueillie dans le cadre de ces séances sera communiquée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'alimentation et des ressources naturelles de l'Assemblée nationale.

Échanger avec les législateurs américains et canadiens ainsi que les spécialistes de ces questions afin de mieux appréhender les grands débats ayant cours aux États-Unis et au Québec, notamment le développement rural, la protection des ressources en eau, l'agroéconomie et le commerce international, et les crises de santé animale, telle que la peste porcine africaine.

- Les membres de la délégation québécoise ont pu élargir et consolider leur réseau de contacts nord-américains spécialisés en matières agricoles et rurales. Ils sont d'ailleurs davantage en mesure d'appréhender les grands défis à venir des mondes rural et agricole.

AUTRES RÉSULTATS

Les parlementaires ont eu l'occasion d'échanger avec des intervenantes et intervenants canadiens en matière d'agriculture, notamment la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada, M^{me} Marie-Claude Bibeau.

Grâce à la visite d'une entreprise spécialisée dans la fabrication de matériels de transformation du chanvre, les parlementaires du Québec ont pu se familiariser avec ce produit, ses usages et le potentiel d'affaires liées à la production de ce produit.

Un parlementaire a également eu l'occasion de visiter les fermes Deepwater, spécialisées dans la culture hydroponique des légumes et l'élevage de bars grâce à une technologie circulaire innovante.

STATISTIQUES



SUIVIS

Le prochain Sommet législatif de l'agriculture aura lieu du 29 au 31 mai 2020 à Boise, en Idaho.

Les informations pertinentes seront transmises au secrétaire de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles de l'Assemblée nationale.

DÉPENSES

M. CARLOS LEITÃO (ROBERT-BALDWIN), VICE-PRÉSIDENT DE LA DANRÉU

Transport	940,60 \$
Repas	223,10 \$
Hébergement ¹	302,00 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	69,20 \$

Sous-total	1 534,90 \$
------------	-------------

M. RICHARD CAMPEAU (BOURGET)

Transport	966,27 \$
Repas	223,10 \$
Hébergement ¹	279,55 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	69,20 \$

Sous-total	1 538,12 \$
------------	-------------

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF DE LA DANRÉU

Transport	905,58 \$
Repas	273,75 \$
Hébergement	1 118,20 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	69,20 \$

Sous-total	2 366,73 \$
------------	-------------

AUTRES FRAIS

Annulation billet d'avion	0 \$
Annulation inscription	0 \$
Interprétation	0 \$

Sous-total	0 \$
------------	------

¹ Une partie des frais d'hébergement des députés participants a été prise en charge par l'organisation.

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	2 812,45 \$
Repas	719,95 \$
Hébergement	1 699,75 \$
Divers	207,60 \$
Autres frais	0 \$
TOTAL	5 439,75 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



59^e ASSEMBLÉE ANNUELLE ET FORUM RÉGIONAL DE L'EASTERN REGIONAL CONFERENCE (ERC)

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRÉU)
Pittsburgh, Pennsylvanie
27 au 31 juillet 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Carlos J. Leitão (Robert-Baldwin), vice-président de la DANRÉU, membre du comité exécutif de l'ERC et représentant de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) à la Commission des transports de l'ERC
- Gilles Bélanger (Orford), membre du comité exécutif de l'ERC, représentant de l'ANQ à la Commission des relations Canada-États-Unis de l'ERC
- Guy Ouellette (Chomedey), ex co-président de l'ERC
- Christopher Skeete (Sainte-Rose)
- Secrétaire administratif de la DANRÉU

CONTEXTE

Entre le 27 juillet et le 31 juillet 2019 avait lieu, à Pittsburgh, la 59^e édition de l'Assemblée annuelle de l'Eastern Regional Conference (ERC) dont l'ANQ est membre international affilié depuis 1990. Il s'agissait de la première activité de l'ERC à laquelle des députés québécois prenaient part depuis le début de la 42^e Législature.

Le thème général de la 59^e Assemblée annuelle est Healthy States. Les séances plénières ont notamment porté sur la santé maternelle et les déterminants sociaux de la santé, le personnel professionnel œuvrant dans ce domaine et la santé fiscale des États.

La 58^e Assemblée annuelle et Forum régional de l'ERC avaient eu lieu à Rye Brook, New York, du 4 au 8 août 2018.

Se familiariser avec l'ERC, son fonctionnement, ses principaux acteurs, ses thèmes et ses travaux.

- Les députés désignés pour représenter l'Assemblée nationale du Québec à l'ERC dans le cadre de la 42^e Législature ont pu se familiariser avec cette organisation, ses structures et ses principaux acteurs et actrices.

Participer aux deux réunions du comité exécutif de l'organisation, de même qu'aux réunions de ses sous-comités, soit le comité de la planification stratégique et le comité de l'assemblée annuelle

- Les députés québécois membres du comité exécutif ont participé aux deux réunions de ce comité, y jouant une part active visant à faire adopter une résolution portant sur la mobilisation des parlementaires en faveur de la protection de deux lacs transfrontaliers québécois sources d'eau potable, soit le lac Champlain et le lac Memphrémagog. La résolution adoptée sera discutée dans le cadre des travaux du Caucus législatif des Grands Lacs et du Saint-Laurent qui aura lieu à l'automne.
- Un représentant du Québec a pris part à la réunion du comité sur l'assemblée annuelle, au cours de laquelle il a offert aux institutions hôtes des prochaines assemblées de profiter de l'expérience du Québec, qui a accueilli l'Assemblée annuelle de l'ERC en 2016.

Présider une séance de travail de la Commission sur les relations Canada-États-Unis et participer activement aux séances de travail de cette commission portant sur les suites de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (AEUMC).

- Un député du Québec a présidé les deux séances de travail de la Commission sur les relations Canada-États-Unis. L'une portait principalement sur l'AEUMC et l'autre sur les enjeux transfrontaliers communs. C'est dans le cadre de cette rencontre que la question des lacs Memphrémagog et Champlain a été soulevée par la délégation québécoise, avec l'appui des parlementaires du Vermont.
- La délégation du Québec a par ailleurs appuyé une résolution encourageant les gouvernements fédéraux des États-Unis et du Canada à entamer le processus de ratification de l'AEUMC.
- À l'initiative d'un député québécois, un sous-comité de cette commission a été formé dans le but d'étudier les options législatives communes possibles dans le but de lutter contre l'obsolescence programmée et de favoriser le droit à la réparation.

Prendre une part active aux travaux portant sur l'agriculture, l'énergie et l'environnement, ainsi que les transports.

- Dans le cadre des travaux de la Commission des transports portant sur les modèles de financement des infrastructures, un parlementaire québécois a présenté la formule de financement conjointe du Réseau express métropolitain en collaboration avec la Caisse de dépôt et de placement du Québec. Plusieurs parlementaires américains ont démontré de l'intérêt pour cette idée.
- À l'occasion des travaux de la Commission de l'énergie et de l'environnement, des membres de la délégation québécoise ont pu se familiariser avec le concept des maisons passives, visant à construire des bâtiments plus éco énergétiques.
- Les membres de la délégation québécoise ont assisté, entre autres, à des séances portant sur les défis liés à la légalisation du cannabis, l'émergence de l'intelligence artificielle dans les milieux de travail, l'accès à Internet à haute vitesse dans les régions rurales, les nouvelles tendances des médias et leurs conséquences sur la politique à Washington et les politiques fiscales des États américains.

Promouvoir l'importance de l'ouverture économique et plus précisément du commerce québéco-américain dans le cadre d'une augmentation des tensions commerciales dans le monde.

- La délégation québécoise a signifié le soulagement du Québec à la suite de la levée des tarifs sur l'aluminium et l'acier. Elle a également pu discuter des corridors de transport d'électricité au New Hampshire, au Vermont et dans le Maine avec leurs homologues de ces États.

Maintenir le leadership de l'ANQ au sein de l'ERC et contribuer au renforcement de cette institution.

- La délégation québécoise a été très active tout au long des travaux de l'Assemblée annuelle et a veillé à ce que les discussions ainsi que les résolutions adoptées reflètent les intérêts du Québec.

STATISTIQUES



SUIVIS

La réunion du comité exécutif de l'ERC aura lieu en décembre 2019 à San Juan, Porto Rico, à l'occasion de la Conférence nationale du Council of State Governments.

Dans le cadre de cette réunion du comité exécutif, le sous-comité portant sur l'obsolescence programmée et le droit à la réparation aura pour mandat de proposer un plan d'action à l'ERC sur cette question.

Les députés prenant part aux travaux du Caucus législatif des Grands Lacs et du Saint-Laurent effectueront les suivis afin qu'y soit discutée la question des lacs Champlain et Memphrémagog.

La 60^e assemblée annuelle de l'ERC aura lieu du 23 au 26 août 2020 à Manchester, New Hampshire.

DÉPENSES

M. CARLOS J. LEITÃO (ROBERT BALDWIN), VICE-PRÉSIDENT DE LA DANRÉU ET MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'ERC

Transport	747,20 \$
Repas	192,89 \$
Hébergement	1 068,24 \$
Frais d'inscription	484,88 \$
Divers	92,64 \$

Sous-total	2 585,85 \$
------------	-------------

M. GILLES BÉLANGER (ORFORD), MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'ERC

Transport	884,10 \$
Repas	165,45 \$
Hébergement	1 068,24 \$
Frais d'inscription	484,88 \$
Divers	92,64 \$

Sous-total	2 695,31 \$
------------	-------------

M. GUY OUELLETTE (CHOMEDEY), EX CO-PRÉSIDENT DE L'ERC

Transport	753,63 \$
Repas	192,89 \$
Hébergement	1 068,24 \$
Frais d'inscription	519,51 \$
Divers	92,64 \$

Sous-total	2 626,91 \$
------------	-------------

M. CHRISTOPHER SKEETE (SAINTE ROSE)

Transport	1 028,73 \$
Repas	165,45 \$
Hébergement	801,18 \$
Divers	69,48 \$

Sous-total	2 549,72 \$
------------	-------------

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF DE LA DANRÉU

Transport	1 056,22 \$
Repas	185,95 \$
Hébergement	1 068,24 \$
Frais d'inscription	242,43 \$
Divers	92,64 \$
Sous-total	2 645,48 \$

AUTRES FRAIS

Annulation billet d'avion	0 \$
Annulation inscription	26,31 \$
Interprétation	0 \$
Sous-total	0 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	4 469,88 \$
Repas	902,63 \$
Hébergement	5 074,14 \$
Frais d'inscription	2 216,58 \$
Divers	440,04 \$
Autres frais	26,31 \$
TOTAL	13 129,58 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



ASSEMBLÉE ANNUELLE DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES (NCSL) (LEGISLATIVE SUMMIT)

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRÉU)
Nashville, Tennessee
4 au 8 août 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Chantal Soucy, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec
- M. Mathieu Lemay (Masson), vice-président de la DANRÉU
- M. Martin Ouellet (René-Lévesque)
- M. Guy Ouellette (Chomedey)
- Secrétaire administratif adjoint de la DANRÉU
- Conseiller en relations internationales

CONTEXTE

L'Assemblée nationale du Québec (ANQ) participe à cette activité à titre de membre international affilié à la National Conference of State Legislatures (NCSL), une organisation nationale américaine réunissant des parlementaires des 50 États et des territoires américains. L'ANQ a obtenu ce statut en 2000.

L'ANQ est représentée au sein de la Commission du travail et du développement économique ainsi que de la Commission des ressources naturelles et des infrastructures.

Depuis août 2005, l'ANQ occupe un poste sans droit de vote au comité exécutif de la NCSL, devenant ainsi le premier membre international affilié à siéger à cette instance.

Depuis décembre 2009, l'ANQ participe aux travaux des groupes de travail du comité exécutif sur l'approvisionnement énergétique et sur les relations internationales.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Présenter le point de vue du Québec sur l'Accord États-Unis, Mexique, Canada (AEUMC), ainsi que l'importance stratégique du commerce et du libre-échange pour le Québec.

- Le vice-président de la DANREU a prononcé une allocution à la Commission du travail et du développement économique à titre de panéliste invité. Il a alors réaffirmé l'importance de l'AEUMC pour le Québec, ainsi que les principaux enjeux découlant des négociations commerciales auxquelles le Québec a pris part. Il a également rappelé les liens d'amitié qui unissent le Québec aux États américains et a fait la promotion du rôle des États fédérés dans les relations Canada-États-Unis, notamment en matière de commerce.

Faire valoir les intérêts du Québec relativement aux enjeux de l'environnement et de l'énergie auprès des interlocuteurs américains.

- Dans le cadre des travaux du groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique, les parlementaires québécois ont fait valoir l'importance des échanges avec les partenaires économiques du Nord-Est des États-Unis dans le secteur de l'énergie, ainsi que le rôle potentiel de l'électricité québécoise dans la transition vers les énergies vertes dans cette région.

Rappeler et faire la promotion de la tenue de la réunion du Comité exécutif de la NCSL à Québec, au printemps 2020.

- Les parlementaires québécois ont convié leurs homologues américains du Comité exécutif à la réunion qui aura lieu à Québec au printemps 2020.

Consolider les liens avec les parlementaires américains et les assemblées législatives des États et ainsi contribuer au rayonnement de l'ANQ et du Québec aux États-Unis.

- Le Sommet législatif de la NCSL a réuni plusieurs milliers de participants. La délégation québécoise a pu approfondir son réseau de contacts auprès de nombreux parlementaires américains d'influence.

Participer au programme des leaders législatifs, réservé aux présidents et vice-présidents des assemblées législatives membres de la NCSL.

- La vice-présidente de l'ANQ a participé au programme de leaders et a ainsi pu renforcer les liens avec les plusieurs décideurs des assemblées législatives américaines.

Participer au programme international et faire connaître le rôle de l'ANQ au sein de la NCSL, en plus de l'importance stratégique de l'organisation pour les parlementaires étrangers.

- La vice-présidente de l'ANQ, M^{me} Chantal Soucy, a participé au programme international et a pu y tisser des liens avec des représentants de plus d'une trentaine de parlements provenant d'une vingtaine de pays différents.

AUTRES RÉSULTATS

La délégation québécoise a tenu une rencontre avec le commissaire au développement économique et communautaire du Tennessee, M, Bob Rolfe, Les discussions ont porté sur les liens économiques et commerciaux entre les deux juridictions, Le commissaire et les parlementaires québécois ont présenté les principaux secteurs d'excellence de leur État respectif.

En marge des activités, les parlementaires québécois ont échangé avec des parlementaires et des représentants de parlements avec lesquels l'ANQ entretient des relations bilatérales (Bavière, Fédération Wallonie-Bruxelles, Massachussetts, Ontario), ainsi qu'avec les représentants de l'Union nationale des assemblées législatives des états fédérés du Brésil (UNALE), avec laquelle l'ANQ est liée par accord-cadre de coopération.

STATISTIQUES



SUIVIS

La prochaine Assemblée annuelle de la NCSL aura lieu à Indianapolis (IN), du 8 au 13 août 2020.

La prochaine réunion du Comité exécutif aura lieu à Waikiki (HI), du 10 au 12 octobre 2019.

Déterminer, avec les autorités de la NCSL, quels groupes de travail ou commissions pourraient se réunir à Québec à l'occasion de la rencontre du comité exécutif au printemps 2020.

DÉPENSES

M^{ME} CHANTAL SOUCY, VICE-PRÉSIDENTE DE L'ANQ

Transport	1 602,18 \$
Repas	419,08 \$
Hébergement	1 726,88 \$
Frais d'inscription	1 091,39 \$
Divers	115,05 \$

Sous-total	4 954,58 \$
------------	-------------

M. MATHIEU LEMAY (MASSON), VICE-PRÉSIDENT DE LA DANRÉU

Transport	1 629,58 \$
Repas	336,77 \$
Hébergement	1 730,40 \$
Frais d'inscription	969,75 \$
Divers	115,05 \$

Sous-total	4 781,55 \$
------------	-------------

M. MARTIN OUELLET (RENÉ-LÉVESQUE)

Transport	2 618,85 \$
Repas	336,77 \$
Hébergement	1 730,40 \$
Frais d'inscription	968,96 \$
Divers	115,05 \$

Sous-total	5 770,03 \$
------------	-------------

M. GUY OUELLETTE (CHOMEDEY)

Transport	1 673,02 \$
Repas	336,77 \$
Hébergement	1 728,30 \$
Frais d'inscription	1 100,82 \$
Divers	115,05 \$

Sous-total	4 953,96 \$
------------	-------------

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF ADJOINT DE LA DANRÉU

Transport	1 848,32 \$
Repas	336,77 \$
Hébergement	1 728,30 \$
Frais d'inscription	969,75 \$
Divers	115,05 \$

Sous-total	4 998,19 \$
------------	-------------

CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	2 032,53 \$
Repas	395,21 \$
Hébergement	1 730,40 \$
Frais d'inscription	1 209,46 \$
Divers	115,05 \$

Sous-total	5 482,65 \$
------------	-------------

AUTRES FRAIS

Annulation billet d'avion	0 \$
Annulation inscription	0 \$
Interprétation	0 \$

Sous-total	0 \$
------------	------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	11 404,48 \$
Repas	2 161,37 \$
Hébergement	10 374,68 \$
Frais d'inscription	6 310,13 \$
Divers	690,30 \$
Autres frais	0 \$

TOTAL	30 940,96 \$
-------	--------------

Ce rapport a été approuvé par les participants.



EASTERN LEADERSHIP ACADEMY

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)
Philadelphie, Pennsylvanie
25-29 août 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Gilles Bélanger, député d'Orford

CONTEXTE

L'Assemblée nationale du Québec (ANQ) participe à cette activité à titre de membre international affilié de l'Eastern Regional Conference (ERC) du Council of State Governments (CSG). Des représentants de l'ANQ siègent au sein des principales instances de gouvernance de l'ERC et occupent des postes de responsabilité à la Commission des relations Canada-États-Unis, à la Commission de l'énergie et de l'environnement, à la Commission de l'agriculture ainsi qu'à la Commission des transports.

M. Gilles Bélanger est représentant de l'Assemblée nationale à la Commission des relations Canada-États-Unis.

La Robert J. Thompson Eastern Leadership Academy a été créée afin de permettre à des parlementaires et membres du personnel administratif des institutions cotisantes de l'ERC d'obtenir une formation sur le développement des capacités d'analyse, de réflexion et de leadership.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Participer activement aux séminaires et aux activités de la Robert J. Thompson Eastern Leadership Academy, qui ont pour objectifs de permettre aux participants de **renforcer leur expertise** par une formation de qualité sur le travail législatif et le leadership parlementaire.

- Le représentant de l'Assemblée nationale a assisté à des conférences et participé à des séances de travail sur la communication dans les médias, la résolution de conflits en milieu législatif et le leadership en milieu parlementaire. Il a ainsi pu parfaire ses connaissances et habiletés en matière de leadership et de communication.

Consolider les liens avec les parlementaires américains et le personnel des assemblées législatives des États, contribuant ainsi au rayonnement de l'ANQ et du Québec aux États-Unis.

- Le représentant désigné par l'ANQ a rencontré une trentaine de décideurs américains et canadiens de haut niveau, incluant plusieurs élus d'États américains et de provinces canadiennes. Il a ainsi pu étendre son réseau dans le Nord-Est des États-Unis et dans l'Est du Canada, auprès de partenaires stratégiques.

Permettre au participant québécois de **promouvoir les intérêts du Québec** auprès de ses homologues et des divers intervenants américains.

- Le participant de l'Assemblée nationale a profité de l'occasion pour échanger avec ses homologues canadiens et américains ainsi que divers conférenciers sur des enjeux d'actualité au Québec, tels que la santé des médias en région. Il a ainsi pu recueillir des informations auprès d'experts et de représentants de législatures voisines sur des enjeux communs, et sur leurs meilleures pratiques.

STATISTIQUES



SUIVIS

La prochaine Assemblée annuelle de l'ERC aura lieu à Manchester (NH), du 22 au 26 août 2019.

DÉPENSES

GILLES BÉLANGER (ORFORD), MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'ERC

Transport	1 257,95 \$
Repas	192,19 \$
Hébergement	0 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	92,20 \$
Total	1 542,34 \$

Ce rapport a été approuvé par le participant.



SYMPOSIUM INTERNATIONAL DES LEADERS LÉGISLATIFS (NCSL)

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRÉU)
Milan, Italie
8 au 11 septembre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Chantal Soucy, vice-présidente de l'Assemblée nationale du Québec
- Conseiller en relations internationales

CONTEXTE

Le Symposium des leaders législatifs de la National Conference of State Legislatures (NCSL) est une occasion pour les présidents des sénats et des chambres des représentants des États américains, ainsi que pour les leaders parlementaires de leur majorité et minorité ainsi que leurs whips, de se rencontrer et d'échanger sur les principaux enjeux auxquels ils font face.

À chaque deux ans, le Symposium des leaders législatifs se tient à l'extérieur des États-Unis. Il avait eu lieu à Québec en septembre 2015 et y sera de retour en septembre 2021.

Par ailleurs, en juin 2020, l'Assemblée nationale accueillera une rencontre du comité exécutif de la NCSL. Un ou plusieurs groupes de travail de la NCSL pourraient profiter de cette occasion pour s'y réunir.

Grâce à ses centres de recherche et d'innovation, la Lombardie est le principal moteur économique de l'Italie. Elle est l'une des régions priorisées par la Délégation du Québec à Rome.

Faire la promotion des prochaines activités de la NCSL qui se tiendront à Québec auprès des leaders législatifs des États américains, soit la réunion du comité exécutif de l'organisation en juin 2020 et son Symposium des leaders législatifs en septembre 2021.

- La vice-présidente de l'Assemblée nationale a fait la promotion de ces activités auprès de ses collègues membres des leaderships des sénats et chambres des représentants des États américains.
- La délégation québécoise a discuté avec les autorités administratives de la NCSL quant à ses attentes face à ces activités. L'Assemblée nationale a également fait part de ses intérêts quant aux thèmes qui pourraient y être étudiés.

S'enquérir de la situation politique américaine alors que débutent les primaires démocrates et la campagne électorale en prévision de l'élection présidentielle de novembre 2020.

- Dans le cadre de discussions informelles, la vice-présidente a présenté les enjeux de l'actualité politique et parlementaire au Québec. Parmi ceux-ci, mentionnons **l'Accord de libre**-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique et l'approche des élections canadienne et américaine.

Renforcer les liens de collaboration avec des parlementaires et partenaires américains de haut niveau afin de promouvoir les intérêts du Québec au sein de la NCSL et des États-Unis.

- En prenant part aux diverses séances de travail et d'information, la vice-présidente a créé des liens solides avec plusieurs législateurs de haut niveau des États-Unis.

Effectuer un échange de bonnes pratiques en milieu législatif avec les experts de la NCSL, leurs conférenciers et les législateurs présents.

- La vice-présidente a pris part à des séances de travail en compagnie du président du Conseil régional de Lombardie, M. Alessandro Fermi, et des divers conseillers pour cette région. Elle a aussi rencontré les principales autorités économiques et politiques de la ville de Côme au nord de Milan. Elle a pu en apprendre davantage sur les divers enjeux politiques et parlementaires de la Lombardie, notamment le système législatif de cette région, la lutte à la corruption et son système de santé universel.

AUTRES RÉSULTATS

La vice-présidente a eu une rencontre avec la déléguée du Québec à Rome, M^{me} Marianna Simeone. La députée et la déléguée ont discuté des principaux enjeux communs du Québec et de l'Italie aux niveaux économiques, politiques et culturels, dont le **l'Accord de libre-échange global et commercial (AECG) entre le Canada et l'Union européenne**. M^{me} Simeone a mentionné que l'Italie, membre du G7, compte 11,5 millions de locuteurs francophones et que, par conséquent, le Québec y compte de nombreuses opportunités de développement de relations académiques et économiques.

Des liens ont été établis avec le président du Sénat de la Louisiane, M. John Alario, afin de poursuivre la relation bilatérale entre les assemblées législatives de cet État et l'Assemblée nationale du Québec.

STATISTIQUES



SUIVIS

Poursuivre la discussion avec la NCSL quant à l'organisation du Symposium des leaders législatifs qui aura lieu à Québec, en septembre 2021.

Élaborer, conjointement avec la NCSL, le programme de la réunion du comité exécutif de juin 2020. Évaluer, avec les autorités administratives et politiques de la NCSL, la pertinence d'y tenir conjointement des réunions des groupes de travail de la NCSL

Contacteur les autorités politiques et administratives des assemblées de l'État de Louisiane afin planifier la prochaine visite d'une délégation du congrès de cet État au Québec.

DÉPENSES

CHANTAL SOUCY, VICE-PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Transport	1 666,02 \$
Repas	717,07 \$
Hébergement*	0 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	291,70 \$
Sous-total	2 674,79 \$

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF DE LA DANRÉU

Transport	1 911,35 \$
Repas	575,16 \$
Hébergement	1 499,75 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	291,70 \$
Sous-total	4 277,96 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	3 577,37 \$
Repas	1 292,23 \$
Hébergement	1 499,75 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	583,40 \$
Autres frais	0 \$
TOTAL	6 952,75 \$

* L'hébergement de Mme Soucy a été pris en charge par l'organisation.

Ce rapport a été approuvé par les participants.



ASSEMBLÉE ANNUELLE DU CAUCUS LÉGISLATIF DES GRANDS LACS ET DU SAINT-LAURENT (CLGLSL)

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)
Chicago, Illinois
13-14 septembre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Gilles Bélanger (Orford), représentant de l'ANQ au comité exécutif du CLGLSL
- M^{me} Marie Montpetit (Maurice-Richard)
- Conseiller en relations internationales et interparlementaires

CONTEXTE

Le Caucus législatif des Grands Lacs et du Saint-Laurent (CLGLSL) est composé de parlementaires provenant de huit États américains ainsi que de l'Ontario et du Québec. L'Assemblée nationale détient un siège au comité exécutif de cette organisation ainsi que le droit de voter.

Cette organisation non partisane a pour mandat d'effectuer un suivi des questions environnementales et économiques qui ont une incidence sur les populations habitant la région des Grands Lacs et sur le bassin du fleuve Saint-Laurent. Pour ce faire, les parlementaires assistent à une série de présentations d'experts de divers domaines.

La branche du Midwest du Council of State Governments héberge le secrétariat du CLGLSL. En 2021, le Québec accueillera l'Assemblée annuelle du CLGLSL.

Réaffirmer les liens historiques d'amitié et de partenariat qui unissent le Québec et les États-Unis.

- Les représentants désignés par l'ANQ ont rencontré une quarantaine de parlementaires américains et ontariens, plusieurs experts des enjeux environnementaux et économiques des Grands Lacs et du Saint-Laurent, ainsi qu'un grand nombre d'acteurs importants dans les efforts de préservation de ces plans d'eau. Ils ont ainsi pu étendre leur réseau auprès des partenaires stratégiques de la région.
- Les parlementaires ont été accueillis par la Lieutenante-gouverneure de l'Illinois, M^{me} Juliana Stratton.

Faire valoir les intérêts du Québec relativement aux enjeux environnementaux transfrontaliers auprès des décideurs de l'organisation et des législateurs.

- La délégation de l'Assemblée nationale est parvenue à ajouter à l'agenda de la réunion du comité exécutif une discussion sur les enjeux environnementaux des étendues d'eau transfrontalières que sont les lacs Champlain et Memphrémagog, tels que l'écoulement de lixiviat. Une nouvelle voie de communication potentielle a été ouverte avec les législateurs du Vermont à ce sujet, puisque le comité exécutif de l'organisation a donné son assentiment à l'organisation de séminaires Internet sur des enjeux d'intérêt pour le Vermont et le Québec, où des élus vermontois seront invités à titre d'observateurs. Le Vermont n'est pas membre du CLGLSL.

Participer activement aux réunions de travail et aux séances plénières, notamment au sein du comité exécutif de l'organisation.

- Les représentants de l'ANQ ont activement participé aux rencontres, et ont fait valoir les intérêts du Québec à chaque occasion. Parmi les sujets abordés, on peut citer notamment la pollution par les nutriments, la pollution au plomb, ainsi que le contrôle de la carpe asiatique, espèce invasive qui se répand à travers les Grands Lacs et le Saint-Laurent.
- Deux résolutions ont été adoptées par le Caucus, l'une visant à combattre la pollution par les microplastiques, et l'autre visant à prévenir la **prolifération d'espèces de poisson non indigènes**.

Effectuer des échanges de bonnes pratiques avec les parlementaires américains et recueillir les témoignages des experts présents sur des questions environnementales et économiques pointues.

- Les parlementaires québécois ont été informés des enjeux environnementaux de l'heure grâce à de nombreuses présentations d'experts et d'expertes. Ils ont également pu discuter avec leurs homologues d'échanges commerciaux dans la région et des impacts économiques des investissements pour la restauration des Grands Lacs et du Saint-Laurent.



SUIVIS

Développer un plan concret avec nos partenaires du CLGLSL pour organiser un ou des séminaires Internet sur des sujets d'intérêt pour le Québec et le Vermont, notamment la pollution au lixiviat, tel que convenu lors de la rencontre du comité exécutif de l'organisation.

Confirmer la tenue de l'Assemblée annuelle 2021 du CLGLSL à Québec et en informer les membres du Caucus.

DÉPENSES

M. GILLES BÉLANGER (ORFORD), REPRÉSENTANT DE L'ANQ AU COMITÉ EXÉCUTIF DU CLGLSL

Transport*	258,98 \$
Repas	171,31 \$
Hébergement	601,06 \$
Frais d'inscription*	0 \$
Divers	46,86 \$

Sous-total	1 078,21 \$
------------	-------------

M^{ME} MARIE MONTPETIT (MAURICE-RICHARD)

Transport*	264,32 \$
Repas	297,83 \$
Hébergement	901,59 \$
Frais d'inscription*	0 \$
Divers	70,29 \$

Sous-total	1 534,03 \$
------------	-------------

CONSEILLER EN RELATIONS INTERNATIONALES ET INTERPARLEMENTAIRES

Transport	2 410,98 \$
Repas	171,31 \$
Hébergement	601,06 \$
Frais d'inscription	134,11 \$
Divers	46,86 \$

Sous-total	3 364,32 \$
------------	-------------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	2 934,28 \$
Repas	640,45 \$
Hébergement	2 103,71 \$
Divers	164,01 \$
Frais d'inscription	134,11 \$
TOTAL	5 976,56 \$

*Les billets d'avion et les frais d'inscription, des députés, ont été pris en charge par l'organisation.

Ce rapport a été approuvé par les participants.



VISITE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMMISSION DES GRANDS LACS

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)
Québec, Québec
2019-10-09

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Gilles Bélanger (Orford), représentant de l'ANQ au comité exécutif du Caucus législatif des Grands Lacs et du Saint-Laurent (CLGLSL)
- M. Gregory Kelley (Jacques-Cartier)
- M^{me} Martine Hébert, Déléguée du Québec à Chicago
- Secrétaire administratif de la DANREU
- Conseiller en relations interparlementaires et internationales

CONTEXTE

Du 9 au 11 octobre 2019, la Commission des Grands Lacs (CGL) tenait sa rencontre annuelle à Québec. Fondée en 1955, la CGL est un organisme américain regroupant les gouvernements des États américains riverains des Grands Lacs, de même que de l'Ontario et du Québec (partenaires associés). La Commission gère des projets de protection et de restauration environnementales et œuvre à promouvoir le potentiel de la voie navigable des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Elle assume également un rôle de représentation de la région des Grands Lacs auprès des autorités fédérales américaines.

Comme l'Assemblée nationale est très active dans les forums interparlementaires de la région et qu'elle prend notamment part aux activités du Caucus législatif des Grands Lacs et du Saint-Laurent (CLGLSL), une rencontre entre des députés québécois et les membres du conseil d'administration de la CGL a été organisée. Le CLGLSL et la CGL n'ont pas de lien institutionnel formel, mais ils collaborent néanmoins étroitement étant donné qu'ils abordent les mêmes questions, respectivement au niveau législatif et exécutif. La Déléguée du Québec à Chicago, M^{me} Martine Hébert, représente le Québec au sein du conseil d'administration de la CGL.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Échanger avec les membres du conseil d'administration de la CGL sur les enjeux d'actualité dans la région des Grands Lacs et du Saint Laurent qui sont à l'agenda de la rencontre annuelle de la CGL.

- Les représentants de l'ANQ ont abordé, entre autres, les questions de la gestion de l'eau de ballast, de l'industrie maritime et des technologies vertes avec leurs interlocuteurs et ont pu s'enquérir des plus récents développements dans ces domaines.

Favoriser la collaboration et la coordination des travaux entre le CLGLSL et la CGL et veiller à la défense des intérêts du Québec au sein de ces deux organisations partenaires.

- La délégation de l'ANQ a présenté aux membres du conseil d'administration de la CGL les plus récents développements dans les travaux du CLGLSL, incluant l'adoption de deux résolutions à l'occasion de sa dernière assemblée annuelle, qui s'est tenue à Chicago les 13 et 14 septembre 2019. Ces deux résolutions portaient sur la pollution par les microplastiques et sur la prévention de la prolifération d'espèces de poisson non indigènes.

STATISTIQUES



SUIVIS

Continuer à collaborer avec le CLGLSL et la CGL afin de s'assurer de la bonne coordination des travaux des deux organisations.



DÉPENSES

DÉJEUNER MEMBRES DU CONSEIL DE LA CGL

Transport	0 \$
Repas	558,90 \$
Hébergement	0 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	0 \$
TOTAL	558, 90\$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



LEGISLATIVE ENERGY HORIZON INSTITUTE - ATELIER 2

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRéU)
Washington, D.C.
24 au 26 octobre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Sylvain Lévesque (Chauveau)

CONTEXTE

Organisée par la National Conference of State Legislatures (NCSL) et l'Université de l'Idaho, cette activité vise la formation des parlementaires intéressés aux questions énergétiques en Amérique du Nord. Le Département de l'énergie des États-Unis, le gouvernement du Canada et le Pacific Northwest Economic Region sont également partenaires de cette formation.

La formation comprend deux ateliers dont le premier a eu lieu en juillet à Richland dans l'État de Washington. Une trentaine de législateurs du Canada et des États-Unis y prennent part.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Développer une connaissance des sujets d'actualité reliés aux questions énergétiques ainsi que des préoccupations des parlementaires américains et canadiens sur ces sujets.

- Le représentant de l'Assemblée nationale a assisté à des conférences et participé à des séances de travail sur le marché énergétique mondial, les partenariats nord-américains dans le domaine de l'énergie, l'énergie nucléaire, le futur des énergies fossiles, les liens entre la cybersécurité et l'énergie. Il a ainsi pu parfaire ses connaissances sur ces sujets, en plus de discuter avec des expertes et experts du domaine.
- Au terme de la formation, le participant s'est vu décerner une attestation de l'Université de l'État de l'Idaho lors d'une cérémonie de graduation à l'ambassade du Canada à Washington.

Consolider les liens avec les parlementaires américains et canadiens, contribuant ainsi au rayonnement de l'ANQ et du Québec en Amérique du Nord.

- Le représentant désigné par l'ANQ a rencontré une trentaine d'élus américains et canadiens. Il a ainsi pu étendre son réseau sur le continent, auprès de partenaires stratégiques pour le Québec.

Permettre au participant québécois de promouvoir les intérêts du Québec auprès de ses homologues et des divers intervenants américains.

- Une trentaine de parlementaires canadiens et américains participaient à cette formation, ce qui a permis au député québécois de discuter des différentes réalités entre provinces canadiennes et États américains en matière énergétique.

STATISTIQUES



DÉPENSES

M. SYLVAIN LÉVESQUE, DÉPUTÉ DE CHAUVEAU

Transport	1 133,00 \$
Repas	123,63 \$
Hébergement	1 300,05 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	70,14 \$
Total	2 626,82 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



SOMMET LÉGISLATIF SUR LE CLIMAT ET L'ÉNERGIE DE L'EASTERN REGIONAL CONFERENCE (CSG / ERC)

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRÉU)
New Haven, Connecticut
25 et 26 octobre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Carlos J. Leitão (Robert-Baldwin), vice-président de la DANRÉU et représentant de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) à l'Eastern Regional Conference (ERC) du Council of State Governments (CSG)
- M. Richard Campeau (Bourget)
- Conseiller en relations internationales

CONTEXTE

En mai 2018, la Commission de l'énergie et de l'environnement de l'ERC, dont l'Assemblée nationale est membre, tenait son premier sommet législatif sur le climat et l'énergie à Princeton, New Jersey. Organisé en partenariat avec l'Université Princeton et l'Adlinger Center for Energy and the Environment, ce sommet a réuni plus de 70 législateurs. Les discussions visaient à favoriser l'exploitation durable des ressources énergétiques dans le Nord-Est de l'Amérique du Nord. L'Assemblée nationale n'avait alors pas pu envoyer de représentant.

Devant le succès du sommet de 2018, la Commission de l'énergie et de l'environnement a organisé une deuxième édition, cette fois à l'Université Yale, à New Haven, Connecticut, du 25 au 26 octobre 2019.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Prendre part au programme et s'enquérir des derniers développements aux États-Unis en matière de climat et d'énergie.

- La délégation québécoise a pris part activement aux diverses séances de travail prévues, en plus de participer aux discussions entre les parlementaires sur les enjeux entourant le climat et l'énergie. Parmi les thèmes discutés, mentionnons la perception des électeurs envers les changements climatiques, la décarbonisation du secteur des transports, les technologies vertes, l'industrie éolienne en mer, les bâtiments verts et l'agriculture régénérative.

Défendre les intérêts du Québec en matière d'énergie et d'exportation d'hydroélectricité en Nouvelle-Angleterre.

- La délégation québécoise a fait la promotion de l'hydroélectricité comme énergie renouvelable disponible pour les États de la Nouvelle-Angleterre, dans une perspective de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Faire la promotion de l'approche québécoise en matière de lutte aux changements climatiques et réitérer l'importance du rôle des États fédérés dans ce domaine.

- La délégation québécoise a pu rappeler le rôle du Québec comme leader en matière de lutte aux changements climatiques.

Faire une présentation sur la démarche d'élaboration du futur plan du Québec en matière d'électrification des transports et de climat.

- Le député de Bourget a effectué une présentation sur le sujet.

STATISTIQUES

30

participantes et
participants

8

parlements
représentés

SUIVIS

S'enquérir des dates et du lieu de la troisième édition de cette activité et évaluer la possibilité d'y prendre part.

Les présentations effectuées par divers experts lors du Sommet ont été transmises aux membres de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, des ressources naturelles et de l'énergie (CAPERN), de même qu'à ceux de la Commission de l'environnement et des transports (CET) de l'ANQ.

DÉPENSES

CARLOS J. LEITAO (ROBERT-BALDWIN), VICE-PRÉSIDENT DE LA DANRÉU ET REPRÉSENTANT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC (ANQ) À L'EASTERN REGIONAL CONFERENCE (ERC) DU COUNCIL OF STATE GOVERNMENTS (CSG)

Transport	623,10 \$
Repas	152,27 \$
Hébergement	496,80 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	47,00 \$
Sous-total	1 319,17 \$

RICHARD CAMPEAU (BOURGET)

Transport	748,06 \$
Repas	241,29 \$
Hébergement	496,80 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	47,00 \$
Sous-total	1 533,15 \$

CONSEILLER EN RELATIONS INTERNATIONALES

Transport	912,32 \$
Repas	223,17 \$
Hébergement	496,80 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	47,00 \$
Sous-total	1 679,29 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	2 283,48 \$
Repas	616,73 \$
Hébergement	1 490,40 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	141,00 \$
Autres frais	0 \$
TOTAL	4 531,61 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



INSTITUT BIRKHOLZ DE POLITIQUES DU CAUCUS LÉGISLATIF DES GRANDS LACS ET DU SAINT-LAURENT

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)
Détroit, Michigan
25-27 octobre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Gilles Bélanger (Orford), représentant de l'ANQ au comité exécutif du Caucus législatif des Grands Lacs et du Saint-Laurent
- Conseiller en relations internationales

CONTEXTE

L'Institut Birkholz de politiques est un organe créé, en 2018, par le Caucus législatif des Grands Lacs et du Saint-Laurent (CLGLSL) et qui a pour but de favoriser la coopération régionale sur les sujets prioritaires à l'agenda du CLGLSL, notamment en élaborant des modèles de politiques publiques basés sur des données probantes pour la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Cette année, l'Institut se penchait sur la question de la pollution par des éléments nutritifs (ex. azote, phosphore).

L'Assemblée annuelle du CLGLSL a eu lieu à Détroit un mois auparavant, du 13 au 14 septembre 2019. Des résolutions concernant la pollution par les microplastiques et la prolifération d'espèces de poisson non indigènes y avaient notamment été adoptées.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Avec les représentants du CLGLSL, débiter la planification de l'Assemblée annuelle 2021 de l'organisation, qui aura lieu à Québec.

- Le représentant de l'ANQ a entamé les discussions avec les autorités du CLGLSL afin de planifier les détails de l'Assemblée annuelle de 2021.

Effectuer des échanges de bonnes pratiques avec les législatrices et législateurs américains et recueillir les témoignages des spécialistes sur la question de la pollution par les nutriments.

- Le député a recueilli de l'information importante sur la pollution par les nutriments auprès de la Commission des Grands Lacs (CGL) et développé, avec ses homologues, un projet consensuel de mesures suggérées pour contrer la problématique afin de favoriser une meilleure coordination des États et provinces membres du CLGLSL.
- La délégation de l'ANQ a effectué des visites terrain afin d'avoir une meilleure compréhension de la pollution par les nutriments et de s'inspirer de bonnes pratiques. Les sites visités comprenaient l'usine de traitement des eaux de la Great Lakes Water Authority (GLWA), ainsi qu'une entreprise agricole, chacune faisant office de modèle à suivre dans leur domaine en termes de prévention de la pollution à l'azote et au phosphore.

Consolider les liens avec les parlementaires américains et les assemblées législatives des États et ainsi contribuer au rayonnement de l'ANQ et du Québec dans la région des Grands Lacs.

- Le représentant désigné par l'ANQ a collaboré avec une vingtaine de législateurs provenant de sept États américains et de l'Ontario. Il a ainsi élargi son réseau de contacts, ainsi que celui de l'ANQ auprès des leaders politiques de ces juridictions.

STATISTIQUES



SUIVIS

Continuer la planification de l'Assemblée annuelle 2021 du CLGLSL, dont l'ANQ sera l'hôte.

Rester à l'affût des mesures de prévention de la pollution par les nutriments ou des modèles de politiques à cet effet qui résulteront des travaux de l'Institut Birkholz de politiques du CLGLSL.

DÉPENSES

GILLES BÉLANGER (ORFORD)

Transport	1 620,23 \$
Repas	129,09 \$
Hébergement	434,36 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	47,00 \$
Sous-total	2 230,68 \$

CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	1 223,39 \$
Repas	145,01 \$
Hébergement	434,36 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	47,00 \$
Sous-total	1 849,76 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	2 843,62 \$
Repas	274,10 \$
Hébergement	868,72 \$
Divers	94,00 \$
Autres frais	0 \$
TOTAL	4 080,44 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



CONFÉRENCE NATIONALE DU COUNCIL OF STATE GOVERNMENTS (CSG) ET RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'EASTERN REGIONAL CONFERENCE (ERC)

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)
San Juan (Porto-Rico)
4 au 8 décembre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Guy Ouellette (Chomedey), membre du comité exécutif de l'ERC et coprésident de la Commission des relations Canada-États-Unis de cette organisation
- Conseiller en relations internationales

CONTEXTE

Ayant coprésidé l'ERC en 2016, le député de Chomedey est membre du comité exécutif de l'ERC et coprésident de la Commission sur les relations Canada-États-Unis de cette organisation. Celui-ci a présidé les travaux de cette commission lors de l'Assemblée annuelle de l'ERC ayant eu lieu à Pittsburgh en août 2019 et doit donc en faire rapport à la réunion du comité exécutif.

Lorsque la Conférence nationale du CSG se tient dans l'un des États ou territoires membres de l'ERC, comme dans le cas de Porto-Rico, l'organisation en profite pour y tenir la réunion de son comité exécutif. L'Assemblée nationale est membre du Comité exécutif de l'ERC.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Assister à la réunion du comité exécutif de l'ERC et y présenter le rapport d'activité de la Commission des relations Canada-États-Unis de cette organisation.

- À titre de coprésident de la Commission des relations Canada-États-Unis, le député québécois a présenté le rapport d'activité pour l'année 2019. Il a fait un retour sur les discussions ayant eu cours dans le cadre de l'Assemblée annuelle de l'ERC concernant notamment les **infrastructures de transport et d'électricité**, la **préservation de la qualité de l'eau des lacs transfrontaliers**, la **fluidité aux frontières**, les enjeux liés à la **légalisation du cannabis** et l'**Accord de libre-échange Canada-États-Unis-Mexique**.
- Le député a présenté les principaux enjeux politiques de la dernière année au Québec. Il a également pris connaissance des calendriers parlementaires et des défis des États membres de l'ERC.
- Dans une perspective de protection de l'environnement et de lutte contre l'obsolescence programmée, le député québécois a fait insérer l'enjeu de l'économie circulaire au programme de l'ERC pour la prochaine année.

Assister aux travaux des instances de gouvernance du CSG

- La délégation québécoise a assisté à la réunion de la Commission sur les relations internationales, où il a largement été question des **perspectives économiques américaines** dans un contexte où le commerce international semble stagner.
- Le député du Québec a siégé à la réunion du comité exécutif. Le **budget** de la prochaine année financière de l'organisation y a été adopté. Le sort des congrès d'État ne payant pas leur cotisation annuelle a également été discuté. Devant l'absence de consensus, le sujet a été reporté à une réunion ultérieure. Le parlementaire québécois a également pris connaissance des rapports des autorités politiques et administratives du CSG.

Assister aux réunions portant sur les thèmes prioritaires de la DANREU.

- Le parlementaire du Québec a pris part à une journée de travail portant sur les différentes facettes de la **cybersécurité** pour les organisations publiques, notamment le vol de données privées, la désinformation et la sécurité des élections. Des sujets comme la protection des organisations gouvernementales contre les attaques, mais aussi les politiques nécessaires à protéger le public ont été abordés.
- La délégation québécoise a également récolté de l'information concernant le **portrait énergétique** aux États-Unis et les défis liés à la multiplication des intervenants dans le domaine, le **commerce transfrontalier** dans le contexte de guerres commerciales et la **recherche et le développement dans l'industrie pharmaceutique**.

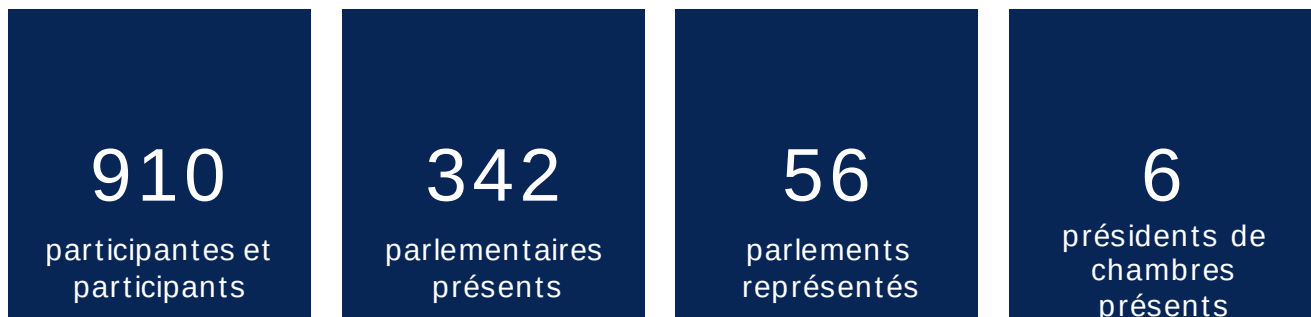
Consolider les liens avec les parlementaires américains et les assemblées législatives des États, contribuant ainsi au rayonnement de l'ANQ aux États-Unis.

- Le député du Québec a établi un excellent contact avec la nouvelle présidente du CSG, la représentante Joan Ballweg, du Wisconsin. À la lumière de cet entretien, des avenues de collaboration accrues pourraient être explorées entre le CSG et l'ANQ.
- La délégation a renforcé son réseau de contacts, notamment lors d'échanges avec des parlementaires de nombreux États américains et provinces canadiennes.

AUTRES RÉSULTATS

Des contacts ont été établis avec un sénateur du Massachusetts afin de relancer les activités de l'Association parlementaire Québec-Massachusetts.

STATISTIQUES



SUIVIS

Le député du Québec poursuivra son travail en vue de sensibiliser ses homologues américains face au problème de l'obsolescence programmée.

La documentation relative aux enjeux de cybersécurité, d'intégration à l'emploi et de résilience des infrastructures énergétiques ont été remises aux commissions parlementaires concernées.

La prochaine Conférence nationale du CSG aura lieu du 2 au 5 décembre 2020 à Santa Fe, au Nouveau-Mexique.

DÉPENSES

GUY OUELLETTE, MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'ERC ET COPRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES RELATIONS CANADA-ÉTATS-UNIS DE CETTE ORGANISATION

Transport	1 417,68 \$
Repas	364,83 \$
Hébergement	1 793,60 \$
Frais d'inscription	597,61 \$
Divers	116,75 \$

Sous-total	4 290,47 \$
-------------------	--------------------

CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	1 460,46 \$
Repas	488,32 \$
Hébergement	2 026,81 \$
Frais d'inscription	597,61 \$
Divers	151,35 \$

Sous-total	4 724,55 \$
-------------------	--------------------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	2 878,14 \$
Repas	853,15 \$
Hébergement	3 820,41 \$
Frais d'inscription	1 195,22 \$
Divers	268,10 \$

TOTAL	9 015,02 \$
--------------	--------------------

Ce rapport a été approuvé par les participants.



RÉUNION DES COMMISSIONS PERMANENTES (*CAPITOL FORUM*) DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU)
Phoenix, Arizona
9 au 12 décembre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Mathieu Lévesque, député de Chapleau
- Conseiller en relations internationales

CONTEXTE

Depuis avril 2000, l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) participe, à titre de membre international affilié, aux activités de la *National Conference of State Legislatures* (NCSL), une organisation nationale américaine réunissant des parlementaires des 50 États américains.

Les commissions permanentes de la NCSL se rencontrent deux fois par année. L'ANQ est membre de la Commission du travail et du développement économique et de la Commission des ressources naturelles et des infrastructures.

L'ANQ participe également au groupe de travail sur l'approvisionnement énergétique (*Energy Supply Task Force*) ainsi qu'à celui sur les relations internationales (*International Relations Task Force*), tous deux chapeautés par le comité exécutif de la NCSL.

L'ANQ sera l'hôte de la réunion du Comité exécutif de la NCSL, en juin 2020.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Assister aux réunions des commissions permanentes et des groupes de travail dont l'ANQ est membre. Dans cette perspective, défendre les intérêts du Québec, notamment en ce qui concerne les questions liées au commerce, au transport et aux énergies renouvelables.

- Le député de Chapleau a pris part à la réunion de travail de la Commission des ressources naturelles et des infrastructures.

Participer activement à la pré-conférence sur les véhicules autonomes et recueillir de l'information sur les dernières tendances et les enjeux prospectifs et législatifs en la matière.

- L'Arizona étant un État très impliqué dans le développement et le déploiement des véhicules autonomes, le député a pu en connaître davantage sur les dernières avancées en la matière, notamment sur les véhicules dont l'autonomie atteint les niveaux 4 et 5. L'Organisation internationale des constructeurs automobiles a mis en place une classification comportant 5 niveaux pour les véhicules autonomes, allant de 0 à 5. Les 3 premiers niveaux d'autonomie constituent des aides à la conduite. Du niveau 3 à 5, des fonctions peuvent être déléguées au véhicule, partiellement (niveaux 3 et 4) ou totalement (niveau 5).

À l'occasion du panel sur le commerce international, organisé par la Commission du travail et du développement économique de la NCSL, défendre les intérêts du Québec en matière de commerce, notamment en ce qui a trait à la **ratification de l'Accord États-Unis-Canada-Mexique (AEUCM)**. Y faire également la promotion des secteurs d'excellence québécois, notamment en matière de stockage de batteries et **d'électrification des transports**.

- Le député de Chapleau a pu rappeler l'importance de l'AEUCM pour le Québec. Il a également pu prendre part aux discussions portant sur le commerce international, notamment sur la question des règles d'origine qui s'appliqueront sur l'aluminium avec le nouvel accord commercial.

Renforcer le réseau de contacts privilégiés de l'ANQ avec les parlementaires et les membres du personnel administratif des assemblées des 50 États américains qui participent aux réunions de la NCSL.

- Le député a pu tisser de nombreux liens avec des législateurs américains, notamment lors d'activités de réseautage et durant les séances de travail.



SUIVIS

Aucun suivi particulier.

DÉPENSES

MATHIEU LÉVESQUE, DÉPUTÉ DE CHAPLEAU

Transport	973,12 \$
Repas	455,82 \$
Hébergement	1 641,04 \$
Frais d'inscription	681,20 \$
Divers	117,20 \$
Sous-total	3 868,38 \$

CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	1 443,70 \$
Repas	552,22 \$
Hébergement	2 051,30 \$
Frais d'inscription	681,20 \$
Divers	117,20 \$
Sous-total	4 845,62 \$

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	2 416,82 \$
Repas	1 008,04 \$
Hébergement	3 692,34 \$
Frais d'inscription	1 362,40 \$
Divers	234,40 \$
TOTAL	8 714,00 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA NATIONAL CONFERENCE OF STATE LEGISLATURES

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANRÉU)
Austin, Texas
17 et 18 janvier 2020

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Mathieu Lemay (Masson), vice-président de la DANRÉU
- Conseiller en relations internationales

CONTEXTE

En mars 2018, l'ANQ a organisé, en partenariat avec la National Conference of State Legislatures (NCSL), la Conférence interparlementaire sur le libre-échange (CILE), qui a accueilli plus 150 participants et participantes des États-Unis, du Mexique et du Canada. Les séances de travail ont porté sur la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et sur le rôle des parlementaires des États fédérés dans ce dossier. Devant le succès de cette activité, les relations entre la DANRÉU et la NCSL se sont abondamment accrues.

Un an plus tard, le président élu de la NCSL et président de l'Assemblée législative de l'État du Wisconsin, M. Robin Vos, effectuait une visite à l'Assemblée nationale du Québec afin de rencontrer le nouveau président de l'institution, M. François Paradis, ainsi que les parlementaires membres du comité directeur de la DANRÉU.

Ces rencontres ont été l'occasion de s'entendre sur l'organisation de la réunion du comité exécutif de la NCSL à Québec, en 2020.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Planifier l'organisation de la réunion du comité exécutif de la NCSL à Québec, les 5 et 6 juin prochain. Poursuivre les discussions afin qu'un ou plusieurs groupes de travail ou commissions de cette organisation profitent de l'occasion pour se réunir à Québec.

- Une rencontre entre la délégation québécoise et les autorités administratives de la NCSL a eu lieu. Les groupes de travail sur l'approvisionnement énergétique et les innovations en santé dans les États profiteront de la tenue du comité exécutif à Québec pour se réunir.
- Un projet de programme préliminaire proposé par l'ANQ a été accepté par les autorités de la NCSL.
- À l'occasion de sa prise de parole dans le cadre du comité exécutif de l'organisation, le député québécois a invité les membres de cette instance à prendre part à la réunion de Québec.

Faire valoir les intérêts et thèmes prioritaires du Québec en prévision du prochain Sommet législatif de la NCSL qui aura lieu à Indianapolis, Indiana, au mois d'août 2020.

- Les réunions des groupes de travail qui se tiendront à Québec porteront sur certains des thèmes prioritaires de la DANRÉU, soit l'hydroélectricité, les recherches pour les batteries à grande autonomie et le secteur de la recherche en intelligence artificielle. Des suivis sur ces thèmes seront ensuite effectués à l'occasion du Sommet législatif.

Prendre part aux réunions de planification stratégique de l'organisation ainsi qu'à la consultation des parlementaires sur l'avenir de l'organisation.

- Le député québécois a assisté à la réunion du sous-comité de la vérification et de la conformité en plus de prendre part aux réunions sur le budget, les finances et la réglementation et sur les institutions législatives. Enfin, il a assisté à la réunion du comité exécutif où il a pu prendre connaissance du rapport du directeur exécutif et des rapports des divers sous-comités s'étant réunis au cours de la fin de semaine. Il a également pris part à la réflexion stratégique qui, à terme, redéfinira les orientations de la NCSL afin qu'elle réponde mieux aux intérêts de ses institutions législatives membres, dont l'ANQ.

Renforcer le réseau de contacts privilégiés de l'ANQ avec les parlementaires et les membres du personnel administratif siégeant au comité exécutif de la NCSL ainsi qu'avec le personnel cadre de cette organisation.

- Les membres de la délégation québécoise se sont entretenus avec tous les membres du bureau de direction de la NCSL.

AUTRES RÉSULTATS

Le secrétaire administratif de la DANRÉU a assisté à plusieurs réunions du comité de coordination du personnel parlementaire de la NCSL et y a établi plusieurs contacts pouvant, à terme, faciliter une participation accrue de l'ANQ aux instances décisionnelles de l'organisation.

STATISTIQUES



SUIVIS

L'Assemblée nationale a assuré les suivis nécessaires, en collaboration avec les unités administratives de la NCSL, pour l'organisation de la prochaine réunion du comité exécutif qui devait avoir lieu à Québec, les 5 et 6 juin 2020. L'événement a toutefois été annulé en raison de la pandémie de COVID-19.

DÉPENSES

MATHIEU LEMAY (MASSON), VICE-PRÉSIDENT DE LA DANRÉU

Transport	1 034,54 \$
Repas	286,76 \$
Hébergement	652,44 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	45,92 \$

Sous-total	2 019,66 \$
-------------------	--------------------

CONSEILLER EN RELATIONS INTERNATIONALES

Transport	854,18 \$
Repas	326,76 \$
Hébergement	978,66 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	68,88 \$

Sous-total	2 228,48 \$
-------------------	--------------------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	1 888,72 \$
Repas	613,52 \$
Hébergement	1 631,10 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	114,80 \$

TOTAL	4 248,14 \$
--------------	--------------------

Ce rapport a été approuvé par les participants



RÉUNION DE COORDINATION ENTRE LA PRÉSIDENTE ET LES TROIS SECRÉTARIATS DE LA COPA

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Confédération parlementaire des Amériques (COPA)
Mexico (Mexique)
23 au 24 septembre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Paule Robitaille (Bourassa-Sauvé)
- Secrétaire administrative de la COPA

DÉLÉGATION ÉTRANGÈRE / AUTRES PARTICIPANTS

- M. Eduardo Bhatia Gautier, sénateur de Porto Rico et président de la COPA
- M. Kennedy Nunes, président de l'Union nationale des Assemblées législatives des États fédérés du Brésil (UNALE) et vice-président de la COPA
- M^{me} Alejandra del Carmen León Gastélum, sénatrice de Baja California et Secrétaire exécutive de la COPA
- M^{me} Ivana Bastos, secrétaire général de l'UNALE et représentante du Secrétariat du Brésil de la COPA

CONTEXTE

L'Assemblée nationale du Québec (ANQ) est un membre fondateur de la COPA. Elle héberge également un de ses trois secrétariats, les deux autres étant situés au Mexique et au Brésil.

Depuis quelques années, la COPA traverse une période difficile caractérisée par une stagnation de ses activités.

Dans ce contexte, la réunion de coordination entre la présidence et les secrétariats de la COPA se veut l'occasion de repenser l'institution afin d'en faire une organisation multilatérale efficace, attrayante et crédible.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

S'assurer du soutien de la présidence et des secrétariats du Mexique et du Brésil pour l'organisation de la prochaine assemblée générale de la COPA sous un nouveau modèle.

- La présidence et les secrétariats ont convenu de réaliser la prochaine assemblée générale de la COPA sous un nouveau modèle. La nouvelle formule, proposée par la présidence de la COPA, suggère l'organisation d'une conférence-phare avec la présence d'un conférencier de renom, la tenue de panels mixtes d'experts et de parlementaires ainsi qu'un nouveau format pour le déroulement des travaux.
- La présidence et les secrétariats ont choisi d'un commun accord les trois thèmes de la prochaine assemblée générale, qui aura lieu à Porto Rico :
 1. changements climatiques (responsabilité du Secrétariat du Québec en collaboration avec le Paraguay)
 2. processus migratoires (responsabilité du Secrétariat du Mexique);
 3. santé mentale et suicide (responsabilité du Secrétariat du Brésil).
- Au cours des échanges ayant suivi cette réunion, il a été déterminé que la 17^e assemblée générale de la COPA aurait lieu à l'hiver 2020.

Contribuer aux échanges visant à redynamiser la COPA et à pallier à ses faiblesses actuelles.

- La présidence et les secrétariats ont réalisé une analyse FFOM (Forces-Faiblesse-Opportunités-Menaces) de la COPA. Ils ont ainsi brossé le portrait actuel de l'institution, soulignant les défis auxquels elle est confrontée.
- La présidence et les secrétariats ont mentionné la nécessité d'élaborer une stratégie de communication afin d'établir de meilleurs canaux de communication entre les parlements, de recruter de nouveaux membres et de faire rayonner les activités institutionnelles de la COPA. La refonte du site Internet et la présence accrue de l'institution sur les médias sociaux ont également été évoquées.
- La présidence et les secrétariats ont discuté de la trésorerie de la COPA et d'une potentielle réforme. Ils souhaitent explorer les possibilités alternatives de financements et réfléchir à une nouvelle gestion des fonds de l'organisation. Il a été suggéré d'intégrer la réforme de la trésorerie à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale de la COPA.

AUTRES RÉSULTATS

M^{me} Robitaille (Bourassa-Sauvé) a rencontré la déléguée générale du Québec à Mexico, M^{me} Stéphanie Allard-Gomez, ainsi que son attaché multisectoriel. Ils ont discuté des mandats de la Délégation générale du Québec à Mexico (DGQM) et des potentielles collaborations entre la DGQM et l'ANQ.

STATISTIQUES



SUIVIS

Le secrétariat du Québec appuie la présidence et le secrétariat exécutif dans la planification et la réalisation de la 17^e Assemblée générale de la COPA qui aura lieu à San Juan, Porto Rico. Entre autres, l'ANQ fournit son soutien institutionnel pour l'envoi des invitations, l'élaboration de la programmation et l'organisation du panel sur les changements climatiques.

Le secrétariat du Québec élabore, en collaboration avec les autres membres du comité exécutif de la COPA, des pistes de réflexion pour la réforme de la trésorerie de l'organisation.

Le secrétariat du Québec et le secrétariat du Brésil mettent à jour du site Internet de la COPA et élaborent une stratégie de communication afin de contribuer au plus grand rayonnement de l'organisation, notamment sur les réseaux sociaux.

En coordination avec la présidence du Réseau des femmes parlementaires des Amériques, le secrétariat du Québec prépare la réunion annuelle du Réseau et la réunion de son comité exécutif. Ces rencontres se tiennent à chaque assemblée générale de la COPA.

DÉPENSES

PAULE ROBITAILLE (BOURASSA-SAUVÉ)

Transport	1 080,33 \$
Repas	307,85 \$
Hébergement	191,22 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	70,20 \$

Sous-total	1 649,60 \$
------------	-------------

CONSEILLÈRE EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	1 248,89 \$
Repas	244,35 \$
Hébergement	190,72 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	70,20 \$

Sous-total	1 754,16 \$
------------	-------------

AUTRES FRAIS

Annulation billet d'avion	0 \$
Annulation inscription	0 \$
Interprétation	348,67 \$

Sous-total	348,67 \$
------------	-----------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	2 329,22 \$
Repas	552,20 \$
Hébergement	381,94 \$
Divers	140,40 \$
Autres frais	348,67 \$

TOTAL	3 752,43 \$
-------	-------------

Ce rapport a été approuvé par les participants.



71^E SESSION DU CONSEIL NORDIQUE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Coopération
Stockholm (Suède)
29 au 31 octobre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Richard Campeau (Bourget)
- M. Gregory Kelley (Jacques-Cartier)
- Conseillère en relations internationales et interparlementaires

CONTEXTE

Créé en 1952, le Conseil nordique est l'organe officiel de coopération interparlementaire entre l'Islande, le Danemark, la Norvège, la Suède et la Finlande. Il est composé de 87 membres élus provenant de ces parlements ainsi que de ceux des territoires autonomes des îles Féroé, du Groenland et d'Åland. Les représentants, tous des parlementaires dans leur pays d'origine, sont élus par les parlements nationaux. L'élection au Conseil nordique est donc indirecte.

Le gouvernement du Québec a signé, en 2013, une entente de collaboration avec le Conseil nordique de ministres (CNM). Il a également reçu en 2015, à Québec, le Symposium sur le développement nordique lors duquel il a signé une lettre d'intention visant à renforcer la coopération en matière de développement septentrional.

La première participation de l'ANQ remonte à octobre 2017. Elle a été invitée à participer, à titre d'observatrice, à la 71^e Session de cette organisation, qui se tenait à Stockholm.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Se familiariser avec le **fonctionnement du Conseil nordique** et avec les **enjeux actuels** des pays septentrionaux, notamment en matière de coopération.

- Les parlementaires québécois ont assisté aux travaux de la plénière du Conseil nordique, qui portaient majoritairement sur la crise climatique. Ils ont notamment entendu les premiers ministres de chaque État membre ou leur représentant sur cet enjeu prioritaire. La première ministre du Danemark, M^{me} Mette Frederiksen, a particulièrement insisté sur l'importance, pour les pays nordiques, de mettre la crise climatique au premier plan de l'agenda politique dans la perspective de garantir l'avenir de la démocratie. Le premier ministre de la Finlande, M. Antti Rinne, a quant à lui insisté sur le fait que les parlementaires des pays de la région arctique doivent écouter les messages de la jeunesse et faire preuve d'initiative, de créativité et d'ouverture pour trouver des solutions structurelles à cette crise.
- Les représentants de l'ANQ en ont appris davantage sur les enjeux de la coopération dans les pays septentrionaux, plus particulièrement sur le nord durable, les zones d'échanges économiques et les enjeux militaires et sécuritaires.
- Étudiée par le comité de la croissance et du développement, la thématique du la création d'une grappe de tourisme durable en Arctique a particulièrement suscité l'intérêt des parlementaires québécois. La [résolution](#) adoptée encourage le Conseil nordique des ministres à initier une coopération spéciale dans le domaine du tourisme nordique, de soutenir l'échange de connaissances sur le tourisme durable et de lancer des enquêtes sur les meilleures pratiques pour le tourisme dans l'Arctique.
- D'autres enjeux significatifs ont été au cœur des débats : l'égalité entre les genres, les affaires étrangères – notamment les questions européennes et liées à l'Arctique –, la défense, la croissance et le développement d'une région nordique durable.
- En assistant à l'ensemble des travaux et par diverses rencontres, les parlementaires québécois se sont familiarisés avec le fonctionnement du Conseil nordique, différent de celui des organisations interparlementaires auxquelles l'ANQ participe habituellement.

Identifier les **thèmes porteurs** pour lesquels le Québec détient une expertise et pour lesquels une coopération accrue pourrait être mise en place avec les pays nordiques.

- Les parlementaires québécois ont constaté une grande proximité entre les enjeux rencontrés par les pays nordiques et ceux vécus au Québec. Le thème central de cette Session du Conseil nordique, la crise climatique et l'urgence d'agir pour la contrer, a été porteur d'intérêt tant pour les parlementaires des pays participants que pour ceux du Québec. En effet, les défis liés à la réduction des gaz à effet de serre se posent mondialement. Le Québec, tout comme les pays arctiques, a développé des solutions diverses pour y répondre. Plus particulièrement, les solutions adoptées en transport seraient intéressantes à partager et à découvrir. De surcroît, un partage plus approfondi sur cette thématique a été considéré comme étant prioritaire par les parlementaires septentrionaux rencontrés.
- Des échanges plus approfondis sur les questions d'éducation à la démocratie et de participation citoyenne, d'égalité entre les genres, ainsi que de relation avec les autochtones pourraient également être envisagés. Ces thématiques pourraient être abordées dans une perspective de partage des bonnes pratiques et de recherche de solutions novatrices pour les parlementaires québécois.

Faire rayonner l'expertise de l'ANQ en matière de **coopération interparlementaire**.

- À l'occasion du point dédié à la coopération internationale, un député québécois a présenté les différentes actions de l'ANQ en matière de coopération interparlementaire. Il a également partagé les innovations de l'Assemblée nationale en matière de participation citoyenne et d'éducation à la démocratie, suscitant de l'intérêt auprès du Conseil nordique des jeunes.

Développer un **réseau de contacts** avec des parlementaires des différents pays nordiques et établir des liens avec les parlements de ces pays en vue d'une coopération plus étroite avec l'ANQ.

- Les représentants de l'Assemblée nationale du Québec ont échangé avec le président sortant du Conseil nordique et député suédois, M. Hans Wallmark, sur le fonctionnement de l'institution et sur les relations entre les pays de la zone arctique.
- Les parlementaires québécois ont également pu échanger avec la présidente de la délégation islandaise et la présidente élue du Conseil nordique pour 2020, M^{me} Silja Dögg Gunnarsdóttir. Cette dernière a **invité l'ANQ à participer à la prochaine session du Conseil nordique, en octobre 2020**.
- Une rencontre avec le président du Comité pour une région nordique durable, M. Ketil Kjenseth, député norvégien, et d'autres membres a été l'occasion pour

les parlementaires québécois d'en apprendre davantage sur la mécanique du fonctionnement des comités du Conseil nordique. Ils ont également partagé leurs préoccupations communes par rapport à la crise climatique.

- Les participants québécois ont également rencontré le président du Conseil nordique des jeunes, M. Nicholas Kujala. Ce forum inédit, regroupant des membres des ailes jeunesse des partis politiques des pays de la région, fait formellement partie du Conseil nordique depuis les années 1960. Les jeunes peuvent intervenir directement dans les comités du Conseil nordique, tandis que leur président peut prendre parole au nom de la jeunesse en plénière. Cette rencontre a été l'occasion, pour les parlementaires du Québec, d'en apprendre davantage sur la mobilisation de la jeunesse dans les pays nordiques.

AUTRES RÉSULTATS

Une rencontre a été organisée entre les parlementaires québécois et trois représentants de la **Swedish Environmental Protection Agency**. Cette agence exerce un rôle-conseil sur les questions environnementales auprès du gouvernement suédois et des instances de gouvernance régionale et municipale.

Les intervenants ont présenté le cadre européen dans lequel la Suède s'inscrit en matière d'objectifs de lutte contre les changements climatiques. Ils ont également mis de l'avant les solutions entreprises par le gouvernement suédois pour atteindre ses objectifs. Leurs principaux défis sont la réduction des gaz à effet de serre dans les domaines de l'agriculture, des transports et de l'industrie. Des solutions novatrices ont été trouvées concernant l'électrification des transports. En plus d'investir dans la recherche et le développement – notamment dans la recherche d'alternatives aux biocarburants –, la Suède a implanté un système de taxation progressive pour permettre aux entreprises qui ne sont pas soumises au système européen d'échange de droit d'émission afin qu'elles puissent s'adapter sans perdre leur compétitivité, de bonus-malus et de taxes différenciées en fonction du type de véhicules.

La rencontre a aussi été l'occasion d'échanger sur la mobilisation des citoyennes et des citoyens sur les questions environnementales. En Suède, cette mobilisation est très élevée : 98 % des Suédoises et des Suédois croient qu'il faut protéger la nature. Cela s'explique notamment par le fait que les enjeux environnementaux font partie du cursus scolaire, et ce, dès le plus jeune âge des enfants.

Les parlementaires ont également présenté les enjeux du Québec en matière de lutte contre les changements climatiques, de même que les avancées québécoises. Ultimement, cette rencontre a permis aux élus de s'enquérir des bonnes pratiques des pays nordiques en matière de développement durable et d'environnement.

STATISTIQUES

112

parlementaires
présents

20

parlements
représentés

SUIVIS

Le Québec sera invité à participer à la 72^e Session du Conseil nordique. Une coopération plus approfondie avec cette organisation pourrait être discutée à l'occasion de cette rencontre.

DÉPENSES

M. RICHARD CAMPEAU (BOURGET)

Transport	2 964,80 \$
Repas	558,47 \$
Hébergement	531,80 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	238,20 \$

Sous-total	4 293,27 \$
-------------------	--------------------

M. GREGORY KELLEY (JACQUES-CARTIER)

Transport	1 639,80 \$
Repas	513,36 \$
Hébergement	531,80 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	238,20 \$

Sous-total	2 923,16 \$
-------------------	--------------------

CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	2 110,62 \$
Repas	573,31 \$
Hébergement	531,80 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	238,20 \$

Sous-total	3 453,93 \$
-------------------	--------------------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	6 715,22 \$
Repas	1 645,14 \$
Hébergement	1 595,40 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	714,60 \$
Autres frais	0 \$
TOTAL	10 670,36 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



FORUM DES FEMMES ÉLUES

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Forum des femmes élues
Ottawa (Ontario)
20 février 2020

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Chantal Soucy, vice-présidente de l'Assemblée du Québec (ANQ) et présidente du Cercle des femmes parlementaires
- M^{me} Geneviève Hébert (St-François)
- M^{me} Kathleen Weil (Notre-Dame-de-Grâce)
- Conseillère en relations internationales

CONTEXTE

L'organisation À voix égales a créé ce premier Forum des femmes élues afin de regrouper les élues des divers paliers de gouvernement à travers le Canada (fédéral, provincial, municipal et communautés autochtones).

À voix égales s'emploie à promouvoir des changements systémiques au sein des assemblées afin de lutter contre le harcèlement, d'introduire des mesures favorables à la famille et de moderniser les installations afin de faire de la politique un meilleur endroit pour les femmes. Le forum vise à présenter les réussites, rechercher des solutions et faciliter la collaboration entre les femmes élues afin de travailler ensemble pour relever ces défis.

Recueillir les idées et les bonnes pratiques à mettre en place à l'Assemblée afin de rendre le parlement plus sensible au genre, notamment dans le cadre de la réforme parlementaire.

- Un rapport sur les parlements sensibles à l'égalité des genres, rédigé par À voix égales, a été remis aux participantes. Il recense les obstacles systémiques du milieu politique pour les femmes et les pratiques exemplaires en la matière. Les principaux obstacles à l'entrée et à la rétention des femmes en politique sont le harcèlement, particulièrement celui vécu en ligne, le sexisme, les stéréotypes, la langue, le décorum législatif et les postes de leadership.
- Un top 10 des recommandations pour favoriser le changement a été présenté; on note entre autres le vote par procuration et la participation à distance, les politiques de congé de maternité et de congé parental, les arrangements de voyage en famille et les infrastructures de garde d'enfants.

Renforcer la collaboration entre les femmes parlementaires québécoises et canadiennes.

- Les députées québécoises ont échangé avec des élues des autres provinces représentées, à savoir : le Manitoba, l'Alberta, l'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest ainsi que du Parlement du Canada.
- Certaines participantes sont également impliquées dans les activités de la région canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth. Elles pourront donc poursuivre les échanges de bonnes pratiques et la collaboration dans cette instance.

Renforcer l'efficacité des parlementaires en matière d'égalité femmes-hommes.

- Le concept de parlement sensible au genre a été présenté par À voix égales. Les conférencières présentes ont illustré des problématiques rencontrées au sein de leur parlement, ainsi que des pistes de solution.
- Notons entre autres l'idée que les femmes en politique recrutent elles-mêmes des femmes à fort potentiel afin de les convaincre de se présenter comme candidate, les mesures spéciales temporaires pour accélérer et maintenir l'égalité femmes-hommes et le vote par procuration.

Faire connaître les bonnes pratiques de l'ANQ au sein des autres assemblées ou institutions.

- Les députés ont discuté de l'ambiance qui règne au parlement, alors que l'Assemblée a pour la première fois atteint une zone paritaire, et que plusieurs jeunes parlementaires ont été élus. Elles ont mentionné que ces changements poussent les autres élus et l'institution à remettre en question certaines manières de faire qui étaient implantées. Les Cercles des femmes et des jeunes parlementaires permettent de catalyser ces réflexions.
- Les députés ont fait mention que l'Assemblée a mis en place sa politique de lutte contre le harcèlement en 2015, et que les horaires de travail ont déjà été modifiés une première fois afin de faciliter la conciliation travail-famille lors de la dernière réforme parlementaire en 2009.

STATISTIQUES



SUIVIS

Le rapport et les dix recommandations produits par À voix égales ont été transmis aux autres membres du Comité restreint du Cercle des femmes parlementaires ainsi qu'au Secrétaire général de l'Assemblée.

DÉPENSES

CHANTAL SOUCY, VICE-PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC (ANQ)

Transport	258,60\$
Repas	101,10\$
Hébergement	327,88\$
Frais d'inscription	0\$
Divers	17,30\$

Sous-total	704,88\$
------------	----------

GENEVIÈVE HÉBERT (SAINT-FRANÇOIS)

Transport	212,70\$
Repas	101,10\$
Hébergement	327,88\$
Frais d'inscription	0\$
Divers	17,30\$

Sous-total	658,98\$
------------	----------

KATHLEEN WEIL (NOTRE-DAME-DE-GRÂCE)

Transport	223,22\$
Repas	101,10\$
Hébergement	327,88\$
Frais d'inscription	0\$
Divers	17,30\$

Sous-total	669,50\$
------------	----------

CONSEILLÈRE EN RELATIONS INTERNATIONALES

Transport	259,39\$
Repas	101,10\$
Hébergement	327,88\$
Frais d'inscription	0\$
Divers	17,30\$

Sous-total	742,67\$
------------	----------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	953,91\$
Repas	404,40\$
Hébergement	1 311,52\$
Frais d'inscription	0\$
Divers	69,20\$
TOTAL	2 739,03\$

Ce rapport a été approuvé par les participantes.



VISITE D'UNE DÉLÉGATION DE PARLEMENTAIRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU VIETNAM

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

APF – Ad hoc
Québec (Québec)
2 avril 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M^{me} Maryse Gaudreault, vice-présidente de l'ANQ
- M^{me} Geneviève Hébert (Saint-François), membre de la Section du Québec de l'APF
- M. Joël Arseneau (Îles-de-la-Madeleine), membre de la Commission de la santé et des services sociaux (CSSS)
- M. Frantz Benjamin (Viau), membre de la CSSS
- M^{me} Jennifer Maccarone (Westmount-Saint-Louis), membre de la Commission des relations avec les citoyens (CRC)
- M^{me} Annie-Christine Cyr, directrice adjointe au cabinet du président
- M^{me} Anne-Marie D'Amours, directrice de cabinet de la vice-présidente de l'ANQ
- Conseillère en protocole
- Conseillère en relations internationales
- Secrétaire de commission

DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU VIETNAM (ANV)

- M. BUI Sy Loi, chef de la délégation, premier président adjoint du Comité des affaires sociales
- M^{me} LE Thi Nguyet, MP et présidente adjointe du Comité des affaires sociales
- M. NGUYEN Van Son, MP et membre du Comité des affaires sociales
- M^{me} TRUONG Thi Bich Hanh, MP, présidente de l'Union des syndicats de la province de Binh Duong et membre du Comité des affaires sociales
- M^{me} TRAN Thi Hien, MP et membre du Comité des affaires sociales
- M. PHAM Trong Cuong, directeur adjoint du département des Affaires sociales au bureau de l'ANV
- M. NGUYEN Ngoc Thanh, officier du département des Affaires sociales au bureau de l'ANV
- M. NGUYEN Van Dzong, premier secrétaire à l'Ambassade du Vietnam au Canada et interprète

CONTEXTE

Lors de sa visite à l'ANQ en février 2019, l'ambassadeur du Vietnam au Canada, M. Duc Hoa Nguyen, a mentionné que le Québec faisait partie de ses priorités. C'est d'ailleurs lors de cette rencontre que l'ambassadeur a demandé à ce qu'une délégation de parlementaires vietnamiens soit reçue pour discuter de sujets d'intérêt commun.

L'ANQ et l'ANV n'entretiennent pas de relation bilatérale. Elles sont en contact à travers l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF). Aussi, deux parlementaires du Vietnam, M^{me} Thuy Anh Nguyen et M^{me} Khanh Phong Lan Pham, ont pris part à l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones, du 2 au 6 juillet 2018 à Québec. Par ailleurs, le Vietnam a reçu la réunion conjointe du Réseau des femmes parlementaires et de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles de l'APF en février dernier.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Partager les bonnes pratiques de l'ANQ sur les thématiques ciblées par la délégation de l'ANV.

- Dans une première séance de travail, les députés ont échangé avec leurs homologues de l'ANV sur les enjeux de santé et de services sociaux auxquels ils sont confrontés. Après avoir brièvement expliqué leur rôle au sein de la CSSS, ils ont présenté les différents mandats de la Commission, notamment en matière de services sociaux.

- Les parlementaires ont abordé leurs rôles dans le système de gestion du système de santé, notamment à titre de représentants des populations qui les ont élus. À cet effet, les dossiers liés à la santé sont abondamment traités lors du travail de circonscription.
- Par ailleurs, les députés québécois ont pu en apprendre davantage sur le fonctionnement du Comité des affaires sociales de l'ANV et sur les thèmes à l'ordre du jour de cette instance, soit l'accès à l'information et les communications, l'assurance sociale, les personnes âgées et les personnes handicapées. Le chef de la délégation a mentionné qu'il souhaitait s'inspirer des études d'impact des traités commerciaux sur la santé, mieux réalisées au Québec et au Canada.
- Lors du déjeuner de travail, la vice-présidente de l'ANQ et vice-présidente du Réseau des femmes parlementaires de la Francophonie a pu discuter de l'égalité des genres, une thématique d'intérêt pour la délégation vietnamienne. Elle a présenté des actions entreprises par l'ANQ et par le Réseau en la matière.
- Lors d'une deuxième réunion de travail, la secrétaire de la CRC, a présenté le fonctionnement des commissions parlementaires de l'ANQ.
- Dans une troisième séance de travail, la députée québécoise a présenté les principaux mandats de la CRC. Elle a notamment abordé les projets de loi en matière d'immigration et les enjeux environnementaux (pollution, traitement des déchets, taxe environnementale, etc.).
- À l'instar du Canada, le Vietnam a ratifié l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP). La délégation de l'ANV souhaitait obtenir davantage d'informations sur les normes du travail au Québec. Enfin, la pénurie de la main-d'œuvre et la mobilité des travailleurs ont été abordées dans le cadre de cette rencontre.

Présenter les différents projets de coopération interparlementaire dans lesquels l'ANQ promeut son expertise et celle du Québec.

- Le président de l'ANQ a présenté les programmes de coopération parlementaire offerts par l'ANQ. Il a insisté sur l'importance de ces programmes de coopération pour le renforcement des capacités des femmes parlementaires et des fonctionnaires parlementaires et a invité les membres de l'ANV à partager ces activités auprès de leur Parlement.

AUTRES RÉSULTATS

Ce fut l'occasion de renforcer la relation entre l'ANQ et l'ANV. De nombreux thèmes ont fait l'objet de discussions et pourraient être approfondis lors de rencontres subséquentes. Parmi ceux-ci :

- Le système de médecine familiale ;
- Le rôle du secteur privé dans le système de santé ;
- Le rôle de prévention du gouvernement en matière de santé publique ;
- L'offre de services sociaux ou l'assurance sociale ;
- L'accès à l'information ;
- Les technologies de l'information et les systèmes de télécommunications ;
- L'environnement et le développement durable.

STATISTIQUES



DÉPENSES

Transport	0 \$
Repas	1 001,93 \$
Hébergement	0 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	0 \$
Total	1 001,93 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



VISITE D'ÉTUDE DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU MALI, MONSIEUR SAMBA ALHAMDOU BABY

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Coopération
Québec (Québec)
28 et 30 mai 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Carlos Leitão (Robert-Baldwin), président de la Commission de l'administration publique
- M. Sylvain Gaudreault (Jonquière), vice-président de la Commission de l'administration publique
- Secrétaire de la Commission de l'administration publique
- Coordinatrice des travaux de recherche de la Commission de l'administration publique
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

DÉLÉGATION DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU MALI

- M. Samba Alhamdou BABY, Vérificateur général du Mali
- Chef de la Cellule communication du Bureau du Vérificateur général du Mali
- Expert en vérification du projet Redevabilité Publique et Participation des Femmes au Mali (RPPFM)

CONTEXTE

Depuis la création du Bureau du Vérificateur général du Mali (BVGM), en 2002, une collaboration étroite a été établie avec les instances canadiennes et québécoises en vue de renforcer les capacités organisationnelles et humaines de l'institution.

En avril 2018, M. Samba Alhamdou Baby a pris ses fonctions à titre de troisième Vérificateur général du Mali. Une visite d'étude a été organisée à Québec du 27 mai au 1^{er} juin avec pour objectif de renforcer les capacités du BVGM en matière de publication de rapport annuel et de communication avec les parlementaires et autres parties prenantes, notamment les médias.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Assurer la participation du Vérificateur général du Mali et de son équipe aux différentes étapes de dépôt du rapport annuel du Vérificateur général du Québec (VGQ) à l'Assemblée nationale.

- Le Vérificateur général du Mali a pu assister à la séance de travail informelle durant laquelle la Vérificatrice générale du Québec, M^{me} Guylaine Leclerc, et son équipe ont présenté le rapport annuel de son organisation aux membres de la Commission de l'administration publique.
- La délégation a également assisté au dépôt du rapport annuel en Chambre et a pu constater l'utilisation qui en est faite par les parlementaires québécois, notamment lors de la période des questions et réponses orales.
- En assistant à la conférence de presse de la Vérificatrice générale du Québec, les membres de la délégation ont pu observer les relations entre l'institution québécoise et les médias.

Outiller le BVGM dans son mandat d'appui au contrôle parlementaire des finances publiques en permettant une rencontre entre la délégation et des membres du comité directeur de la Commission de l'administration publique.

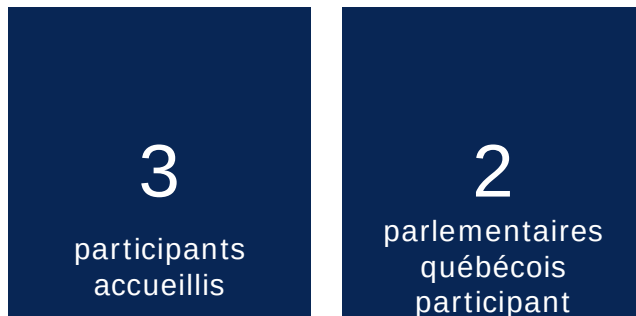
- La rencontre avec le président et un des vice-présidents de la Commission de l'administration publique a permis au Vérificateur général du Mali et à son équipe d'en apprendre davantage sur la relation que les parlementaires québécois entretiennent avec le VGQ. Les députés ont notamment présenté les principaux mandats de la commission parlementaire et leur relation avec le VGQ. Ils ont insisté sur l'importance du suivi des recommandations du VGQ.
- La délégation a également rencontré le secrétaire de la Commission de l'administration publique et la coordonnatrice des travaux de recherche pour cette commission. Ils ont présenté les différentes fonctions de la commission,

qui se distingue des autres commissions parlementaires, et ont mis de l'avant l'étroite collaboration nécessaire avec l'équipe du Bureau du VGQ.

AUTRES RÉSULTATS

La délégation a rencontré l'équipe du Vérificateur général du Québec et visité l'Hôtel du Parlement et la Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

STATISTIQUES



DÉPENSES

Transport	0 \$
Repas	351,90 \$
Hébergement	0 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	0 \$

Total	351,90 \$
-------	-----------

Ce rapport a été approuvé par les participants.



5^e ÉDITION DU PROGRAMME INTERNATIONAL DE FORMATION PARLEMENTAIRE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Coopération

Québec (Québec)

11 au 21 juin 2019

DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec
- M^{me} Maryse Gaudreault, vice-présidente de l'ANQ
- M. Éric Lefebvre (Arthabaska)
- M. Harold Lebel (Rimouski)
- M. Michel Bonsaint, secrétaire général
- M. François Arsenault, directeur général des affaires parlementaires
- M. Serge Bouchard, directeur général de l'administration
- M^{me} Manon Couture, directrice du Centre d'expertise numérique
- M^{me} Catherine Durepos, directrice du service de la séance de l'Assemblée nationale du Québec et adjointe au directeur général des affaires parlementaires
- M. Marc Painchaud, directeur du service de la planification et de la gouvernance
- M. Siegfried Peters, directeur des affaires juridiques et législatives et de la procédure parlementaire
- M^{me} Claudia Rousseau, directrice adjointe et coordonnatrice de la stratégie du Vivre-ensemble et du harcèlement

- Responsable du service de la référence
- Responsable du service de la recherche
- Coordonnateur du service des affaires multilatérales et de la coopération interparlementaire
- Conseillère en communications
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales
- Conseillère au protocole

AUTRES CONFÉRENCIERS

Fonction publique québécoise

- M^{me} Catherine Lagacé, secrétaire générale d'Élections Québec
- M^{me} Guylaine Leclerc, vérificatrice générale du Québec
- M^{me} Ariane Mignolet, Commissaire à l'éthique et à la déontologie
- M. Jean-François Routhier, commissaire au lobbyisme
- M^{me} Marie Rinfret, protectrice du citoyen
- Conseiller en relations internationales, Élections Québec

Université Laval

- M. François Gélneau, doyen de la Faculté des sciences sociales et titulaire de la Chaire sur la démocratie et les institutions parlementaires
- M. Louis Imbeau, professeur retraité
- M. Sylvain Luc, directeur du Département des relations industrielles
- M. Eric Montigny, directeur exécutif de la Chaire de recherche sur la démocratie et professeur de sciences politiques
- Coordonnateur de la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires

Autres

- M. Adam Soulé, membre de la Commission nationale électorale autonome du Bénin
- M. Amadou Thimbo, Directeur des Services de l'Administration générale de l'Assemblée nationale du Sénégal
- M. Jean Fortin, Maire de Baie St-Paul

PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS

- M^{me} SokMony Kong, directrice adjointe du service des relations internationales chargée des affaires de la francophonie pour le Sénat du Cambodge
- M. Jilali El Malki, chargé d'études auprès du cabinet du Président à la Chambre des représentants du Maroc
- M^{me} Wafae Znaidi, chargée de la coordination des projets de coopération à la Chambre des représentants du Maroc
- M^{me} Patricia Mwanamulenda, attachée d'administration de première classe à l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo
- M^{me} Ami Colle Gueye, cheffe de la Section de la Formation à l'Assemblée nationale du Sénégal
- M^{me} Aminata Ndoeye, chef de la Section des Virements, Direction du Trésor Assemblée nationale du Sénégal
- M^{me} Gado Agba, chef de division information et documentation chargée de la gestion des archives à l'Assemblée nationale du Togo
- M. Kossi Takpaya, expert macro-économiste à la cellule d'analyse budgétaire à l'Assemblée nationale du Togo
- M. Noukéo Kpete, assistant de la commission de la défense et de la sécurité à l'Assemblée nationale du Togo

CONTEXTE

Le programme international de formation parlementaire (PIFP), organisé en collaboration avec la Chaire sur la démocratie et les institutions parlementaires, vise le renforcement des capacités des cadres parlementaires et l'établissement d'un environnement favorable au partage d'expériences. La tenue de la cinquième édition du Programme a été possible grâce à la contribution financière de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF).

Parmi les thématiques proposées par le Programme, on retrouve notamment : l'organisation administrative et les principaux enjeux de gestion d'un Parlement, le leadership dans le contexte d'une organisation complexe et enfin, l'organisation, la planification et le suivi des séances plénières et des commissions parlementaires.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Offrir une formation théorique et pratique visant le renforcement des capacités des membres du personnel des parlements francophones.

- Durant les deux semaines de formation, qui se sont déroulées à l'Université Laval puis à l'Assemblée nationale du Québec, 31 séances de travail ont été offertes par 23 formateurs provenant des milieux universitaire, parlementaire et gouvernemental. Les thématiques ont permis aux participants d'apprendre sur des sujets qui les touchaient de près ou de loin.
- Les neuf participants ont réalisé un travail d'équipe sur une thématique de leur choix. Les équipes devaient identifier une lacune ou un point faible de leur administration publique et élaborer un plan d'action afin d'y remédier. Ce travail correspond à l'esprit même du PIFP, qui cherche à joindre la théorie et la pratique. Les équipes ont décidé de travailler sur le parlement numérique, la planification stratégique et la communication interne. Pour les aider dans leur tâche, les équipes ont été appuyées par des mentors de l'Assemblée nationale du Québec et des intervenants de l'Université Laval.

Favoriser le partage des expériences entre les participants et avec les conférenciers.

- Le partage d'expériences est, dès le début du Programme, encouragé par les organisateurs. En effet, c'est en échangeant leurs perspectives, leurs défis et leurs enjeux que les participants peuvent trouver des solutions qu'ils rapporteront dans leurs parlements. Les échanges avec les différents intervenants ont été particulièrement bénéfiques, permettant d'identifier des bonnes pratiques au sein de chaque parlement représenté.
- Les séances ont favorisé les échanges entre les conférenciers et l'auditoire, mais aussi entre les participants eux-mêmes. Ces échanges ont porté sur les pratiques et les idées de chacun dans le contexte de leurs administrations publiques respectives. Par exemple, le sujet du rôle du président d'assemblée, de sa neutralité et de son indépendance a suscité beaucoup d'intérêt et de discussions.

Faire rayonner le Québec et ses bonnes pratiques sur la scène internationale.

- Des séances de travail sur l'organisation administrative d'un parlement et ses principaux enjeux de gestion ont été offertes par le secrétaire général et des représentants des différents secteurs d'expertise de l'Assemblée.
- Les participants du PIFP ont pu s'entretenir avec le président de l'Assemblée nationale du Québec, M. François Paradis. Ils ont partagé leur expérience à Québec et les pratiques respectives de leurs parlements.

- Des échanges avec des représentants des cinq personnes désignées ont permis aux participants d'en apprendre davantage sur les bonnes pratiques du Québec en matière d'encadrement électoral, d'éthique et de déontologie, de lobbyisme et de protection du citoyen.
- Les participants ont aussi visité la municipalité de Baie St-Paul et rencontré son maire pour un volet sur la gouvernance locale.

SUIVI

Devant la réussite de cette cinquième édition, l'ANQ, la Chaire de recherche et l'Assemblée nationale du Sénégal ont convenu de poursuivre leur collaboration et d'organiser la sixième édition du PIFP à Dakar, en collaboration avec l'Assemblée nationale du Sénégal.

STATISTIQUES





DÉPENSES

Transport	0\$
Restauration	0 \$
Hébergement	0 \$
Interprétation	0 \$
Divers	394,90 \$
TOTAL	394,90 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



VISITE D'ÉTUDE SUR LE CONTRÔLE BUDGÉTAIRE DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU BURKINA FASO

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Coopération - Programme commun d'appui au Burkina Faso (PROCAB)
Québec (Québec)
15 au 17 juillet 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Jean-François Simard (Montmorency), président de la Commission des finances publiques
- Coordonnateur du service des affaires multilatérales et de la coopération parlementaire
- Secrétaire de la Commission des finances publiques et de la Commission de l'administration publique
- Secrétaire de la Commission des relations avec les citoyens
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales

DÉLÉGATION BURKINABÈ

- M. Bassirou Karmadji Ly, président de la Commission des finances et du budget (COMFIB)
- M. Moussa Tindano, 1^{er} vice-président de la COMFIB
- M. Joël Ataougué Aoue, vice-président de la COMFIB
- M. Issaka Congo, 3^e vice-président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso et 2^e secrétaire du bureau de la COMFIB

- M. Abdou Rasmané Ouedraogo, juge parlementaire et rapporteur général de la COMFIB
- M. Daouda Simboro, président du groupe parlementaire Renouveau démocratique et membre de la COMFIB
- M. Jérémie Alexandre G. Sankara, 1^{er} secrétaire de la COMFIB et membre du Parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
- M. Ousmane Ouedraogo, membre de la COMFIB
- Administrateur parlementaire de la COMFIB
- Chargé du projet PROCAB pour le Centre parlementaire

CONTEXTE

La COMFIB de l'Assemblée nationale du Burkina Faso était de passage à l'Assemblée nationale du Québec (ANQ) dans le cadre d'une mission d'étude sur l'examen et le contrôle des finances publiques.

L'ANQ et le Centre parlementaire (CP) ont signé, en avril 2019, un protocole d'entente dans le cadre du PROCAB, financé par l'Union européenne, la Suède et la Suisse. Amorcé en 2018, ce programme a comme objectif de renforcer les capacités des députées et députés et du personnel parlementaire du Burkina Faso, conformément à son plan stratégique 2016-2020. Le PROCAB prendra fin en décembre 2020.

L'ANQ et le CP ont collaboré auparavant au Projet canadien d'appui à la démocratie au Burkina Faso (PADEB), de 2016 à 2019. Dans le cadre de ce projet, l'ANQ avait accueilli le président et la secrétaire générale de l'Assemblée nationale du Burkina Faso ainsi que deux délégations de fonctionnaires burkinabè pour une formation sur la recherche parlementaire.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Partager l'expérience québécoise en matière de gestion budgétaire en présentant les étapes de l'adoption du budget et les outils de suivi du budget programme.

- La délégation s'est familiarisée avec le système parlementaire québécois et le fonctionnement général de l'ANQ. La rencontre avec la secrétaire de la Commission des relations avec les citoyens leur a permis de mieux comprendre les fondements d'un système parlementaire de type britannique.
- Les présentations du directeur de la formation du ministère des Finances et de la directrice principale des opérations budgétaires ont permis à la délégation d'approfondir leurs connaissances du budget programme. Implanté au Québec dans les années 1970, le budget programme a été instauré au Burkina Faso en 2017 afin d'optimiser les ressources budgétaires.

- Les membres de la délégation burkinabè connaissent les étapes du cycle budgétaire et le fonctionnement du budget des dépenses au Québec. Les formations offertes leur ont permis d'en apprendre davantage sur le cadre légal de la gestion budgétaire ainsi que sur les acteurs et les structures impliqués dans la mise en œuvre du budget programme.
- Les parlementaires burkinabè sont au fait des possibles écueils liés à l'implantation d'un budget programme ainsi que des mesures mises en place pour pallier à ces difficultés. La directrice principale des opérations financières a présenté les outils de gestion utilisés par le Secrétariat du Conseil du trésor pour effectuer le suivi budgétaire et le contrôle des dépenses.

Outiller la COMFIB dans son mandat d'appui au contrôle parlementaire des finances publiques en permettant des rencontres entre la délégation et des représentants et représentantes des différentes instances impliquées dans le processus de contrôle budgétaire.

- La délégation a échangé avec M. Jean-François Simard sur le rôle de député et le travail en commission parlementaire. Les parlementaires ont aussi discuté de l'actualité parlementaire et politique du Québec et du Burkina Faso.
- La délégation a rencontré la secrétaire responsable de la Commission des finances publiques et de la Commission de l'administration publique. Elle a présenté les différentes fonctions des deux commissions parlementaires et le processus budgétaire réalisé à l'ANQ qui implique, entre autres, le discours du budget et l'étude des crédits budgétaires. La secrétaire a insisté sur le caractère horizontal de la Commission de l'administration publique qui collabore étroitement avec le Vérificateur général du Québec (VGQ) dans le cadre de son mandat.
- Les parlementaires burkinabè ont également rencontré le directeur principal d'audit et le directeur d'audit du VGQ. Ils leur ont présentés les mandats du VGQ, notamment le rapport pré-électoral. Les parlementaires burkinabè ont été particulièrement intéressés par celui-ci, qui révise la plausibilité des prévisions relatives au cadre financier et à la dette. Les pouvoirs, l'immunité et l'indépendance du VGQ ont également retenu l'attention des parlementaires.
- La délégation possède de nouvelles connaissances et expériences en lien avec le contrôle parlementaire des finances publiques. Ces nouveaux apprentissages enrichiront le questionnaire budgétaire de la COMFIB qui entreprend, dès septembre 2019, l'étude des crédits budgétaires de l'Assemblée nationale du Burkina Faso.

Présenter les activités de coopération de l'ANQ et discuter des possibilités de formations complémentaires dans le cadre du protocole d'entente de l'ANQ et du Centre parlementaire.

- Les parlementaires burkinabè sont au courant des activités de coopération de l'ANQ et des possibilités de formation offertes par cette dernière.
- Les membres de la délégation parlementaire burkinabè sont formés de la tenue de l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones qui aura lieu à Québec, du 3 au 6 septembre 2019.

AUTRES RÉSULTATS

La délégation s'est ensuite rendue à Ottawa où elle a rencontré le directeur parlementaire du budget et visité l'Institut des finances publiques et de la démocratie de l'Université d'Ottawa.

STATISTIQUES



SUIVIS

L'ANQ a assuré le suivi des questions formulées par la délégation lors de leur visite d'étude, et a transféré la documentation complémentaire en lien avec les thématiques abordées dans les séances de travail.

La délégation burkinabè partagera les résultats et les observations de sa mission d'étude via un rapport qui sera présenté au président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso. Une copie de ce rapport sera acheminée à l'ANQ.

L'ANQ poursuit sa relation de coopération avec l'Assemblée nationale du Burkina Faso, notamment par la mise en place de formations adaptées au besoin des parlementaires et fonctionnaires burkinabè. Une possible mission de la nouvelle Commission d'évaluation des politiques publiques et de suivi des recommandations (CEPSUR) a été évoquée.

DÉPENSES

Transport	0 \$
Restauration	1 140,17 \$
Hébergement	0 \$
Interprétation	0 \$
Divers	0 \$
TOTAL	1 140,17 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



ATELIER DE LEADERSHIP POUR FEMMES PARLEMENTAIRES FRANCOPHONES

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Coopération
Québec, Canada
3 au 6 septembre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Maryse Gaudreault, vice-présidente de l'ANQ et présidente du Réseau des femmes parlementaires de la Francophonie
- M^{me} Geneviève Hébert (Saint-François), membre de la Section du Québec de l'APF
- M^{me} Anne-Marie D'Amours, directrice de cabinet de la vice-présidente
- Conseillère en relations internationales et interparlementaires
- Conseillère au protocole

PARTICIPANTES

- M^{me} Minarii Chantal Galenon, députée de Polynésie française
- M^{me} Moihara Tupana, députée de Polynésie française
- M^{me} Teura Iriti, députée de Polynésie française
- M^{me} Vaitea Legayec, députée de Polynésie française
- M^{me} Michèle Peyron, députée de France
- M^{me} Ernestine Annette Lamine, députée de République centrafricaine
- M^{me} Néné Marième Kane, députée du Sénégal
- M^{me} Mame Diarra Fam, députée du Sénégal
- M^{me} Tracy Allard, députée de l'Alberta

CONFÉRENCIÈRES ET CONFÉRENCIERS

- M^{me} Natalie Rinfret, professeure titulaire à l'École nationale d'administration publique et titulaire de la Chaire La Capitale sur le leadership

- M^{me} Isabelle Charest, ministre responsable de la Condition féminine
- M. Éric Montigny, professeur au Département de science politique de l'Université Laval
- M^{me} Sandra Perron, conférencière
- M^{me} Marie Malavoy, ancienne élue
- M^{me} Carole Théberge, ancienne élue
- M^{me} Sylvie Gougoua, chargée de projets pour ONU Femmes

CONTEXTE

L'Atelier est une initiative de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ), en collaboration avec le Groupe Femmes, politique et démocratie et l'École nationale de l'administration publique. Il vise à combler un besoin de formation en français visant l'acquisition de compétences en leadership pour femmes parlementaires dans un contexte multilatéral.

L'activité en est à sa 3^e édition et bénéficie du soutien financier des partenaires suivants :

- Affaires mondiales Canada
- Assemblée parlementaire de la Francophonie
- Secrétariat à la Condition féminine du Québec
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Offrir une formation théorique et pratique visant le renforcement des capacités des femmes parlementaires francophones.

- Durant les quatre jours de formation qui se sont déroulés à l'Assemblée nationale, 10 séances ont été offertes par 7 spécialistes provenant des milieux universitaire, gouvernemental, international et militaire. Les principales thématiques abordées étaient les suivantes : leadership au féminin, développement personnel, prendre sa place en milieu majoritairement masculin, défense des droits des femmes.
- Les 10 participantes ont réalisé de nombreux exercices individuels, des présentations orales et des discussions. Elles ont notamment dû sélectionner un droit qu'elle souhaitait défendre, élaborer une stratégie d'action et en identifier les possibles défis. Par la suite, elles ont présenté leur projet à leurs collègues, qui les ont questionnées sur différents aspects à prévoir. Elles ont été appuyées par une experte d'ONU Femmes et de l'École nationale d'administration publique.

Favoriser le partage des expériences entre les participantes et les conférenciers.

- Une grande partie des séances a été réservée aux échanges. Ces périodes de discussions permettaient d'approfondir certains aspects des notions présentées par les experts ou de partager les expériences vécues par les parlementaires. Par exemple, elles ont pu échanger sur les difficultés rencontrées pour faire avancer leurs idées au sein de leurs parlements, composés majoritairement d'hommes.

Faire rayonner le Québec et ses bonnes pratiques sur la scène internationale.

- Les participantes se sont familiarisées avec les mesures mises en place au Québec afin d'atteindre l'égalité femmes-hommes, dont le congé parental ou la loi sur l'équité salariale. Elles ont également pu en apprendre sur les mesures propres à l'Assemblée, comme le Cercle des femmes parlementaires, le Comité Zéro harcèlement et la Politique relative à la prévention et à la gestion des situations de harcèlement au travail.

AUTRES RÉSULTATS

Devant l'intérêt des participantes de la Polynésie française, une collaboration afin de soutenir la mise sur pied d'un Cercle des femmes parlementaires dans leur assemblée a été initiée.

STATISTIQUES



SUIVIS

Une 4^e édition de l'Atelier se tiendra à l'automne 2020. Le lieu et les dates ne sont pas encore déterminés.

Plusieurs participantes ayant pris part à l'une des éditions de l'Atelier ont mentionné leur intérêt à suivre une formation offrant une suite à leurs apprentissages.

DÉPENSES

Transport	365,47 \$
Restauration	0 \$
Hébergement	0 \$
Interprétation	0 \$
Divers	335,30 \$
TOTAL	700,77 \$



VISITE DE LA COMMISSION DE L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DU SUIVI DES RECOMMANDATIONS(CEPSUR) DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU BURKINA FASO

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Coopération - Programme commun d'appui au Burkina Faso (PROCAB)
Québec (Québec)
28 et 29 octobre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. François Paradis, président de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M. Carlos J. Leitão (Robert-Baldwin), président de la Commission de l'administration publique
- M. Vincent Caron (Portneuf), vice-président de la Commission de l'administration publique
- M^{me} Annie-Christine Cyr, directrice adjointe du cabinet du président de l'ANQ
- M. François Arsenault, directeur général des affaires parlementaires
- Coordonnateur du service des affaires multilatérales et de la coopération parlementaire
- Secrétaire de la Commission de l'administration publique
- Agente de recherche de la Commission de l'administration publique
- Secrétaire de la Commission des finances publiques
- Conseillère en relations interparlementaires et internationales
- Conseillère au protocole

- M. Ousmane Alpha, président de la Commission d'évaluation des politiques publiques et du suivi des recommandations (CEPSUR)
- M. Julien Kouldiati, vice-président de la CEPSUR
- M. Léonce Zagre, 2e secrétaire de la CEPSUR
- M. Anicet Bazie, membre de la CEPSUR
- M^{me} Reine Bertille Sakande/Benao K., membre de la CEPSUR
- M. Emmanuel Koti Sawadogo, membre de la CEPSUR
- M. Charles Niondongo K., membre de la CEPSUR
- M. Luc Ye, membre de la CEPSUR
- Administrateur parlementaire de la CEPSUR
- Chargée du projet PROCAB pour le Centre parlementaire

CONTEXTE

La Commission d'évaluation des politiques publiques et de suivi des recommandations (CEPSUR) de l'Assemblée nationale du Burkina Faso est en visite à l'ANQ dans le cadre d'une mission d'études sur l'évaluation et le contrôle des politiques publiques. Créée en décembre 2018, la CEPSUR est active depuis mars 2019.

L'ANQ et le Centre parlementaire (CP) ont signé, en avril 2019, un protocole d'entente dans le cadre du Programme commun d'appui au Burkina Faso (PROCAB), financé par l'Union européenne, la Suède et la Suisse. Amorcé en 2018, ce programme a comme objectif de renforcer les capacités des députées et députés ainsi que du personnel parlementaire du Burkina Faso, conformément à son plan stratégique 2016-2020. Le PROCAB prendra fin en décembre 2020.

Dans le cadre de ce projet, l'Assemblée a accueilli, en juillet dernier, une délégation de huit parlementaires burkinabè de la Commission des finances et du budget (COMFIB). Ils souhaitent en apprendre davantage sur le contrôle budgétaire et la reddition de comptes.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Partager l'expérience québécoise en matière d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.

- Dans le cadre d'une séance de travail avec le comité directeur de la Commission de l'administration publique (CAP), la délégation a échangé avec M. Carlos J. Leitão et M. Vincent Caron sur le fonctionnement et les mandats de la commission. Les parlementaires burkinabè ont souhaité en apprendre davantage sur les procédures mises en place par la CAP pour établir un climat de travail caractérisé par la non-partisannerie, la collégialité et la prise de décision par consensus. La délégation a aussi discuté avec ses homologues du

rôle de député et de l'actualité parlementaire et politique du Québec et du Burkina Faso.

- La délégation s'est familiarisée avec le système parlementaire québécois et le fonctionnement général de l'Assemblée nationale. La rencontre avec le directeur général des affaires parlementaires leur a permis de mieux comprendre les fondements d'un système parlementaire de type britannique.
- La délégation a rencontré les secrétaires responsables de la CAP et de la Commission des finances publiques (CFP). Ces derniers ont présenté les différentes fonctions des deux commissions parlementaires. Créée en 1997, la CAP a suscité l'intérêt des parlementaires burkinabè de par son mandat d'examen des dépenses et de la gestion administrative des ministères et organismes publics. Le secrétaire de la CAP a insisté sur le caractère horizontal de la commission qui collabore étroitement avec les autres commissions parlementaires et le Vérificateur général du Québec (VGQ). Les explications de l'agente de recherche ont permis à la délégation d'approfondir leurs connaissances des outils de suivi des recommandations développés par la CAP.
- La délégation burkinabè connaît les étapes de vérification des engagements financiers et le fonctionnement des auditions des sous-ministres et dirigeants d'organismes publics. Ces nouveaux apprentissages enrichiront les échanges de la CEPSUR quant à l'élaboration de ses mandats et de ses règles de fonctionnement.

Outiller la CEPSUR dans son mandat d'évaluation des politiques publiques et de suivi des recommandations en permettant des rencontres entre la délégation et différentes directions du Bureau du Vérificateur général impliquées dans le processus de contrôle parlementaire.

- Les parlementaires burkinabè ont rencontré la vérificatrice générale, la chef de cabinet, la directrice des services-conseils en audit de performance ainsi que les directeurs d'audit responsables du rapport pré-électoral. La délégation est désormais au fait des travaux et champ de compétence du VGQ, des relations du VGQ avec le Parlement, des activités de l'audit de performance et du rapport pré-électoral.

Les parlementaires burkinabè ont été particulièrement intéressés par la présentation sur l'audit de performance qui révise les pratiques de gestion, les contrôles et les systèmes d'information, en mettant l'accent sur les résultats obtenus et le degré de performance atteint. Dans la même optique que la CEPSUR, la direction de l'audit de performance du VGQ cherche à cerner les lacunes de l'administration publique et leurs causes afin de formuler des recommandations visant une amélioration de la gestion. Les pouvoirs, l'immunité et l'indépendance du VGQ ont également retenu l'attention des parlementaires.

- Les formations offertes ont permis à la délégation d'acquérir de nouvelles connaissances et expériences sur le cadre légal de la gestion administrative, ainsi que sur les acteurs et les structures impliqués dans le contrôle parlementaire de l'administration publique.

Présenter les activités de coopération de l'ANQ et discuter des possibilités de formations complémentaires dans le cadre du protocole d'entente entre l'ANQ et le Centre parlementaire.

- Le président de l'ANQ, M. François Paradis, a échangé avec la délégation burkinabè sur l'importance et l'utilité de la coopération interparlementaire pour la consolidation des institutions démocratiques et l'échange de bonnes pratiques. Il a souligné auprès des parlementaires burkinabè l'importance de la relation d'amitié tissée entre le Québec et le Burkina Faso. Il a d'ailleurs réitéré la volonté de l'institution d'appuyer l'Assemblée nationale du Burkina Faso dans sa démarche de renforcement de l'administration parlementaire.
- La délégation parlementaire burkinabè a été informée de la tenue de l'Atelier de leadership pour femmes parlementaires francophones qui se tiendra à l'automne 2020. Une parlementaire burkinabè a mentionné sa disponibilité pour en faire la promotion au sein de la Commission Genre, Promotion de la femme et Protection sociale de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

AUTRES RÉSULTATS

La délégation s'est rendue à Montréal où elle a échangé avec des experts de l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP). Elle a complété sa visite à Ottawa où elle a notamment rencontré le directeur parlementaire du budget, ainsi que des greffiers du Comité des comptes publics et du Comité permanent des finances de la Chambre des Communes, en plus de visiter l'Institut des finances publiques et de la démocratie de l'Université d'Ottawa.

STATISTIQUES



SUIVIS

L'ANQ a assuré le suivi aux questions formulées par la délégation lors de sa visite d'études et a transféré la documentation complémentaire en lien avec les thématiques abordées lors des séances de travail. Un guide de formulation des recommandations a été transmis aux membres de la CEPSUR par le VGQ.

La délégation burkinabè partagera les résultats et les observations de sa mission d'études via un rapport qui sera présenté au président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso. Une copie de ce rapport sera acheminée à l'ANQ.

L'ANQ poursuit sa relation de coopération avec l'Assemblée nationale du Burkina Faso, notamment par la mise en place de formations adaptées au besoin des parlementaires et fonctionnaires burkinabè. La tenue d'échanges futurs entre les membres de la CEPSUR et de la CAP, via visioconférence, a été évoquée.



DÉPENSES

Transport	0 \$
Restauration	914,03 \$
Hébergement	0 \$
Interprétation	0 \$
Divers	0 \$
TOTAL	914,03 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.



VISITE DE LA PRÉSIDENTE DE **L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU PAYS DE** GALLES, MADAME ELIN JONES

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Coopération
Québec, Québec
20 février 2020

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M^{me} Joëlle Boutin (Jean-Talon)
- M^{me} Paule Robitaille (Bourassa-Sauvé)
- M^{me} Méganne Perry Mélançon (Gaspé)
- M. Marc Painchaud, directeur du Service de la planification et de la gouvernance
- M^{me} Aurelle Lavigne-Robichaud, directrice du Service de l'expérience visiteur et des programmes éducatifs
- Chef d'équipe des programmes éducatifs
- Coordonnateur en sécurité de l'information, continuité et gestion des risques
- Coordonnatrice de la Programmation citoyenne et de l'Expérience visiteur
- Auditrice interne
- Conseillère au protocole
- Conseillère en relations internationales

- M^{me} Elin Jones, présidente de l'ANPG
- M^{me} Ann Jones, vice-présidente de l'ANPG
- M^{me} Suzie Davies, présidente de la Commission de l'ANPG
- Responsable du protocole et des relations internationales

CONTEXTE

Il s'agissait d'une visite officielle d'une délégation de parlementaires du Pays de Galles en mission d'étude à Ottawa et à Québec.

L'ANQ et l'ANPG n'entretiennent pas de relation bilatérale. Elles sont en contact à travers les travaux de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC). Les relations entre le Québec et le Pays de Galles se sont principalement développées autour des secteurs de l'économie, de la langue, de la culture et de l'environnement.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Partager les bonnes pratiques de l'ANQ sur les thématiques ciblées par la délégation de l'AN du Pays de Galles.

- Lors d'une première séance de travail, la délégation galloise a rencontré des représentants du Service de la planification et de la gouvernance. Ils ont notamment discuté du processus de mise en place à l'ANQ de la fonction d'audit interne et de gestion intégrée des risques. À titre de présidente de la Commission de l'ANPG en charge du budget et de la gouvernance, l'une des députées galloises a démontré beaucoup d'intérêt envers les façons de faire québécoises en particulier en matière d'audits de performance. Cette rencontre a aussi permis d'en apprendre davantage sur le modèle gallois de gouvernance qui inclut des élus dans la composition du comité d'audit interne.
- Lors du déjeuner de travail, les députées membres du Cercle des femmes parlementaires de l'ANQ ont discuté avec la délégation de la participation des femmes en politique. Elles ont échangé sur les obstacles rencontrés pour accéder à un premier mandat, les mesures favorisant une plus grande implication politique des femmes et les défis rencontrés dans le cadre d'une carrière en politique. Les députées québécoises ont également évoqué la réforme parlementaire qui s'amorce à l'ANQ, notamment les mesures à mettre en place pour favoriser une meilleure conciliation travail-famille, tel que l'usage des technologies permettant de siéger à distance.

- Lors d'une deuxième séance de travail, des représentants du Service de l'expérience visiteur et des programmes éducatifs ont présenté à la délégation les différents programmes existants à l'ANQ. Ayant récemment mis en place un parlement jeunesse, la délégation de l'ANPG souhaitait obtenir de l'information sur le fonctionnement des programmes équivalents à l'ANQ. La délégation a été très impressionnée des nombreuses innovations réalisées dans le cadre du parcours de l'expérience visiteur du nouveau pavillon d'accueil de l'ANQ. Elle a retenu de nombreuses idées qu'elle souhaiterait mettre en place pour favoriser une plus grande participation citoyenne à la vie démocratique.

AUTRES RÉSULTATS

Ce fut l'occasion de renforcer la relation entre l'ANQ et l'ANPG. La délégation a manifesté l'intérêt d'accueillir une délégation de l'ANQ au Pays de Galles. Par ailleurs, une déclaration d'intention a été signée le 25 février 2020 entre le gouvernement du Québec et celui du Pays de Galles, afin de rehausser les relations dans les secteurs de l'économie, de l'innovation, de la culture et de l'éducation.

STATISTIQUES



DÉPENSES

Transport	828,00 \$
Restauration	848,17 \$
Hébergement	0 \$
Interprétation	1 675,00 \$
Divers	165,00 \$
TOTAL	3 516,17 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.